

# Cahier économique du Statec

## LES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES DU LUXEMBOURG DE 1995 À 2001

par

Guy Schuller  
et  
Nico Weyer



# Sommaire

<b>Préface</b>	<b>5</b>
<b>Introduction</b>	<b>6</b>
<b>Synthèse</b>	<b>7</b>
<b>Partie I. Un monde qui change</b>	<b>9</b>
<b>1. Mutations de l'économie mondiale</b>	<b>9</b>
1.1 Évolution du commerce mondial de marchandises	9
1.2 Échanges internationaux de services	10
1.3 Les investissements directs étrangers	12
1.4 Les mouvements du facteur travail	13
<b>Partie II. Le Luxembourg – une économie très ouverte</b>	<b>15</b>
<b>2. Apport étranger au niveau des facteurs de production</b>	<b>15</b>
2.1 Capital financier: investissements directs étrangers	15
2.2 Force de travail: immigrés et frontaliers	16
<b>3. Ouverture dans le domaine des échanges</b>	<b>19</b>
3.1 Les exportations par rapport au PIB	19
3.2 Les flux de biens, de services et de revenus par personne employée	20
<b>Partie III. Les relations économiques extérieures du Luxembourg en mutation</b>	<b>23</b>
<b>4. Afflux de facteurs de production étrangers</b>	<b>23</b>
4.1 Le rôle déterminant des investissements directs étrangers	23
4.2 L'importance de la force de travail étrangère	26
<b>5. Forte croissance des exportations de biens et de services</b>	<b>33</b>
5.1 Évolution des exportations de biens et de services	33
5.2 Principaux groupes de biens et de services exportés	33
5.3 Structure des exportations de biens et de services	34
5.4 L'évolution des exportations de services	35
5.5 Les exportations de biens par groupe de produits	38
5.6 Les exportations de biens par branche d'activité	39
5.7 Les exportations de biens par entreprise	40
5.8 Les exportations de biens par pays de destination	40
<b>6. Poussée des importations de biens et de services</b>	<b>42</b>
6.1 Évolution des importations de biens et de services	42
6.2 Principaux groupes de biens et de services importés	42
6.3 Structure des importations de biens et de services	43
6.4 L'évolution des importations de services	44
6.5 Les importations de biens par groupe de produits	46
6.6 Les importations de biens par branche d'activité	47
6.7 Les importations de biens par entreprise	48
6.8 Les importations de biens par pays de provenance	48

<b>7. Excédent structurel de la balance courante</b>	<b>50</b>
7.1 Évolution générale	50
7.2 Déficit commercial record en 2001	50
7.3 Excédent croissant de la balance des services	53
7.4 Réduction de l'excédent structurel du revenu des investissements	53
7.5 Stabilisation du déficit des transferts courants	53
<b>Partie IV. Méthodologie</b>	<b>54</b>
<b>8. Aspects méthodologiques concernant la balance des paiements courants</b>	<b>54</b>
8.1 Définition de la balance des paiements	54
8.2 Le système de collecte au niveau UEBL	54
8.3 Précisions concernant certaines rubriques	55
<b>9. Aspects méthodologiques concernant l'investissement direct étranger (IDE)</b>	<b>59</b>
9.1 Définition générale de l'investissement direct étranger (IDE)	59
9.2 Définitions et explications de certaines notions de base	60
9.3 L'enquête – IDE	61
<b>10. Bibliographie</b>	<b>63</b>
<b>Partie V. Tableaux statistiques</b>	<b>65</b>
1. Soldes partiels de la balance courante 1960-2001	65
2. Balance courante du Luxembourg 1985-2001	66
3. Balance courante et de capital	66
4. Balance courante: principales composantes	68
5. Échanges internationaux de services	68
6. Balance courante trimestrielle	69
7. Échanges de biens et de services par zone	72
8. Échanges de biens par pays	77
9. Échanges de services par pays	78
10. Échanges de services financiers par pays	80
11. Échanges de services autres que financiers par pays	81
12. Principales devises utilisées pour le paiement de biens et services	83

# Préface

Les économies de très petit espace, pour réussir leur développement, sont contraintes à l'ouverture sur le monde, ouverture souvent accompagnée d'une intégration dans un espace économique plus large. Dès le milieu du XIXe et tout au long du XXe siècle le Luxembourg a ainsi été amené à vivre en union douanière, d'abord avec l'Allemagne (de 1842 à 1920 dans le Zollverein), puis avec la Belgique (à partir de 1921 dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise-UEBL). Ces "unions" successives, en dépit de difficultés indéniables, ont constitué un atout réel pour le développement économique du Luxembourg.

Du point de vue statistique, elles ont cependant privé notre pays des instruments indispensables à l'observation de l'évolution de nos relations économiques extérieures. Cette information statistique a été établie, pendant très longtemps, au seul niveau de l'UEBL en tant que zone intégrée.

Ce n'est qu'à partir de 1973 que des données relativement harmonisées pour les échanges extérieurs de marchandises (statistique du commerce extérieur) sont disponibles pour le Grand-Duché de Luxembourg pris séparément; ceci grâce à une coopération étroite avec l'Institut National de Statistique (INS) de Belgique<sup>1</sup>. Des statistiques communes officielles ont continué à être établies au niveau UEBL par les autorités belges, tant pour le commerce extérieur que pour les autres transactions courantes et financières. Alors que l'INS était en charge de la statistique du commerce extérieur, la Banque Nationale de Belgique (BNB) établissait la balance des paiements.

Paradoxalement, c'est l'approfondissement de l'intégration communautaire – notamment la création du Marché Unique et la réalisation de l'Union Economique et Monétaire – qui a entraîné une identification plus explicite des relations économiques extérieures. L'un des critères de convergence retenus dans le Traité de Maastricht visait en effet le niveau et l'évolution de la balance courante de chaque Etat membre.

Cette disposition impliquait la nécessité de scinder en ses composantes l'information sur l'UEBL et d'établir une balance courante propre à chaque pays. En janvier 1993 le Statec fut chargé d'assumer les travaux du côté luxembourgeois. Les premières données officielles de balance courante propres à la Belgique et au Luxembourg – et cohérentes avec les données de l'UEBL – ont été publiées à partir de 1995.

C'est l'occasion de remercier tous les partenaires impliqués dans ces travaux de pionnier et principalement les collègues statisticiens de l'IBLC et de la BNB. Grâce à cette coopération, les données requises pour la

vérification de ce critère «de convergence» secondaire ont pu être fournies intégralement et dans les délais. Dans le même cadre a été entamée à partir de 1995 une collecte séparée pour les statistiques des encours d'investissements directs étrangers.

Même si des balances courantes propres (respectivement à la Belgique et au Luxembourg) ont donc pu être établies à partir de 1995, la balance complète est restée commune à l'UEBL et a continué d'être établie par la BNB. Ce n'est que la mise en place de l'Euro et l'abolition de l'Association monétaire belgo-luxembourgeoise qui ont entraîné l'obligation pour la Belgique et le Luxembourg d'établir à partir de 2002 des balances des paiements complètes séparées. Au Luxembourg, la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) et le STATEC sont –sur base de la loi du 28 juin 2000– en commun responsables de cette tâche.

L'objectif de la présente publication est de reprendre, pour la période 1995 à 2001, les séries statistiques de l'éventail des données disponibles pour les différentes dimensions des relations économiques extérieures. Ainsi peut-on y trouver les données établies dans le cadre de la balance courante, à savoir les échanges de biens et de services, les revenus du capital et du travail, ainsi que les transferts courants. Par ailleurs, on reprend également des données sur les capitaux étrangers investis au Luxembourg, de même que sur l'apport de la force de travail étrangère. L'approche et la structure de ce cahier sont davantage explicitées dans l'introduction et dans la synthèse.

Cette mise en perspective historique de l'évolution de l'appréhension statistique des relations économiques extérieures d'un pays intégré dans une union douanière doublée d'une association monétaire, nous a paru pertinente. Elle permet de dégager l'impact du cadre institutionnel, administratif et géographique sur la perception des échanges économiques. Elle met en évidence aussi l'importance des moyens à mettre en œuvre pour circonscrire, dans le monde actuel, ces opérations par rapport à la notion –peut-être déjà dépassée– de territoire économique national. Ceci plus particulièrement dans le cadre d'une micro-économie comme le Luxembourg.

Enfin, cette rétrospection met également en lumière les progrès accomplis au fil des ans sur le plan de la qualité des données (fiabilité, fraîcheur, couverture).

L'année 2002, avec la publication d'une balance des paiements séparée et complète, – élaborée en commun avec la BCL – marque à cet égard un nouveau point de départ.

Robert Weides  
Directeur du STATEC

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le cahier économique n°83 «Le commerce extérieur du Luxembourg 1973-1998» par Guy Schuller.

# Introduction

Dès le début de la phase d'industrialisation (à partir du milieu du XIXe siècle), l'économie luxembourgeoise a été contrainte à l'ouverture. Depuis cette époque la plupart des secteurs d'activité sont impliqués dans les relations économiques extérieures. Cette implication ne s'exerce pas seulement dans le domaine du commerce extérieur, à savoir sous forme d'exportations et d'importations de marchandises (a). Au cours des dernières décennies, les transactions internationales sur services se sont largement étendues et diversifiées et le Luxembourg y participe très activement (b).

En dehors de ces activités d'échanges de biens et de services, les relations économiques extérieures se caractérisent également - et de plus en plus - par des mouvements internationaux de facteurs de production. Les mouvements de capitaux sont, de leur côté, un vecteur en évolution exponentielle. Un aspect particulier de ces mouvements concerne les investissements directs étrangers (c). Ainsi le Luxembourg est également depuis toujours largement dépendant des implantations de firmes étrangères sur son territoire. Un quatrième aspect des relations économiques extérieures concerne le mouvement des personnes et notamment l'immigration - permanente ou temporaire - de salariés (d).

Au cours des dernières années ces quatre types de relations économiques extérieures ont connu une évolution très dynamique au Luxembourg et ont été des déterminants essentiels du développement économique général.

La présente publication vise à faire le point sur sept années (1995-2001) d'évolution dans ces domaines. Elle est structurée en cinq parties. Les trois premières parties

sont plus analytiques. La quatrième fournit des aspects méthodologiques sur les systèmes statistiques de référence - la balance courante, d'une part, et l'enquête sur les investissements directs étrangers, de l'autre. Finalement la cinquième partie présente une panoplie de données détaillées de la balance courante du Luxembourg.

Chacune des trois premières parties est structurée en fonction des quatre types de relations économiques extérieures:

- **les investissements directs étrangers;**
- **les mouvements de salariés;**
- **les échanges de biens;**
- **les transactions sur services.**

La première partie présente succinctement les principales mutations au plan mondial dans ces quatre domaines. La seconde partie étudie l'ouverture du Luxembourg sous ces quatre aspects - et dans une comparaison internationale.

L'évolution des relations économiques extérieures du Luxembourg fait finalement l'objet de la troisième partie - de loin la plus longue.

Il est à noter que - même s'il y a une cohérence et une certaine continuité entre les trois premières parties - toutes les parties et sous-parties peuvent être abordées séparément. La synthèse succincte qui suit cette introduction reprend les faits saillants analysés plus en détails dans les trois premières parties.

## Synthèse

La fin des années 90 fut particulièrement marquée par une économie mondiale en nette expansion et en profonde mutation. Le phénomène de la globalisation est ainsi le reflet non seulement d'une extension des activités économiques à la dimension du globe, mais également d'un changement global et en profondeur de toutes les activités de l'humanité. Au cours des années 1995-2001, le développement rapide des relations économiques internationales – entamé au cours des décennies précédentes – s'est poursuivi, voire accentué.

Aussi le commerce international a-t-il connu une évolution plus rapide que la production mondiale. Par ailleurs, la croissance des transactions internationales sur services a été supérieure à celle des échanges de marchandises. Sous l'impulsion de nombreuses activités d'acquisition et de fusion, les investissements directs étrangers ont progressé encore plus rapidement que les échanges internationaux de biens et de services. A son tour, le mouvement migratoire s'est également développé plus rapidement que lors des périodes précédentes.

Si le processus d'internationalisation et d'intégration s'est ainsi accentué au plan mondial, les relations se sont intensifiées au niveau continental et régional. La plupart des relations internationales sont plutôt intra-régionales.

Ceci est également confirmé pour le Luxembourg dont les relations économiques extérieures sont largement concentrées sur le marché intérieur de l'UE, voire sur les trois pays limitrophes. Pour les quatre aspects des relations économiques extérieures analysés (investissements directs étrangers, mouvement des salariés, échange de biens et transactions sur services) le Luxembourg présente de loin le plus fort degré d'ouverture de tous les Etats membres de l'UE. Par personne employée, chacun des flux ou encours considérés met le Luxembourg en première position en termes d'ouverture, à l'exception des exportations de marchandises pour lesquelles l'Irlande a un degré d'ouverture (exportations/PIB) légèrement supérieur.

L'analyse de l'évolution des relations économiques extérieures met en exergue un recours accru aux facteurs

de production étrangers. Une partie essentielle de la diversification de la structure de production n'a pu être réalisée que grâce à l'apport extérieur de capitaux. Tant dans l'industrie que dans les activités liées à la prestation de services, les différents investisseurs sont principalement originaires des pays européens et des États-Unis et la plupart des entreprises résidentes concernées ont dégagé des résultats appréciables.

En ce qui concerne le facteur travail, le recours aux forces étrangères est manifeste. Sur les 64 000 emplois nets supplémentaires créés entre 1995 et 2001 quelque 58 000 ont été affectés à des non luxembourgeois, à savoir 43 000 à des frontaliers et 15 000 à des résidents étrangers. En 2001, près des deux tiers des emplois salariés reviennent à des non luxembourgeois.

L'évolution des échanges internationaux de biens et de services est marquée par des prestations internationales de services financiers qui dominent largement tant du côté des exportations que des importations. Sur les dix principaux groupes de biens et de services échangés, les services prédominent largement en valeur. Par ailleurs, les transactions sur services financiers et autres services ont progressé beaucoup plus rapidement que les échanges de marchandises.

Parmi les opérateurs, l'on note une forte mutation générale et l'apparition de nombreux acteurs nouveaux. Toutefois la prédominance des principaux agents économiques est fortement ancrée notamment du côté des exportations où leur position n'évolue guère. De manière plus générale, les échanges de marchandises sont largement affectés par le développement au Luxembourg d'activités de commercialisation (importations - réexportations) de très grande ampleur<sup>1/</sup>.

Globalement les relations économiques extérieures – qui sont retracées (pour ce qui est de l'économie réelle) dans la balance courante – se soldent par un excédent structurel et qui s'élève pour 2001 à quelque 9% en termes de pourcentage du PIB. Dans la comparaison internationale, le niveau du solde excédentaire est appréciable.

<sup>1/</sup> Ne sont donc pas visées ici les transactions de «négoce international» dont le solde est comptabilisé au niveau des services («autres services aux entreprises»). Par négoce international on entend l'achat par un négociant résident d'un bien à un non-résident et sa revente ultérieure à un autre non-résident, sans que le bien franchisse la frontière de l'économie nationale.



# Partie I. Un monde qui change

- Au plan mondial tant les échanges de biens et de services que les flux d'investissements ont évolué beaucoup plus rapidement que la production.
- Le commerce international a connu une profonde mutation et porte de plus en plus sur des échanges de biens intermédiaires.
- Bien qu'en croissance plus prononcée, les transactions sur services ne représentent – au niveau mondial – qu'un quart du commerce de marchandises.
- En dépit du processus de globalisation, le commerce mondial reste très concentré par continent, voire région.

## 1. Mutations de l'économie mondiale

### 1.1 Évolution du commerce mondial de marchandises

Au cours des quinze dernières années, le commerce mondial de marchandises (+ 6% en moyenne annuelle) a crû beaucoup plus rapidement en volume que le PIB (+2,5%). Cette évolution rapide est accompagnée par une forte mutation de la structure du commerce. Ce qui prédomine aujourd'hui dans le commerce mondial de marchandises, c'est l'échange de produits manufacturés. Ils représentent quelque quatre cinquièmes des exportations de marchandises, contre la moitié en 1963 et seulement un tiers en 1913. La part des produits primaires (dont les deux tiers sont des produits agricoles et un tiers des matières premières) a ainsi reculé de deux tiers en 1913 à un cinquième aujourd'hui.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette évolution séculaire:

- Le relèvement du niveau de vie a entraîné un rétrécissement de la part des produits primaires dans la consommation (loi d'Engel – cf sous-chapitre 6.5).
- A la suite de certaines innovations, la fabrication de biens manufacturés est de moins en moins intensive en produits primaires.
- Le rallongement (et l'internationalisation) du processus de production (avec l'émergence de nouveaux pays industrialisés) engendre un accroissement du volume de produits manufacturés<sup>1/</sup> (demi-produits et/ou produits semi-finis).
- La réduction des entraves aux échanges est plus prononcée pour les produits manufacturés que pour les produits agricoles.
- L'élargissement des gammes de produits et la différenciation des produits entraînent un accroissement du commerce dit « intra-branche ».

La structure de la répartition par pays a également changé sensiblement. Vers le milieu du XXe siècle les Etats-Unis (32%) et la Grande-Bretagne (20%) ont encore assuré la moitié du commerce mondial. Si les Etats-Unis prédominent toujours, leur part (12.6%) s'est toutefois sensiblement réduite, au bénéfice de beaucoup d'autres pays dont également certains pays industrialisés (comme l'Allemagne et le Japon). Globalement le G5 a vu sa part dans le commerce mondial de marchandises se rétrécir de 71% en 1950 à quelque 40% en 2000. Le G7 représente aujourd'hui environ la moitié des échanges mondiaux de marchandises.

En dépit de la tendance à la globalisation, le commerce mondial de la fin du XXe siècle ne se traduit pas par une extension à la dimension du globe laissant sous-entendre des échanges tous azimuts à partir de chaque point de la planète, avec des pondérations relativement identiques. Au contraire, les échanges restent non seulement hiérarchisés et très disparates, mais ils sont surtout centrés, voire concentrés sur les régions continentales (notamment développées).

<sup>1/</sup> Les exportations en pièces détachées et segments de produits des pays de l'OCDE représentent 30% du commerce total de produits manufacturés et la croissance de ces échanges est plus rapide que celle des produits finis. (Yeats, 1999).

### Matrice du commerce mondial de marchandises par région – 2001 (Part relative de chaque flux en pourcentage du total mondial)

Destination \ Origine	Amérique		Europe occidentale		Europe centrale et orientale	Asie	Moyen Orient	Afrique	Monde
	Nord	latine	Total	UE 15					
Amér. du Nord	6.7	2.8	3.2	2.9	0.1	3.5	0.4	0.2	17.0
Amér. latine	3.6	1.0	0.7	0.7	0.0	0.4	0.1	0.1	6.0
Europe occidentale	4.4	1.0	28.8	26.5	2.5	3.4	1.1	1.1	42.6
Europe centrale et orientale	0.1	0.0	1.6	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	2.2
Asie	6.4	0.7	4.3	4.1	0.3	12.4	0.8	0.4	25.7
Moyen Orient	0.7	0.1	0.7	0.6	0.0	1.9	0.3	0.2	4.1
Afrique	0.4	0.1	1.3	1.2	0.0	0.4	0.1	0.2	2.4
Total	22.3	5.7	40.6	37.5	3.4	22.0	2.7	2.2	100.0

Source: OMC, Rapport annuel, Genève, 2002.

### Matrice du commerce mondial de marchandises par région – 2001 (Part relative des destinations dans le total des exportations de chaque région)

Destination \ Origine	Amérique		Europe occidentale		Europe centrale et orientale	Asie	Moyen Orient	Afrique	Monde
	Nord	latine	Total	UE 15					
Amér. du Nord	39.4	16.5	19.0	17.3	0.7	20.9	2.1	1.3	100.0
Amér. latine	60.7	17.1	12.2	11.4	0.8	6.4	1.1	1.1	100.0
Europe occidentale	10.2	2.3	67.5	62.0	5.9	7.9	2.6	2.5	100.0
Europe centrale et orientale	3.5	0.8	73.9	68.8	17.1	2.1	1.3	1.0	100.0
Asie	25.1	2.7	16.8	15.9	1.1	48.2	3.0	1.6	100.0
Moyen Orient	16.5	1.3	16.3	15.4	0.7	47.3	7.5	3.9	100.0
Afrique	17.6	3.6	51.7	47.8	0.7	14.7	2.1	8.0	100.0
Total	22.3	5.7	40.6	37.5	3.4	22.0	2.7	2.2	100.0

Source : OMC, Rapport annuel, Genève, 2002.

Ainsi les zones dominantes de l'économie mondiale (l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie) réalisent-elles la part majeure de leurs échanges de marchandises dans leur région. Par contre, les régions moins développées (Amérique latine, Europe centrale et orientale, Moyen Orient et Afrique) n'enregistrent qu'une part limitée d'échanges intra-zone.

Comparés au commerce mondial les échanges intra-continentaux représentent la moitié. Plus d'un quart du commerce mondial est réalisé à l'intérieur de l'Europe

occidentale et les échanges intra-Asie représentent quelque 12% du commerce mondial.

Globalement l'Europe occidentale est de loin le principal acteur mondial au niveau des échanges de marchandises en réalisant plus de 40% du total.

L'Amérique du Nord et l'Asie couvrent chacun un cinquième des importations mondiales. Du côté des exportations, l'Asie réalise un quart, contre 17% pour l'Amérique du Nord.

## 1.2 Échanges internationaux de services

Au cours des années 90, les exportations mondiales de services ont progressé de 85% en volume, soit une croissance annuelle moyenne de 6.5%, contre 5.5% au cours des années 80. Vers la fin du XXe siècle les échanges mondiaux de services représentaient environ 25% des échanges internationaux de marchandises, le tourisme couvrant un tiers des échanges de services commerciaux et les services de transport un quart. Mais la prestation d'un certain nombre de services commerciaux comme l'assurance, l'intermédiation financière et les télécommunications progresse plus vite que la moyenne. Environ les trois quarts des transactions internationales sur services sont réalisées entre pays

industrialisés. Cette part de marché dépasse ainsi de quelque 5% la couverture dans le domaine du commerce mondial de marchandises.

Une multitude de facteurs expliquent l'expansion des échanges internationaux de services. En premier lieu, il convient de la situer dans le contexte du développement général du commerce mondial qui reflète une intensification de la division du travail du processus de production mondiale ou globalisé.

A cela s'ajoute un certain nombre de facteurs plus spécifiques. Le premier est d'ordre technique et se traduit

plus précisément par les énormes progrès technologiques – notamment dans l'informatique et la communication. Ces progrès ont largement contribué à faciliter les échanges internationaux et, dans certains cas précis concernant les services, à les rendre possibles.

Un autre facteur est plutôt d'ordre politique et a trait à la politique commerciale et notamment à la suppression de certaines barrières commerciales. Les premières discussions sur les transactions internationales de services furent menées pour la première fois dans le cadre de l'Uruguay Round (1986-1994) et ont abouti à la mise en place d'un cadre de régulation spécifique: le GATS – General Agreement on Trade in Services.

La conjonction de ces deux facteurs – progrès technique et libéralisation des échanges – a entraîné une baisse de certains prix du fait de la concurrence accrue (libéralisation) et/ou des gains de productivité: le secteur du transport et des communications enregistre à la fois des baisses de prix considérables, des appréciations substantielles de qualité et, partant, un développement rapide du volume d'activités.

En dépit de leur expansion rapide, les exportations de services ne représentent toujours qu'un cinquième des échanges de biens et de services – même si les services couvrent plus de la moitié du PIB de la plupart des pays industrialisés. Certains obstacles réglementaires peuvent expliquer ce retard. Par ailleurs, il faut concéder que certaines activités de services ne se prêtent guère à « l'échange international » dans le sens d'un passage de la frontière. Certains services ne peuvent être rendus que sur place et présupposent une implantation dans le pays acheteur du service. Ces catégories de « relations internationales » qui se réalisent par le biais d'implantations d'entreprise (d'investissements directs étrangers) ne sont pas reprises dans les analyses basées (en général) sur des données de la balance des paiements. Cette dernière n'inclut que les transactions entre un résident et un/plusieurs non-résident(s).

Toutefois les activités de filiales (établies à l'étranger) entre sociétés résidentes et non-résidentes ne sont pas prises en considération.

Au plan mondial, les Etats-Unis sont de loin le principal exportateur et importateur de services. En 2000, ils assuraient 16% des échanges mondiaux de services. Cette part est même légèrement supérieure à leur position dans le commerce mondial de marchandises. L'Allemagne arrive en seconde position (8%) avec une position légèrement inférieure par rapport au commerce de marchandises. Suivent dans l'ordre le Japon et le Royaume-Uni avec une part respective de 6.5% (contre 6.5% et 5% pour les échanges de marchandises).

Néanmoins, les différents pays cités n'ont pas forcément la même structure. Du côté des exportations de services, les Etats-Unis dominent très largement avec 19% devant le Royaume-Uni (7.5%), l'Allemagne et la France avec 6% chacun. Par contre, du côté des importations les Etats-Unis ont une part nettement plus modeste (13.5%) et leur écart par rapport au second est également plus faible. L'Allemagne suit avec 9.5% devant le Japon (8.5%) et le Royaume-Uni (6%) dont l'impact est plus faible qu'à l'exportation.

Parmi ces grandes économies, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France dégagent d'importants excédents dans leurs échanges internationaux de services, alors que l'Allemagne et le Japon enregistrent des déficits considérables. A partir de ces résultats sur le solde des échanges de services, il n'est pas possible de conclure automatiquement sur la performance économique et la compétitivité (au sens restreint) des économies respectives. L'évolution des soldes respectifs sur les échanges internationaux de services est en effet la résultante d'une diversité de facteurs déterminants, dont (en partie) des facteurs naturels, comme le climat et la situation géographique – notamment dans le contexte du solde laissé par les services de tourisme.

### 1.3 Les investissements directs étrangers

Conformément à la notion de base de la balance des paiements, le premier critère de distinction est la résidence. Toute relation avec l'étranger est ainsi déterminée sur base de la distinction entre résident et non résident. L'application de ce critère ne soulève pas de questions particulières pour les investissements directs

étrangers (IDE). Il y a IDE dès qu'un détenteur d'une part supérieure à 10% du capital d'une entreprise résidente a sa résidence à l'étranger (même au cas – relativement rare – où la personne physique en question a la nationalité du pays de résidence de l'entreprise en question).

#### Le concept d'investissement direct

Dans la définition courante du FMI (1993) et de l'OCDE (1996) l'on évite la notion de contrôle pour retenir un concept à la fois plus vague (dans sa description), mais relativement précis dans son application: la reprise d'un seuil de participation (10%).

« Dans l'ensemble des investissements internationaux, la catégorie des investissements directs désigne les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise » (FMI 1993, p. 92, par. 359).

Même si le concept est vague, la procédure d'application est relativement précise « ... le présent *Manuel* définit l'entreprise d'investissement direct comme une entreprise dotée ou non de la personnalité morale, dans laquelle un investisseur direct qui est résident d'une autre économie détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte) » (FMI, 1993, p. 92; par. 362).

Ces dispositions du FMI (et de l'OCDE) sont à la base des procédures d'enregistrement de la balance des paiements. Une conception quelque peu différente est reprise dans le « System of National Accounts » (le SNA de l'ONU), ainsi que dans les « nouvelles » statistiques de FATS (Foreign Affiliate Trade Statistics). Dans ces systèmes statistiques, l'on se réfère à la notion de contrôle, c'est-à-dire une détention de capitaux de plus de 50% et on mesure prioritairement la production, la consommation et l'investissement plutôt que de se concentrer sur les flux de capitaux (ou les encours).

A la fin des années 50 – lorsqu'une part importante des ID à l'étranger fut opérée par des entreprises américaines – la production internationalisée fut estimée à 2%. Vers la fin des années 70 et le début des années 80, après une période de croissance forte d'IDE des Etats-Unis, cette part a atteint environ 5%. Durant les années 80 les activités étrangères des entreprises américaines reculèrent, alors que celles d'autres pays, en particulier de l'Allemagne et du Japon augmentèrent; globalement le rythme d'internationalisation de la production mondiale s'est ralenti. Au cours des années 90, les entreprises américaines connurent une recrudescence de leurs activités internationales et le processus d'internationalisation de la production a repris. A la fin des années 90, la production internationalisée est estimée à 8% de la production mondiale. (Lipsey, 2001, p 21 et United Nations (2001).

Vers le milieu des années 90, l'industrie manufacturière et l'industrie du pétrole représentaient 18% du PIB des Etats-Unis, tout en couvrant les trois quarts de la production des entreprises ayant investi à l'étranger. La production internationale des filiales américaines à l'étranger représente ainsi 17% de la production

résidente (« home production ») dans le secteur manufacturier, 100% dans l'industrie pétrolière, et seulement 2% dans le reste de l'industrie, comptant 80% de la production industrielle totale des Etats-Unis. (Lipsey 1998)

La part de la production internationalisée est nettement plus importante pour l'industrie manufacturière que pour la production globale. Elle était en 1977 d'environ 11%, contre 5% pour le total. Vers 1990 elle s'élevait à 16%, contre moins de la moitié pour le total et elle a sans doute continué à progresser (Lipsey, 1998, pp 12-13). La part de l'emploi engagé dans la production internationalisée est nettement inférieure à celle de la production. A la fin des années 90, elle est estimée à environ 1% comparée aux 8% pour la production. La raison en est sans doute que les secteurs dont la production est très internationalisée sont très intensifs en capital et/ou que leur productivité est relativement élevée (Lipsey, 2001, p. 22; United Nations 2001).

Les Etats-Unis enregistrent une part exceptionnellement élevée d'IDE dans le total de leurs investissements à l'étranger. Par ailleurs, ils ont une position prédominante

dans les ID étrangers totaux du globe. En 1960 environ la moitié des encours d'ID étrangers du monde sont détenus par les Etats-Unis; le Royaume-Uni détient la seconde place avec 18% seulement, suivi des Pays-Bas (10%) et de la France 6%. (United Nations 1988, Tableau 1.2)

En 1999, les Etats-Unis ont vu leur part réduite à moins d'un quart. Les pays qui suivent dans le classement

mondial ont maintenu leur rang avec un léger recul de la part du Royaume-Uni et des Pays-Bas. L'Allemagne et le Japon, n'ayant connu qu'un impact limité en 1960 avec 2%, ont vu leur part cumulée s'élever à 15% seulement en 1999. Les pays sous-développés enregistrent également une progression notable; leur encours d'ID à l'étranger représente en 1999 environ 10% du total mondial, contre 3% en 1980 (United Nations, 2000)

### Investissements directs étrangers (encours par pays hôte)

Pays, région	1980	1985	1990	1995	2000	2001
	Unité : Milliard de dollars					
<b>Monde</b>	<b>635.5</b>	<b>913.2</b>	<b>1 871.6</b>	<b>2 911.7</b>	<b>6 258.3</b>	<b>6 845.7</b>
<b>Pays développés</b>	<b>389.7</b>	<b>568.7</b>	<b>1 383.0</b>	<b>2 021.3</b>	<b>4 124.3</b>	<b>4 504.1</b>
<b>Europe de l'Ouest</b>	<b>232.1</b>	<b>285.5</b>	<b>780.8</b>	<b>1 192.4</b>	<b>2 498.2</b>	<b>2 776.6</b>
<b>Union européenne</b>	<b>216.8</b>	<b>267.6</b>	<b>733.3</b>	<b>1 115.1</b>	<b>2 382.0</b>	<b>2 648.7</b>
Autriche	3.2	3.8	9.9	17.5	30.4	34.4
Belgique et Luxembourg	7.3	18.4	53.4	120.2	431.1	482.1
Danemark	4.2	3.6	9.2	23.8	64.4	64.4
Finlande	0.5	1.3	5.1	8.5	24.3	26.3
France	56.1	66.9	100.0	191.4	257.8	310.4
Allemagne	36.6	36.9	119.6	192.9	449.1	480.9
Grèce	4.5	8.3	7.9	13.2	12.5	14.1
Irlande	1.7	2.6	3.4	9.6	64.1	74.8
Italie	8.9	19.0	58.0	63.5	113.0	107.9
Pays-Bas	19.2	24.9	68.7	116.0	243.4	284.2
Portugal	3.7	4.6	10.6	18.4	28.2	32.7
Espagne	5.1	8.9	65.9	109.2	144.5	158.4
Suède	2.9	4.3	12.6	31.1	82.7	81.3
Royaume-Uni	61.0	64.0	203.9	199.8	435.4	496.8
<b>Autres pays d'Europe de l'Ouest</b>	<b>15.2</b>	<b>17.9</b>	<b>47.5</b>	<b>77.3</b>	<b>116.3</b>	<b>128.0</b>
Suisse	8.5	10.1	34.2	57.1	81.9	90.3
<b>Amérique du Nord</b>	<b>137.2</b>	<b>249.3</b>	<b>507.8</b>	<b>658.8</b>	<b>1 415.9</b>	<b>1 522.6</b>
Canada	54.2	64.7	112.9	123.3	201.6	201.5
Etats-Unis	83.0	184.6	394.9	535.6	1 214.3	1 321.1
<b>Autres pays développés</b>	<b>20.4</b>	<b>33.9</b>	<b>94.4</b>	<b>170.0</b>	<b>210.2</b>	<b>204.9</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>245.8</b>	<b>344.5</b>	<b>485.0</b>	<b>849.9</b>	<b>2 002.2</b>	<b>2 181.2</b>
Afrique	34.3	35.5	50.3	77.9	142.4	158.8
Amérique latine et Caraïbes	50.3	80.0	117.0	201.4	613.1	693.0
Asie	161.2	229.0	317.7	570.6	1 243.2	1 329.4
Chine	6.3	10.5	24.8	137.4	348.3	395.2
Hongkong	124.3	129.8	148.2	174.1	429.0	451.9
Singapour	6.2	13.0	28.6	59.6	95.7	104.3

Source : UNCTAD, World Investment Report, 2002

## 1.4 Les mouvements du facteur travail

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle quelque 160 millions de personnes résident en dehors de leur pays de naissance contre 120 millions en 1990. Pris dans sa totalité, ce groupe de personnes constitue une population équivalente au « sixième pays » (Simon, 2002) le plus peuplé du monde (derrière la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, l'Indonésie et le Brésil).

Ceci revient à dire que la très grande majorité de l'humanité vit dans son pays de naissance. En effet, la population ayant migré ne représente que 2.6% des 6.1 milliards d'hommes et de femmes peuplant la planète (Martin et al., 2002). Aussi « l'image d'un monde parcouru de vagues migratoires massives et incessantes ne correspond[-il] pas à la réalité. » (Simon, 2002)

Au cours des dernières décennies, le phénomène migratoire a connu une attention plus particulière en raison de plusieurs facteurs:

- l'extension de la migration forcée (pour cause de conflits);
- la diversification des personnes en migration (facilitée par les progrès en matière de communication et de transport);
- les échos dans les médias.

Pour ce dernier aspect, Simon (2002) fait remarquer que « la révolution médiatique joue un rôle amplificateur dans la perception mondiale des frustrations et contribue à l'extension des migrations dans un monde où

l'aspiration à la dignité de l'existence et l'accès à la culture seront de plus en plus au coeur des processus de mobilité spatiale et sociale. »

De manière générale, les facteurs déterminants de la migration internationale ont évolué, même si des facteurs plus traditionnels semblent encore prédominer. L'on peut distinguer deux types de migrations se

dégageant de motifs respectivement économiques ou non économiques. Les facteurs encourageant la migration peuvent provenir d'éléments de demande (du pays destinataire de la migration) « demand-pull » ou de facteurs liés à la situation du pays d'origine des émigrants « supply-push » et s'accroissent sous l'effet des réseaux.

### Déterminants de la migration<sup>7</sup>

Type de migrants	Facteurs encourageant la migration		
	Demand-Pull	Supply-Push	Réseaux/autres
Economiques	Demande d'emploi Salaire attractif	Sous-emploi Bas salaires	Flux d'information sur emploi/salaire
Non économiques	Unification de familles	Guerre Persécution	Communication, transport, organisations, recherche

<sup>7</sup>/ Schéma largement inspiré de Martin et al. (2002)

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, l'Europe a connu quatre phases différentes de migration:

- 1945 à 1960: retour de l'Europe de l'Est en Allemagne et retour des colonies;
- 1961 à 1971: entrée massive de travailleurs immigrés (« Gastarbeiter »);
- 1973 à 1985: ralentissement du recrutement des travailleurs immigrés;
- 1986 à 2000: reprise des mouvements d'immigration nette en Europe avec une accentuation des demandes d'asile.

En ce début du XXIe siècle ce sont indiscutablement les pays du Sud qui alimentent les migrations internationales:

- soit pour des motifs sécuritaires; selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le nombre de réfugiés était compris entre 13 et 18 millions de personnes en 2001 (Simon, 2002);

- soit pour des raisons économiques.

La migration internationale apparaît ainsi comme l'un des moyens de lutte contre la pauvreté, une voie d'accès à la dignité et à l'instruction pour les individus et leurs familles (Simon, 2002).

Pour ce qui est des pays d'accueil, les Etats-Unis continuent d'exercer leur traditionnelle attraction sur le reste du monde. Avec 28 millions de personnes nées à l'étranger en 1999, ils sont de loin le premier pôle mondial d'accueil d'immigrés. Ils devancent de loin un autre groupe de pays, à savoir l'Inde et le Pakistan (resp. 8,6 millions et 7,3 millions) suivis de pays comme le Canada (5 millions) et l'Australie (4,4 millions).

En tête des pays d'immigration qui ont enregistré le solde migratoire positif le plus élevé au cours de la décennie 1990-2000 viennent les Etats-Unis (1,1 million en moyenne annuelle), puis l'Allemagne (359 000), la Russie (320 000), le Canada (141 400), l'Italie (116 100). Globalement quelque 8 640 000 migrants ont rejoint l'Union européenne au cours de cette période, soit en moyenne 864 000 personnes par an.

## Partie II. Le Luxembourg – une économie très ouverte

- De tout temps l'économie luxembourgeoise a été très ouverte.
- Cette ouverture se manifeste non seulement au niveau des échanges de biens et de services, mais également dans le domaine des facteurs de production comme le capital et la force de travail.
- Pour chacun de ces domaines, le Luxembourg a un degré d'ouverture nettement supérieur à celui des autres Etats membres de l'UE.

## 2. Apport étranger au niveau des facteurs de production

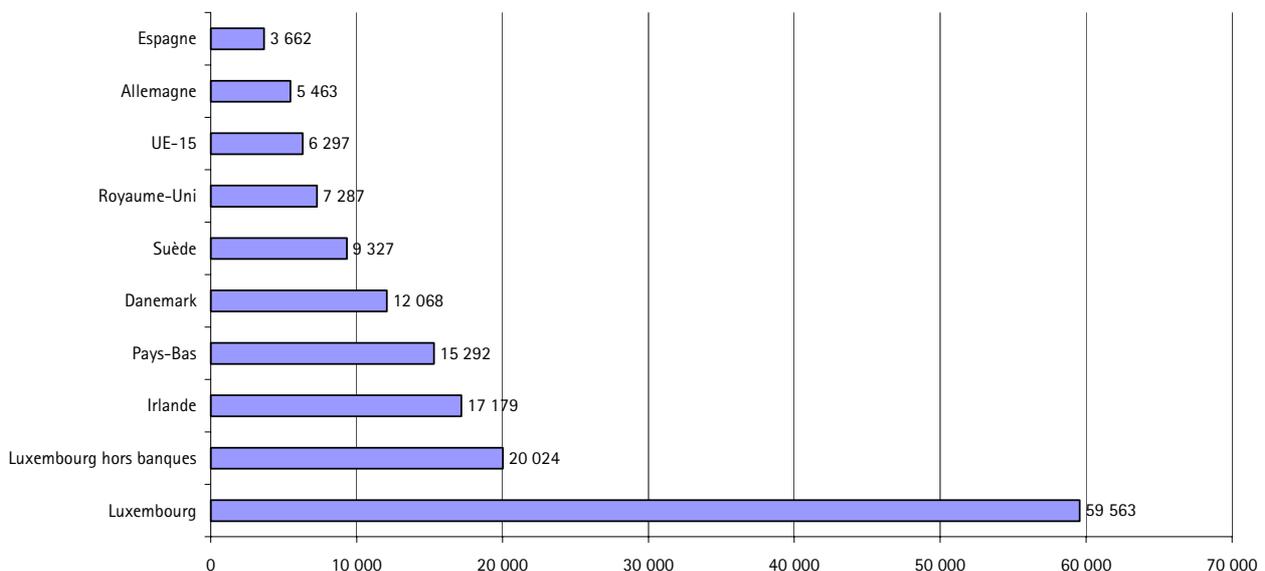
### 2.1 Capital financier: investissements directs étrangers

Dès le début de l'industrialisation, l'économie luxembourgeoise a eu recours à des capitaux étrangers. Cette tendance a été plus que confirmée dans les différentes phases de la diversification industrielle ou encore lors de l'expansion de la place financière, ainsi qu'à l'occasion de l'émergence de nouvelles activités de services.

Dans chacune de ces phases, il y a certes eu des initiatives de résidents dynamiques et audacieux, ainsi que l'encadrement par les autorités politiques nationales. Mais leurs objectifs n'ont souvent pu être concrétisés que grâce à l'apport de capitaux étrangers.

L'enquête sur les investissements directs étrangers (IDE) réalisée depuis 1995 permet de chiffrer ces encours et de quantifier les comparaisons internationales. Il importe de souligner que l'enquête a exclu les sociétés holdings et les sociétés de participation financière. En dépit de cette sous-évaluation, les encours d'IDE au Luxembourg dépassent largement les montants enregistrés dans les autres Etats membres de l'UE. Même en excluant intégralement le secteur financier – qui a une importance relative très prononcée au Luxembourg et qui est, de surcroît, très intensif en capital – l'apport en capitaux étrangers (par tête d'habitant) reste encore supérieur au Luxembourg.

#### Investissements directs de l'étranger par tête d'habitant (en USD)



Source: World Investment Report 2002 et STATEC

Une analyse récente d'Eurostat est centrée sur la part des activités réalisées sous contrôle étranger. Pour ce type d'analyse, l'on retient le critère d'une détention de plus de 50% du capital dans le chef d'un seul investisseur

étranger. Pour les deux variables pour lesquelles des données sont disponibles, à savoir le chiffre d'affaires et l'emploi, le Luxembourg enregistre les taux les plus élevés parmi les huit Etats membres retenus.

### Contribution des firmes sous contrôle étranger en 1999 (Part relative en % du total)

Etat membre	Chiffre d'affaires			Emploi		
	Industrie	Services	Total	Industrie	Services	Total
Luxembourg	33.3	17.5	23.2	23.3	8.3	17.1
Pays-Bas	24.0	21.2	22.3	12.7	8.8	10.3
Suède	25.4	19.7	22.1	19.9	12.6	15.7
Espagne	29.0	12.7	18.9	15.0	5.4	8.8
France	13.0	15.9	17.0	13.0	14.0	14.2
Finlande	15.3	17.0	16.2	13.9	10.5	12.2
Portugal	15.4	13.5	14.3	7.5	5.1	6.3
Danemark	11.4	10.0	10.5	8.8	6.1	7.2

Source : Eurostat (2003)

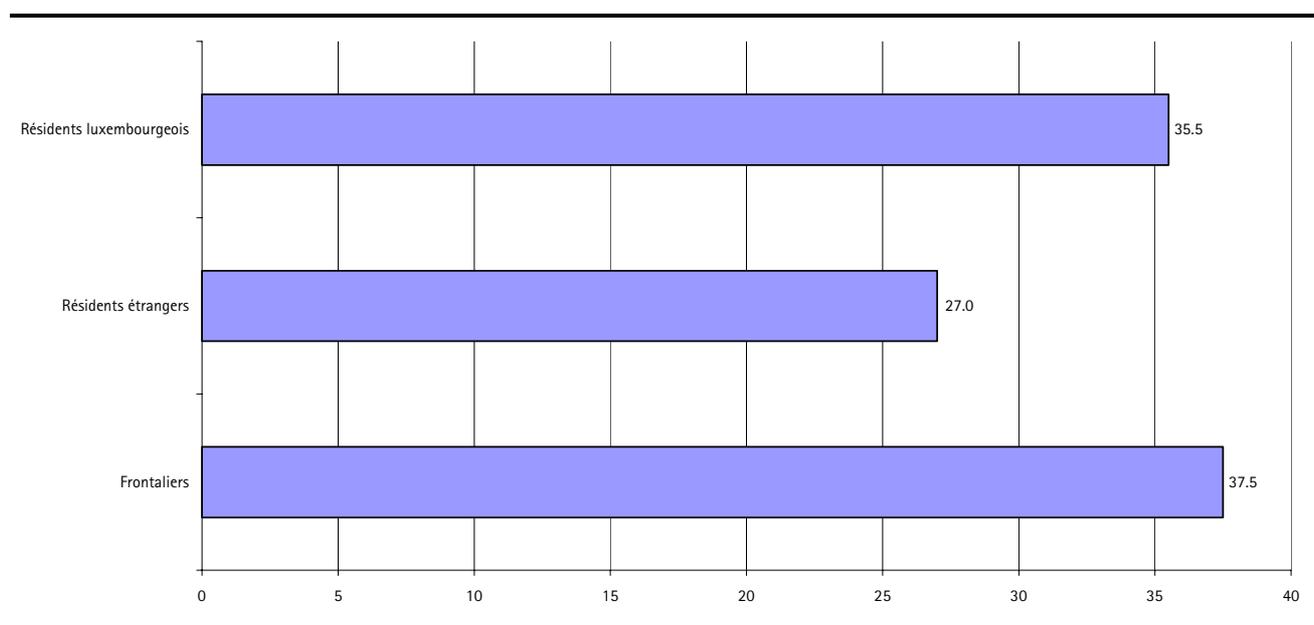
## 2.2 Force de travail: immigrés et frontaliers

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la force de travail étrangère a constitué un apport essentiel. L'immigration permanente ou temporaire s'est toujours traduite par la venue de personnes se situant essentiellement aux deux extrémités de l'échelle de qualification.

Au cours des dernières décennies, la part des étrangers dans l'emploi intérieur s'est considérablement accrue. Le

nombre de frontaliers est passé de 16 100 en 1980 à 55 000 en 1995 et à 97 300 en 2001 pour représenter ainsi 38% de l'emploi intérieur. Les salariés immigrés représentent à leur tour 27% de l'effectif total. Dans l'ensemble la force de travail qui n'a pas la nationalité luxembourgeoise constitue ainsi près des deux tiers de l'emploi intérieur total.

### Structure de l'emploi salarié intérieur en 2001 (en % du total)



L'économie luxembourgeoise ne se caractérise donc pas seulement par un degré d'ouverture très élevé pour l'écoulement et l'approvisionnement des biens et services

(critère classique) ou encore pour son recours au capital étranger (IDE); même pour le facteur travail, ce recours à l'étranger est exceptionnellement élevé.

### La population étrangère dans l'Union européenne, 2000

Pays	Population étrangère non UE	Population étrangère de l'UE	Population étrangère totale	Population totale	Proportion de la population étrangère	Proportion d'étrangers non UE dans la population étrangère totale	Proportion de la population étrangère non UE dans la pop. totale
	(A)	(B)	(C)=(A)+(B)		(E)=(C)/(D)	(F)=(A)/(C)	(G)=(A)/(D)
Belgique	289 813	563 556	853 369	10 239 085	8.3	34.0	2.8
Allemagne	5 484 919	1 858 672	7 343 591	82 163 475	8.9	74.7	6.7
Danemark	205 539	53 822	259 361	5 330 020	4.9	79.2	3.9
Espagne	489 126	312 203	801 329	39 441 679	2.0	61.0	1.2
Finlande	71 352	16 328	87 680	5 171 302	1.7	81.4	1.4
France	2 067 688	1 195 498	3 263 186	58 973 183	5.5	63.4	3.5
Grèce	121 118	44 410	165 528	10 510 965	1.6	73.2	1.2
Irlande	343 24	92 209	126 533	3 786 931	3.3	27.1	0.9
Italie	1 122 047	148 506	1 270 553	57 679 895	2.2	88.3	1.9
Luxembourg	16 050	143 350	159 400	435 700	36.6	10.1	3.7
Pays-Bas	455 646	195 886	651 532	15 863 950	4.1	69.9	2.9
Autriche	620 229	110 010	730 239	8 065 465	9.1	84.9	7.7
Portugal	138 469	52 429	190 898	9 997 590	1.9	72.5	1.4
Suède	309 745	177 430	487 175	8 861 426	5.5	63.6	3.5
Royaume Uni	1 438 809	859 138	2 297 947	59 623 400	3.9	62.6	2.4
<b>Total UE</b>	<b>12 864 874</b>	<b>5 823 447</b>	<b>18 688 321</b>	<b>376 144 066</b>	<b>5.0</b>	<b>68.8</b>	<b>3.4</b>

Source : Eurostat, New Cronos, calculs propres

De tous les Etats membres de l'UE, le Luxembourg a - en 2000 - de loin le taux d'immigration le plus élevé (36,6%), contre 9,1% pour le second (l'Autriche) et 8,9% pour le troisième (l'Allemagne) et une moyenne de 5% pour l'ensemble de l'UE. En outre, le Luxembourg se distingue des autres Etats membres par une très forte ouverture sur l'UE. Quelque 90% des immigrés ont une origine communautaire. Seuls deux autres pays, l'Irlande (73%) et la Belgique (66%) ont encore des proportions communautaires assez prononcées. La moyenne dans l'ensemble des Etats membres n'est que de 31,2%.

Par contre, la part de l'immigration extra-communautaire dans la population totale est quasiment équivalente à celle des autres Etats membres (3,7% pour le Luxembourg, contre 3,4% pour la moyenne communautaire). Trois Etats membres - l'Autriche (7,7%),

l'Allemagne (6,7%) et le Danemark (3,9%) - ont même des taux supérieurs.

Une analyse au niveau du continent européen (sur base de données du Conseil de l'Europe) met également en exergue la très grande ouverture relative du Luxembourg, mais elle confirme aussi la forte propension à l'ouverture des économies de très petit espace. Il en découle que deux Etats plus exigus que le Luxembourg (Andorre et Liechtenstein) ont une proportion d'étrangers encore plus élevée. Saint Marin, un autre très petit Etat, n'enregistre que 14,7% d'étrangers en 1999, soit une part relative sensiblement inférieure à celle des pays précités, et même inférieure à celle de la Suisse qui comptabilise près d'un cinquième de résidents n'ayant pas la nationalité suisse. Par contre, aucun autre pays membre du Conseil de l'Europe n'accueille plus de 10% d'étrangers.

### Proportion d'étrangers dans des États membres du Conseil de l'Europe en 1999 (en % de la population totale)

PAYS	PART	PAYS	PART	PAYS	PART
Andorre	65.6	Suède	5.6	Malte	2.1
Liechtenstein	36.3	Danemark	4.8	Italie	1.9
Luxembourg	35.6	Pays-Bas	4.2	Portugal	1.8
Suisse	19.4	Royaume-Uni	3.8	Espagne	1.8
Saint-Marin	14.7	Norvège	3.7	Slovénie	1.7
Autriche	9.2	Chypre	3.2	Finlande	1.6
Allemagne	8.9	Irlande	3.2	Hongrie	1.5
Belgique	8.3	Islande	2.4	Lettonie	1.0
France	5.6	République tchèque	2.1		

Source : Conseil de l'Europe

Une comparaison sur le rôle des frontaliers est relativement difficile à opérer en raison d'un manque de séries statistiques et de chiffres actualisés. Des rares données disponibles il ressort que quelque 420 000 personnes, soit environ 0.3% de la population des pays de l'Europe de l'Ouest avaient le statut de frontaliers. Selon le rapport établi par V. Soutif "« L'intégration

européenne et les travailleurs frontaliers de l'Europe occidentale » (Paris, 1999) quelque 91% des travailleurs frontaliers auraient travaillé en 1999 dans sept pays: la Suisse (164 905), l'Allemagne (93 107), le Luxembourg<sup>1/</sup> (55 780), Monaco (21 535), la Belgique (19 122), les Pays-Bas (17 634) et la France (8 679).

---

<sup>1/</sup> Il est à noter que ce rapport sous-estime le nombre des frontaliers au Luxembourg: en 1999 l'on dénombrait plus de 80 000 frontaliers; le chiffre de 55 780 correspond au niveau atteint au début de 1995.

### 3. Ouverture dans le domaine des échanges

#### Avertissement méthodologique

L'économie luxembourgeoise a été de tout temps marquée par une très grande ouverture dans le domaine des échanges de biens et de services. Ceci est d'ailleurs une spécificité intrinsèque – inhérente – au petit espace économique.

L'ouverture d'une économie est généralement mesurée par le rapport des échanges de biens et de services au Produit intérieur brut (PIB). Comme référence pour les échanges de biens et de services, l'on prend soit les exportations, soit les importations, soit la moyenne des deux flux. Cet indicateur ne permet cependant pas de tirer des conclusions sur la part de la production exportée ou de la consommation importée. Ainsi pour un pays dont le ratio (exportations/PIB) est de 80%, l'on ne peut pas conclure qu'il exporte 80% de sa production. En effet, en mettant en relation les valeurs totales des exportations de biens et de services et le PIB, l'on compare un chiffre d'affaires à l'exportation (le total des ventes de biens et de services à l'étranger) à la somme des valeurs ajoutées de l'économie et non pas à la valeur totale de la production.

Cet indicateur ne peut donc être qu'une information *relative ou comparative* pour un pays par rapport à d'autres. En effet, le ratio « Exportations de biens et de services sur PIB » dégage un résultat qui ne fournit pas une indication absolue, mais seulement une information relative. En clair, ce ratio n'a de signification que dans la comparaison entre certains pays. L'on ne pourra que conclure sur une ouverture plus grande (ou moins grande) d'un pays par rapport à d'autres. Il ne faut en aucun cas conclure que « tel pourcentage du PIB » est exporté.

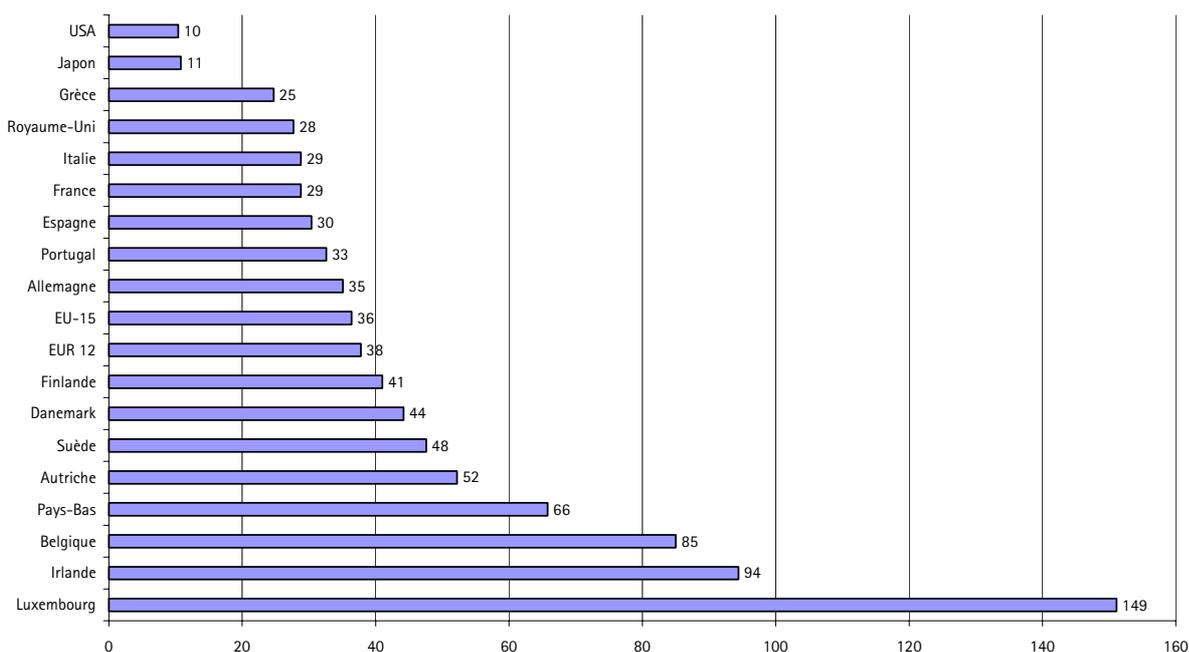
#### 3.1 Les exportations par rapport au PIB

Dans le cas du Luxembourg, la somme des exportations de biens et de services dépasse largement (de plus de 50 points de pourcentage) la somme totale des valeurs ajoutées. Le ratio des exportations de biens et de services par rapport au PIB se chiffre à 150%, contre 36% pour la moyenne de l'UE et de 94% pour l'Irlande, le second pays de l'UE derrière le Luxembourg. Le degré d'ouverture du

Luxembourg est ainsi de très loin supérieur à celui des autres pays de l'UE.

Ce résultat s'explique évidemment par le volume important de services financiers prestés au plan international. Mais même en faisant abstraction de cet impact essentiel, le degré d'ouverture du Luxembourg est encore bien supérieur à celui des autres pays européens.

#### Exportations de biens et de services (en pourcentage du PIB à prix courant) en 2001



Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

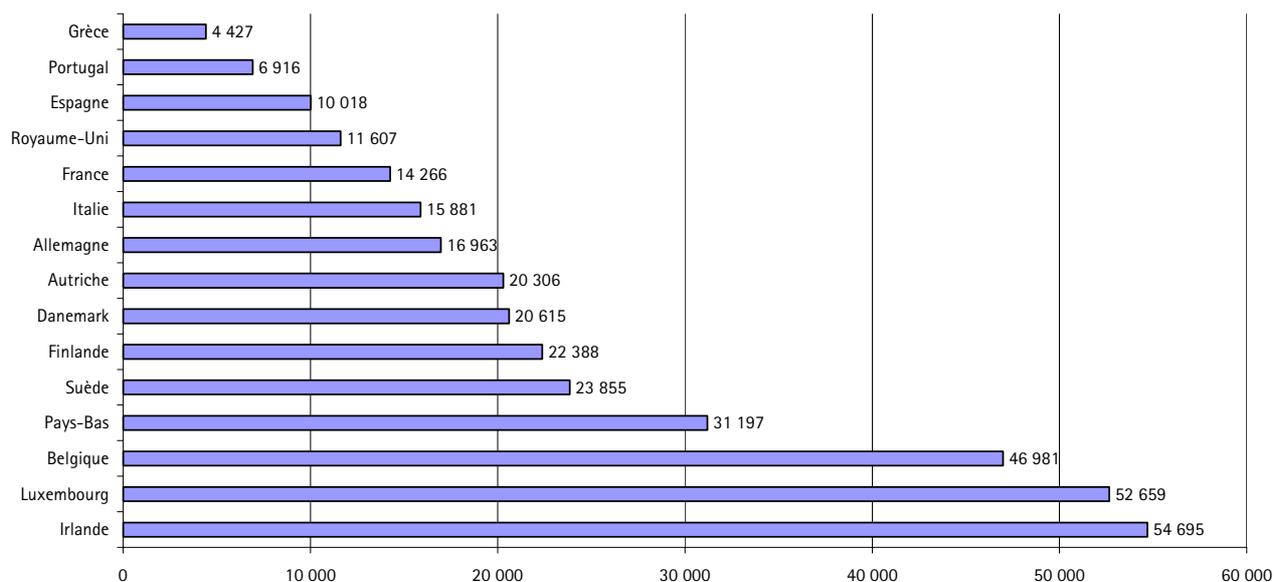
### 3.2 Les flux de biens, de services et de revenus par personne employée

Une autre manière d'analyser l'ouverture d'une économie est de comparer la valeur des échanges extérieurs par personne active dans l'économie.

plus élevé pour chaque indicateur retenu, à l'exception de celui se limitant aux exportations de biens. Dans ce cas, l'Irlande a une ouverture légèrement plus prononcée.

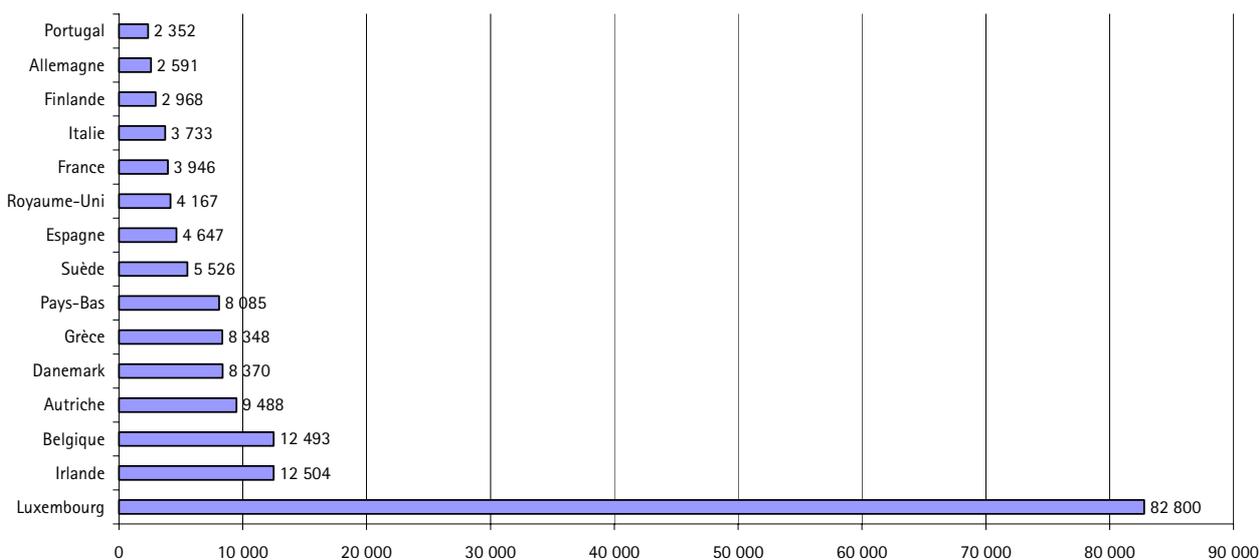
Il ressort des graphiques ci-dessous que pour chaque domaine analysé, le Luxembourg a le degré d'ouverture le

#### Exportations de biens par personne employée – 2000 (en USD)



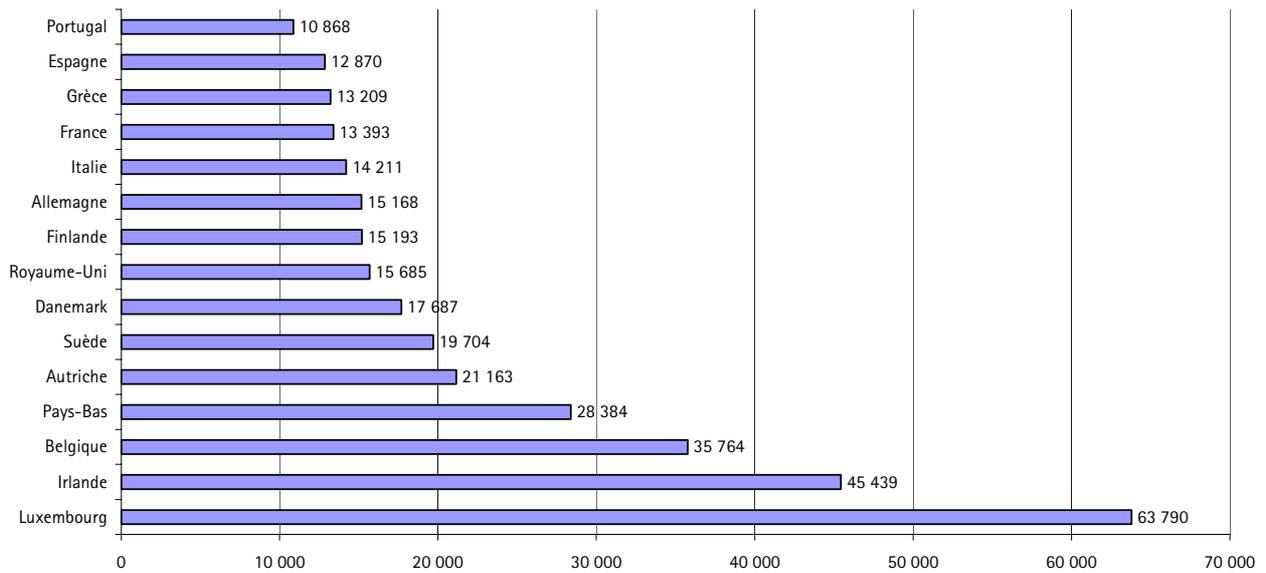
Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

#### Exportations de services par personne employée – 2000 (en USD)



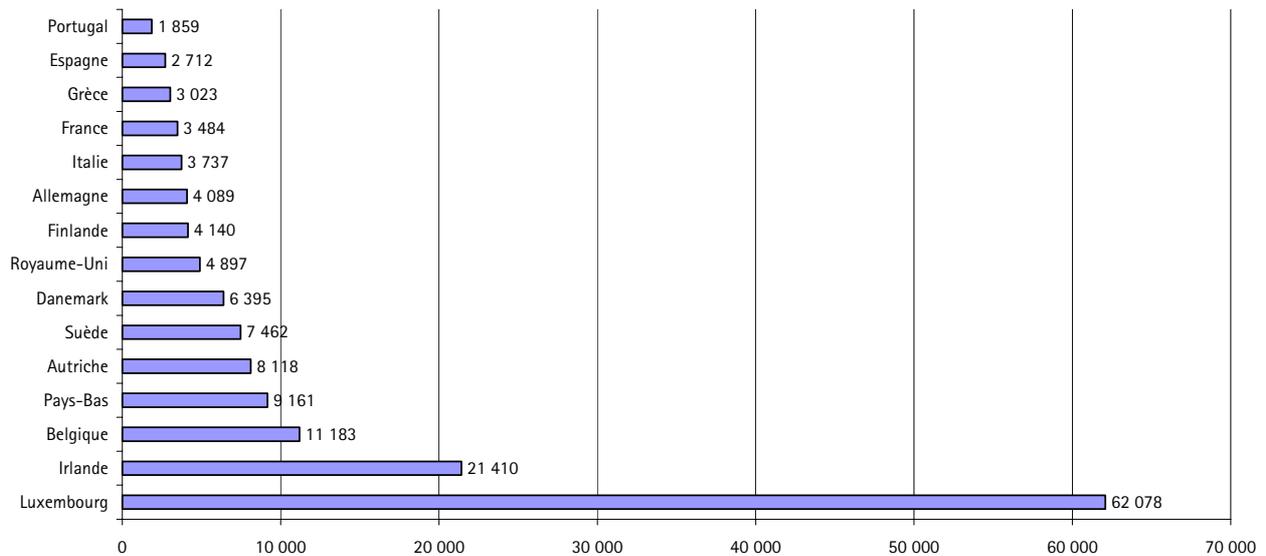
Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

**Importations de biens par personne employée – 2000 (en USD)**



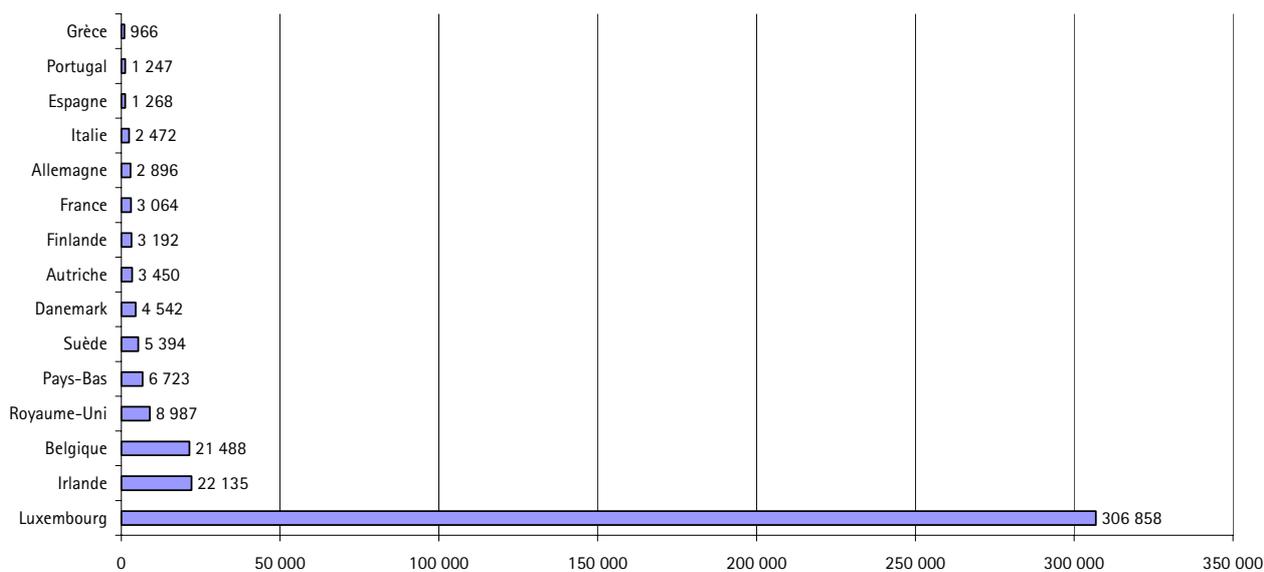
Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

**Importations de services par personne employée – 2000 (en USD)**



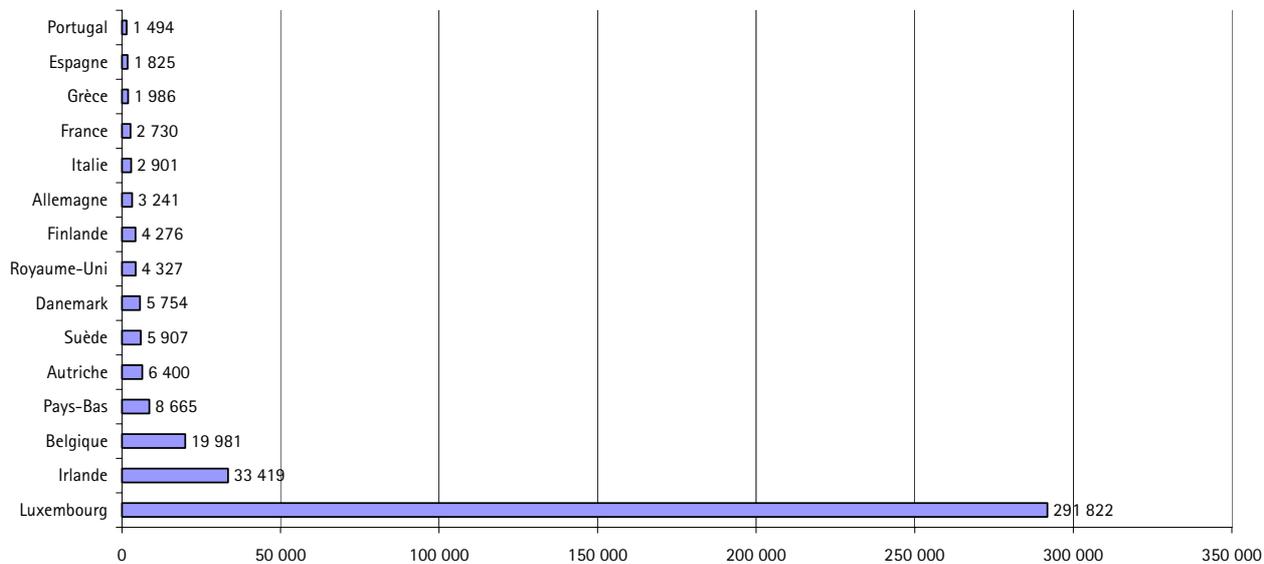
Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

### Revenu des investissements dû par l'étranger par personne employée en 2000 (en USD)



Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

### Revenu des investissements dû à l'étranger par personne employée en 2000 (en USD)



Source: IMF (2001) Balance of Payments Statistics, Yearbook et STATEC

## Partie III. Les relations économiques extérieures du Luxembourg en mutation

- Entre 1995 et 2000, les encours d'investissements directs de l'étranger ont presque doublé.
- La part des salariés étrangers dans l'emploi intérieur est passée de 55% à 65% .
- Les exportations de biens et services ont plus que doublé en valeur, soit une augmentation en moyenne annuelle de 15% .
- Les exportations de services ont évolué beaucoup plus rapidement (19%) sous l'impulsion des services financiers et sont au total 2,2 fois plus importants que les exportations de biens (8%).
- Parallèlement les importations de biens se sont également accrues très sensiblement (9% ) ;
- Le Luxembourg continue à enregistrer un excédent de sa balance courante (de quelque 9% du PIB en 2001).

### 4. Afflux de facteurs de production étrangers

#### 4.1 Le rôle déterminant des investissements directs étrangers

Fin 2000, les encours des investissements directs de l'étranger recensés dans le cadre de l'enquête IDE se sont élevés à 24.9 milliards EUR, soit un montant total largement supérieur au PIB (20.8 milliards EUR en 2000). Dans la plupart des autres pays industriels, le stock des IDE ne représente qu'une faible fraction du PIB. En raison de la non-exhaustivité de l'enquête dans les branches d'activité autres que banques et assurances (holding, soparfis et autres non-enquêtés), ce montant ne correspond pas au chiffre total des ID de l'étranger au Luxembourg. Dans la mesure où toutes les grandes sociétés ont participé à l'enquête, la sous-évaluation

devrait toutefois être mineure et la fiabilité des ordres de grandeur devrait être assurée.

En 2000 le seul secteur bancaire a absorbé 62% du capital étranger investi dans le système de production du Luxembourg. Indépendamment du fait de la dispersion relativement large des dotations en capital des entreprises dans chaque secteur, force est de constater que la dotation moyenne en capital des établissements de crédit est bien supérieure à celle des autres entreprises dépendant de l'étranger.

#### Encours des investissements directs de l'étranger

Branche	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre d'entreprises ayant participé à l'enquête IDE						
Banques	211	216	205	198	196	186
Assurances	177	254	274	276	284	283
Autres branches	153	165	168	194	270	293
- industrie	78	82	82	88	116	115
- autres services	75	83	86	106	154	178
<b>Total</b>	<b>541</b>	<b>635</b>	<b>647</b>	<b>668</b>	<b>750</b>	<b>762</b>
Valeur des encours en millions d'EUR						
Banques	10 304	10 751	11 299	11 254	12 940	15 368
Assurances	527	750	900	1 049	1 234	1 244
Autres branches	2 662	2 965	3 615	5 495	6 095	8 262
- industrie	1 880	2 091	2 407	2 564	2 765	4 839
- autres services	782	874	1 209	2 932	3 330	3 422
<b>Total</b>	<b>13 492</b>	<b>14 466</b>	<b>15 814</b>	<b>17 798</b>	<b>20 268</b>	<b>24 874</b>
hors banques	3 189	3 715	4 515	6 544	7 329	9 506

Compte tenu de quelques grandes entreprises dans l'industrie et du besoin indispensable en capitaux dans certaines branches, la dotation moyenne en capitaux propres des entreprises industrielles est de 42 millions d'euros, contre quelque 83 millions d'euros pour le secteur bancaire. Par contre, pour les entreprises relevant du secteur des services autres que banques et assurances, la dotation moyenne n'est que de 19 millions d'euros, alors que pour le secteur des assurances elle se chiffre à 4.4 millions d'euros.

Soulignons encore que **12 des 186** banques étrangères établies en 2000 au Luxembourg ont des capitaux propres dépassant 250 millions d'euros, contre **6** entreprises relevant du secteur non-financier (soit **2%** du total de ce type d'entreprise). La valeur comptable des capitaux propres détenus par des investisseurs directs étrangers dans les 293 entreprises des secteurs autres que banques et assurances ayant participé à l'enquête se chiffre à 8.3 milliards d'euros. Ce capital est fortement concentré sur quelques entreprises; ainsi les cinq principaux groupes absorbent **les deux tiers** du capital déclaré. Près de **60%** de ce capital sont investis dans l'industrie.

Dans la grande majorité des entreprises objet d'ID n'intervient qu'un seul partenaire étranger. Dans 90 entreprises résidentes, la participation au capital est assuré par deux investisseurs étrangers. Les entreprises détenues par plus de deux investisseurs étrangers sont relativement rares.

### Ventilation géographique des prises de participation

Les capitaux originaires des trois pays limitrophes assurent en 2000 au total près de 60% des ID au Luxembourg. La ventilation par pays des encours d'investissement varie substantiellement suivant les secteurs. *L'Allemagne* est avec 51% de loin le principal pays investisseur dans le secteur bancaire. Compte tenu de l'ampleur des encours dans ce secteur, la prédominance de l'Allemagne est également manifeste (35.5%) au niveau total. Dans les autres secteurs, la présence des capitaux allemands est nettement plus modeste: seulement 5% dans l'industrie, 11% dans l'assurance et 16% dans les services autres que banques et assurances.

### Encours d'investissements directs de l'étranger par pays de provenance 1995 (Structure géographique par branche)

Pays ou zone	Banques	Assurances	Autres secteurs			Total
			Total	Industrie	Autres services	
UE15	85.4	93.1	56.9	44.3	87.1	80.1
Belgique	10.0	34.7	26.2	22.9	34.2	14.1
Allemagne	52.9	10.7	9.7	4.9	21.2	42.7
France	7.3	24.3	14.4	9.0	27.4	9.4
Italie	6.9	0.1	1.0	1.5	0.0	5.5
Pays-Bas	2.0	4.7	1.4	0.5	3.7	2.0
Espagne	0.0	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres pays UE15	6.3	18.1	4.1	5.6	0.6	6.3
Etats-Unis	1.5	0.0	36.7	49.8	5.1	8.4
Japon	2.5	0.5	4.8	5.2	3.7	2.9
Suisse	6.7	4.8	0.7	0.0	2.4	5.5
Autres pays extra-UE	3.8	1.6	1.0	0.6	1.7	3.2
<b>Total Monde</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

### Encours d'investissements directs de l'étranger par pays de provenance 2000 (Structure géographique par branche)

Pays ou zone	Banques	Assurances	Autres secteurs			Total
			Total	Industrie	Autres services	
UE15	90.1	78.4	50.5	22.8	89.7	76.4
Belgique	18.6	29.6	12.2	6.8	19.9	17.0
Allemagne	51.3	10.8	9.7	5.2	16.1	35.5
France	5.2	16.4	1.4	1.7	0.9	4.5
Italie	5.1	0.5	18.9	0.7	44.7	9.5
Pays-Bas	5.8	7.7	0.9	0.3	1.7	4.3
Espagne	0.0	1.9	2.9	4.4	0.7	1.0
Autres pays UE15	4.0	11.5	4.6	3.7	5.8	4.6
Etats-Unis	1.5	15.3	44.2	73.0	3.6	16.4
Japon	1.2	1.0	2.7	2.9	2.4	1.7
Suisse	3.7	3.9	1.6	0.0	3.8	3.0
Autres pays extra-UE	3.5	1.4	1.0	1.4	0.5	2.6
<b>Total Monde</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>



## Résultats nets proportionnels

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000
						Unité: Million d'EUR
<b>Résultats nets proportionnels</b>	<b>1 799</b>	<b>2 195</b>	<b>2 483</b>	<b>2 209</b>	<b>3 003</b>	<b>3 504</b>
Banques	1 463	1 809	1 910	1 644	2 186	2 255
Assurances	6	16	33	99	137	93
Autres branches	330	370	540	466	680	1 155
- industrie	241	204	371	258	305	282
- autres services	90	166	169	208	375	873
<b>Dividendes versés à l'étranger</b>	<b>906</b>	<b>1 512</b>	<b>1 468</b>	<b>1 655</b>	<b>1 586</b>	<b>2 001</b>
Banques	818	1 377	1 065	1 294	1 202	1 070
Assurances	5	4	6	12	17	16
Autres branches	84	131	300	350	368	916
- industrie	26	22	228	95	90	93
- autres services	58	109	72	255	278	823
<b>Bénéfices réinvestis</b>	<b>893</b>	<b>683</b>	<b>1 112</b>	<b>554</b>	<b>1 416</b>	<b>1 502</b>
Banques	646	432	844	350	984	1 186
Assurances	1	12	27	87	120	77
Autres branches	246	239	240	116	312	239
- industrie	214	182	143	163	214	189
- autres services	32	57	97	-47	97	50

Sur l'ensemble de la période sous revue les résultats nets proportionnels ont quasiment doublé pour s'élever en 2000 à 3.5 milliards d'euros. Plus des deux tiers de ce résultat sont générés par le secteur bancaire. Plus de la moitié du total des revenus nets proportionnels sont distribués sous forme de dividende aux détenteurs de parts. L'autre partie est retenue au Luxembourg sous

forme de réserve et/ou réinvestie pour étendre l'activité de production.

Selon la méthodologie retenue pour la balance des paiements, cette épargne dégagée au niveau de la filiale doit en fait être rapatriée (fictivement) sous forme de revenus dans le chef des investisseurs directs, pour être réaffectée sous forme de capital à la filiale ou succursale.

## 4.2 L'importance de la force de travail étrangère

Pour l'analyse de la force de travail du/au Luxembourg l'on peut distinguer schématiquement quatre catégories d'acteurs:

- les salariés résidents nationaux
- les salariés résidents étrangers<sup>1/</sup>
- les frontaliers étrangers
- les fonctionnaires internationaux résidents

Les trois dernières catégories ont directement (et indirectement) trait aux relations économiques extérieures.

### 4.21 Évolution de la main-d'œuvre

Le Luxembourg a une longue tradition d'immigration qui remonte aux dernières décennies du XIXe siècle, c'est-à-dire au début de l'industrialisation<sup>2/</sup> du Luxembourg. Interrompu périodiquement – notamment par un cycle conjoncturel faible ou en période de crise structurelle ou de restructuration – ce mouvement d'immigration s'est amplifié à chaque phase d'expansion. La période de croissance forte des deux dernières décennies n' a pas fait exception – au contraire.

<sup>1/</sup> Pour ne pas alourdir l'analyse, nous excluons les frontaliers nationaux (c'est-à-dire les luxembourgeois travaillant dans un des trois pays limitrophes; leur nombre est estimé à 700)

<sup>2/</sup> En revanche, il convient de rappeler qu'au lendemain de son indépendance (1839), des dizaines de milliers de Luxembourgeois avaient émigré pour fuir un pays pauvre.

**Emploi au Luxembourg (moyenne annuelle)**

Spécification	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	En millier de personnes								
<b>1. Emploi intérieur</b>	<b>160.2</b>	<b>187.1</b>	<b>213.8</b>	<b>219.6</b>	<b>226.6</b>	<b>236.4</b>	<b>248.3</b>	<b>262.3</b>	<b>277.0</b>
salariés	142.0	170.4	197.5	203.1	210.0	219.7	231.5	245.4	260.1
non-salariés	18.2	16.7	16.3	16.4	16.6	16.7	16.8	16.9	16.9
<b>2. Frontaliers nets (a-b-c)</b>	<b>8.7</b>	<b>25.2</b>	<b>47.0</b>	<b>51.1</b>	<b>56.0</b>	<b>62.3</b>	<b>70.0</b>	<b>79.0</b>	<b>89.0</b>
a) frontal. étrangers au Luxbg.	16.1	33.7	55.5	59.6	64.4	70.8	78.4	87.4	97.3
b) frontal. lux. tr. à l'étranger	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
c) fonct. et agents des org. intern.	6.8	7.8	7.8	7.7	7.8	7.8	7.7	7.6	7.6
<b>3. Emploi national (1-2)</b>	<b>151.5</b>	<b>161.9</b>	<b>166.8</b>	<b>168.5</b>	<b>170.6</b>	<b>174.1</b>	<b>178.3</b>	<b>183.2</b>	<b>188.0</b>
<b>4. Chômeurs</b>	<b>2.6</b>	<b>2.1</b>	<b>5.1</b>	<b>5.7</b>	<b>5.9</b>	<b>5.5</b>	<b>5.4</b>	<b>5.0</b>	<b>4.9</b>
<b>5. Population active (3+4)</b>	<b>154.1</b>	<b>163.9</b>	<b>172.0</b>	<b>174.2</b>	<b>176.5</b>	<b>179.6</b>	<b>183.7</b>	<b>188.2</b>	<b>192.8</b>
<b>6. Taux de chômage (en %) (4:5)</b>	<b>1.7</b>	<b>1.3</b>	<b>3.0</b>	<b>3.3</b>	<b>3.3</b>	<b>3.1</b>	<b>2.9</b>	<b>2.6</b>	<b>2.6</b>

Ce phénomène d'immigration a été corroboré au cours des quinze dernières années par un afflux extraordinaire de salariés frontaliers. Certes, un certain nombre de résidents des trois pays limitrophes ont depuis longtemps passé chaque jour la frontière pour venir travailler au

Luxembourg. Néanmoins leur nombre s'est considérablement accru au cours des sept dernières années (de 9,8% en moyenne annuelle), pour se chiffrer à environ 100 000 personnes à la fin de l'année 2001.

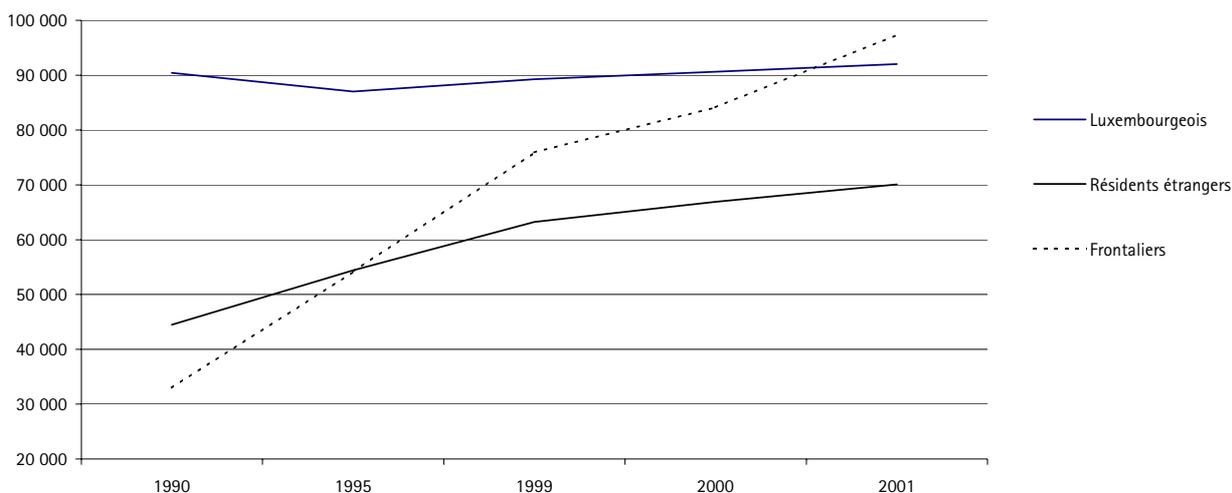
**Emploi salarié par résidence et par nationalité (situation au 31 mars)**

Spécification	1990	1995	1999	2000	2001	Taux de croissance	Variation en termes
						annuel moyen	absolus
						1995-2001	1995-2001
	Nombre de personnes						
<b>Résidents au Luxembourg</b>	<b>134 903</b>	<b>141 444</b>	<b>152 487</b>	<b>157 865</b>	<b>162 113</b>	<b>2.3</b>	<b>20 669</b>
dont Luxembourgeois	90 411	87 013	89 278	90 630	92 031	0.9	5 018
Communautaires (a)	40 872	49 169	56 966	59 996	63 009	4.2	13 840
Non-communautaires (b)	3 620	5 262	6 243	6 920	7 073	5.1	1 811
Total étrangers (a+b)	44 492	54 431	63 209	66 916	70 082	4.3	15 651
<b>Frontaliers</b>	<b>32 973</b>	<b>54 156</b>	<b>75 929</b>	<b>84 131</b>	<b>97 343</b>	<b>10.3</b>	<b>43 187</b>
Allemagne	5 983	9 760	14 214	15 821	18 754	11.5	8 994
France	15 378	27 843	40 154	44 774	51 886	10.9	24 043
Belgique	11 612	16 553	21 561	235 236	26 703	8.3	10 150
<b>Total</b>	<b>167 876</b>	<b>195 600</b>	<b>228 416</b>	<b>241 996</b>	<b>259 456</b>	<b>4.8</b>	<b>63 856</b>
	Part relative en %						
<b>Résidents au Luxembourg</b>	<b>80.4</b>	<b>72.3</b>	<b>66.8</b>	<b>65.2</b>	<b>62.5</b>		
dont Luxembourgeois	53.9	44.5	39.1	37.5	35.5		
Communautaires (a)	24.3	25.1	24.9	24.8	24.3		
Non-communautaires (b)	2.2	2.7	2.7	2.9	2.7		
Total étrangers (a+b)	26.5	27.8	27.7	27.7	27.0		
<b>Frontaliers</b>	<b>19.6</b>	<b>27.7</b>	<b>33.2</b>	<b>34.8</b>	<b>37.5</b>		
Allemagne	3.6	5.0	6.2	6.5	7.2		
France	9.2	14.2	17.6	18.5	20.0		
Belgique	6.9	8.5	9.4	9.7	10.3		
<b>Total</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>		

La conjonction de ces deux types d'afflux de l'étranger a pour conséquence que les résidents nationaux ne représentent plus que quelque 35% (contre plus des trois quarts encore en 1960) des salariés occupés sur le territoire du Luxembourg. Dans le même intervalle de temps, la part des résidents étrangers passe de 18% à

27% et celle des frontaliers de 4% à 38%. Sur la période 1990 à 2001, la part des résidents étrangers reste stabilisée à 27%. Néanmoins la mutation essentielle se produit entre résidents luxembourgeois (passant de 54% en 1990 à 36% en 2001) et les frontaliers dont la part passe de 20% en 1990 à 38% en 2001.

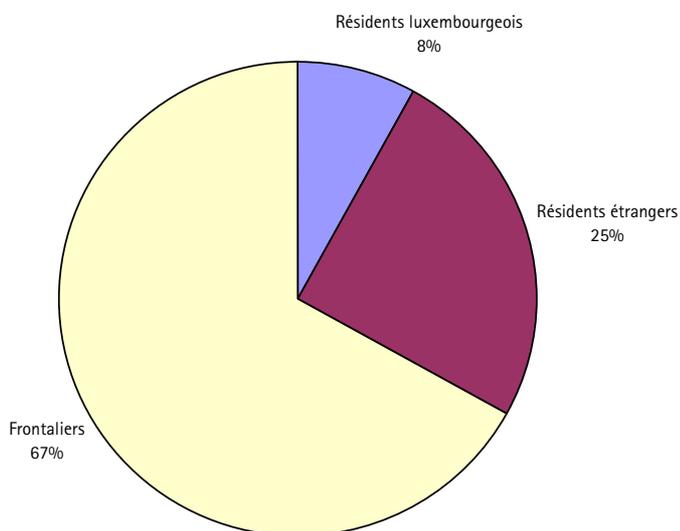
**Évolution de l'emploi salarié**



En termes absolus, quelque 63 856 emplois supplémentaires ont été créés au Luxembourg entre 1995 et 2001. Les résidents luxembourgeois n'en ont occupé que 5 018. Les autres postes créés ont été pourvus par

des ressortissants étrangers. Les frontaliers ont été engagés pour 43 187 postes, soit plus des deux tiers des nouveaux postes créés. Les résidents étrangers ont été engagés pour quelque 15 651 postes supplémentaires.

**Nouveaux emplois nets créés entre 1995 et 2001 (en % du total des emplois nets créés)**



## 4.22 Immigration

Au cours des quinze dernières années l'afflux migratoire, c'est-à-dire l'arrivée nette d'immigrés au Luxembourg a été de quelque 4 000 personnes par année. Au total la communauté portugaise est toujours la plus importante, devant celle de France, d'Italie et de Belgique.

Néanmoins au cours des dernières années la structure de la population du groupe d'âges des 20 à 39<sup>1/</sup> ans a quelque peu changé. Ainsi les Portugais connaissent durant les années 90 un tassement des arrivées, avec en revanche, une progression des départs. Même si le solde net reste toujours excédentaire, il n'est plus qu'une fraction de celui de la fin des années 80.

Parallèlement, l'immigration proche, c'est-à-dire celle en provenance des trois pays limitrophes, est en forte expansion, avec une progression prononcée des Français qui sont depuis 1997 le premier groupe au niveau du mouvement migratoire – tant pour les arrivées que pour l'afflux net. Les ressortissants des deux autres pays

limitrophes enregistrent également une tendance à la hausse.

Du fait de cette immigration continue, la population totale du Luxembourg a été estimée au 31 décembre 2001 à 444 000 personnes, dont 38% n'ont pas la nationalité luxembourgeoise.

## 4.23 Frontaliers

Au contingent des résidents étrangers employés au Luxembourg s'ajoutent quotidiennement un nombre croissant de frontaliers venant travailler au pays. Leur nombre n'a cessé de croître passant de 7 400 en 1970, à 11 900 en 1980, à 33 700 en 1990 et à plus de 100 000 depuis octobre 2001. Au début de ce siècle l'emploi frontalier représente ainsi près de 40% de l'emploi salarié total. Si les frontaliers originaires de Belgique sont les plus nombreux au cours des années 70 et au début des années 80, les résidents de France constituent à partir de 1985 le contingent le plus important.

## 4.24 L'emploi salarié intérieur par branche d'activité

### Emploi salarié par secteur d'activité, nationalité et pays de résidence en 1998 et 2001

Secteur d'activité	Nationaux		Etrangers résidents		Frontaliers Allemagne		Frontaliers Belgique		Frontaliers France		Total frontaliers		Total général	
	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001
	Nombre de personnes													
Agric., vitic.et sylvic., pêche et aquac.	313	356	595	550	48	51	135	147	95	134	278	332	1 186	1 238
Industrie	13 252	10 958	7 246	6 857	2 264	3 005	4 373	4 411	7 816	9 710	14 453	17 126	34 951	34 941
Energie et Eau	839	868	42	47	14	20	3	8	6	21	23	49	904	964
Construction	3 267	3 407	11 353	12 358	2 108	2 752	2 284	2 785	4 719	6 045	9 111	11 582	23 731	27 347
Commerce, restauration, et héberg, réparat.	12 206	11 928	13 714	14 969	1 750	2 327	3 760	4 795	8 283	10 924	13 793	18 046	39 713	44 943
Transports et communications	8 824	9 451	3 078	4 475	1 877	3 197	1 266	2 028	1 675	3 205	4 818	8 430	16 720	22 356
Intermédiation financière	9 600	9 805	6 665	9 231	2 258	3 565	3 355	4 712	2 596	5 211	8 209	13 488	24 474	32 524
Immobilier,location, serv. aux entrepr.	4 094	5 810	6 773	9 811	974	1 539	3 039	5 090	7 785	11 229	11 798	17 858	22 665	33 479
Autres services	35 661	39 448	10 739	11 784	1 197	1 642	1 729	2 069	3 167	4 139	6 093	7 850	52 493	59 082
Total	88 056	92 031	60 205	70 082	12 490	18 098	19 944	26 045	36 142	50 618	68 576	94 761	216 837	256 874

### Part relative des salariés par nationalité et pays de résidence en % du total de la branche d'activité

Branche d'activité	Nationaux		Etrangers résidents		Frontaliers Allemagne		Frontaliers Belgique		Frontaliers France		Total frontaliers	
	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001
Agric., vitic.et sylvic., pêche et aquac.	26.4	28.8	50.2	44.4	4.0	4.1	11.4	11.9	8.0	10.8	23.4	26.8
Industrie	37.9	31.4	20.7	19.6	6.5	8.6	12.5	12.6	22.4	27.8	41.4	49.0
Energie et Eau	92.8	90.0	4.6	4.9	1.5	2.1	0.3	0.8	0.7	2.2	2.5	5.1
Construction	13.8	12.5	47.8	45.2	8.9	10.1	9.6	10.2	19.9	22.1	38.4	42.4
Commerce, restauration, et héberg, réparat.	30.7	26.5	34.5	33.3	4.4	5.2	9.5	10.7	20.9	24.3	34.7	40.2
Transports et communications	52.8	42.3	18.4	20.0	11.2	14.3	7.6	9.1	10.0	14.3	28.8	37.7
Intermédiation financière	39.2	30.1	27.2	28.4	9.2	11.0	13.7	14.5	10.6	16.0	33.5	41.5
Immobilier,location, serv. aux entrepr.	18.1	17.4	29.9	29.3	4.3	4.6	13.4	15.2	34.3	33.5	52.1	53.3
Autres services	67.9	66.8	20.5	19.9	2.3	2.8	3.3	3.5	6.0	7.0	11.6	13.3
Total	40.6	35.8	27.8	27.3	5.8	7.0	9.2	10.1	16.7	19.7	31.6	36.9

<sup>1/</sup> cf pour plus de détails sur cette question la Note de conjoncture n° 1-02, pp 89-93

**Part relative des branches d'activité par nationalité ou pays de résidence des salariés (en %)**

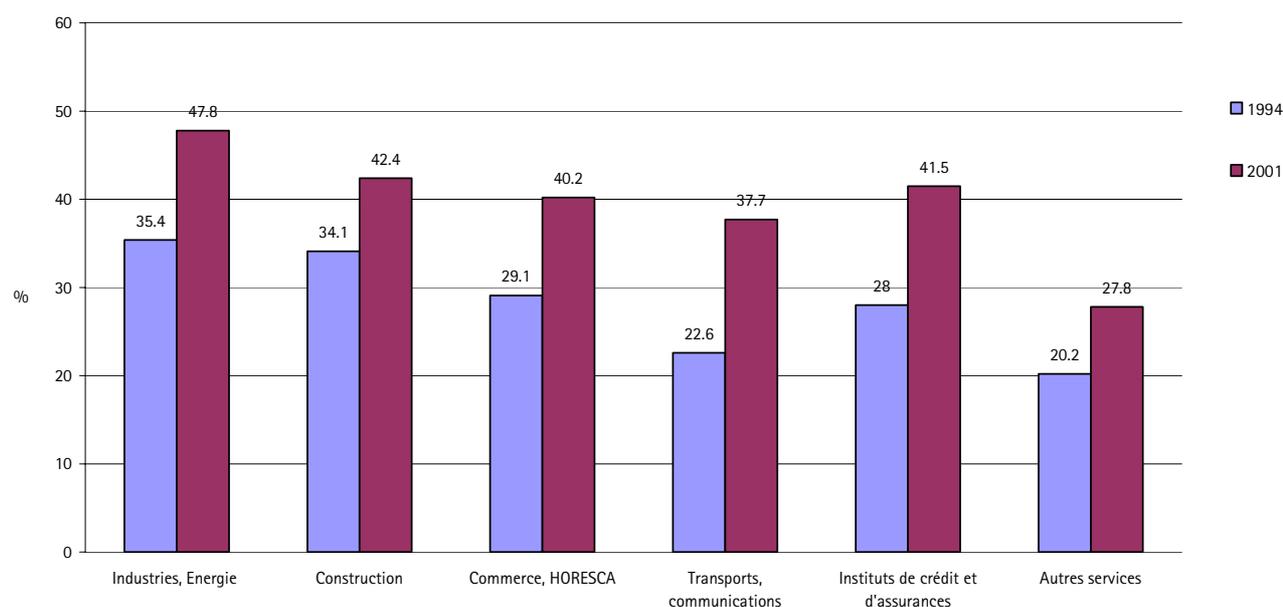
Branche d'activité	Nationaux		Etrangers résidents		Frontal. Allemagne		Frontal. Belgique		Frontal. France		Total front.		Total général	
	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001	1998	2001
Agric., vitic. et sylvic., pêche et aquac.	0.4	0.4	1.0	0.8	0.4	0.3	0.7	0.6	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5	0.5
Industrie	15.0	11.9	12.0	9.8	18.1	16.6	21.9	16.9	21.6	19.2	21.1	18.1	16.1	13.6
Energie et Eau	1.0	0.9	0.1	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.4	0.4
Construction	3.7	3.7	18.9	17.6	16.9	15.2	11.5	10.7	13.1	11.9	13.3	12.2	10.9	10.6
Commerce, restauration, et héberg., réparat.	13.9	13.0	22.8	21.4	14.0	12.9	18.9	18.4	22.9	21.6	20.1	19.0	18.3	17.5
Transports et communications	10.0	10.3	5.1	6.4	15.0	17.7	6.3	7.8	4.6	6.3	7.0	8.9	7.7	8.7
Intermédiation financière	10.9	10.7	11.1	13.2	18.1	19.7	16.8	18.1	7.2	10.3	12.0	14.2	11.3	12.7
Immobilier, location, serv. aux entrepr.	4.6	6.3	11.2	14.0	7.8	8.5	15.2	19.5	21.5	22.2	17.2	18.8	10.5	13.0
Autres services	40.5	42.9	17.8	16.8	9.6	9.1	8.7	7.9	8.8	8.2	8.9	8.3	24.2	23.0
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Au cours des quatre dernières années, les Luxembourgeois ont vu leur part relative – dans le total de l'emploi salarié – se rétrécir de 40.6% à 35.8%. Parallèlement, celle des frontaliers a progressé de plus de 5.3 points de pourcentage pour atteindre 36.9%. Les étrangers résidents ont maintenu leur part à environ 27%.

Les cinq groupes de personnes (les Luxembourgeois, les résidents étrangers et les frontaliers des trois pays limitrophes) sont affectés de manière fort différente par branche d'activité. Les résidents nationaux sont ainsi largement représentés dans le domaine de l'énergie et dans les autres services et en particulier dans les services non marchands (publics et parapublics). Leur part demeure encore relativement importante dans le secteur des transports et des communications (42%), ainsi que dans l'industrie (31%). Ils sont par contre très faiblement représentés dans la construction (12%) et les services aux entreprises (17%).

Les résidents étrangers sont largement représentés dans la branche d'activité où prédomine le travail manuel: la construction (45%), ainsi que l'agriculture, la sylviculture et la viticulture (44%). Les frontaliers français sont le plus largement représentés dans les services aux entreprises (34%) et dans l'industrie (28%). Les frontaliers belges le sont plus dans les services, comme les services aux entreprises (15%) et le domaine financier (15%). Pour les Allemands, ce sont les transports et les communications (14%), ainsi que le domaine financier (11%).

L'analyse croisée par groupe de salarié et par branche d'activité fait surtout ressortir une différence essentielle entre les Luxembourgeois et les étrangers. Alors que ces derniers travaillent à raison de quelque 30% dans l'industrie et la construction, seul quelque 15% des nationaux y sont affectés. A l'inverse, les Luxembourgeois sont à raison de 43% occupés dans les services non marchands, alors que moins de 10% des frontaliers et quelque 17% des résidents étrangers y sont employés.

**Part des frontaliers par branche d'activité**


## 4.25 Les fonctionnaires internationaux

Par convention, les organisations internationales sont des entités ex-territoriales (donc ne relevant pas du territoire du Luxembourg). Des résidents travaillant dans une de ces institutions sont ainsi considérés comme allant travailler « à l'étranger ».

Du fait de l'implantation d'un nombre relativement important d'organisations internationales – notamment européennes – au Luxembourg, près de 10 000 fonctionnaires et agents locaux trouvent un emploi dans ces institutions. Au fil de l'élargissement de l'UE, la population y employée s'est agrandie et diversifiée quant à l'origine des personnes.

Même si le nombre des fonctionnaires et agents locaux s'est au total accru de quelque 600 unités au cours de la

période sous revue, force est de noter que le nombre des résidents a diminué de 122 unités. Cette évolution opposée s'explique en majeure partie par la diminution du nombre de fonctionnaires et agents locaux *luxembourgeois* occupés dans ces institutions: 870 en 2001, contre 967 en 1997. Par ailleurs, l'on note une croissance notable des fonctionnaires internationaux qui résident dans un des pays limitrophes. Leur nombre passe de 1070 en 1995 à 1806 en 2001. Des facteurs culturels et éducatifs, aussi bien que des questions financières (notamment les prix de l'immobilier) semblent être à l'origine de cette croissance.

Globalement la part des fonctionnaires internationaux et agents locaux *résidents* s'est ainsi rétrécie de 88% encore en 1995 à 81% en 2001. Ou formulé autrement, en 2001 environ un cinquième des fonctionnaires internationaux employés au Luxembourg n'y résident pas.

### Fonctionnaires internationaux et agents locaux employés au Luxembourg

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Unité : Nombre de personnes						
<b>Total</b>	<b>8865</b>	<b>9034</b>	<b>9124</b>	<b>9221</b>	<b>9269</b>	<b>9261</b>	<b>9479</b>
dont Luxembourgeois	1008	983	976	952	924	906	886
Résidents	7795	7779	7729	7767	7661	7793	7673
dont Luxembourgeois	...	...	967	937	904	890	870
Frontaliers	1070	1255	1395	1454	1608	1468	1806
dont Luxembourgeois	...	...	9	15	20	16	16

## 4.26 Les flux de revenus du travail

Une analyse économique de l'apport des quatre catégories de salariés (distingués préalablement sub 4.2) est extrêmement difficile à opérer. Même si certains éléments peuvent être clairement isolés, il serait fallacieux de tirer des conclusions hâtives sur l'apport ou l'imputation de telle ou telle catégorie de salariés. Il serait ainsi incorrect de conclure que le versement des salaires aux frontaliers vient dans sa contrepartie intégrale diminuer la richesse du pays. Le travail presté par les frontaliers a en effet en premier lieu permis d'assurer une production qui a contribué à la croissance. Le versement d'un salaire constitue en réalité une rémunération d'un travail ayant généré des produits ou

des services (dont une part est exportée), ainsi qu'en principe, des impôts et un excédent d'exploitation. Par ailleurs, les frontaliers dépensent une partie de leur salaire sur le territoire « de travail ». Il ressort ainsi d'une enquête récente que les dépenses totales des salariés frontaliers sur le territoire peuvent être estimées pour 2001 à 664 millions d'euros, soit un cinquième de leur rémunération brute.

Mais au-delà de ces facteurs que l'on est encore à même d'isoler, il ne faut pas négliger les phénomènes induits. En effet, la contribution des non résidents à la croissance générale de l'économie et du niveau de vie est indéniable et améliore de manière concomitante la situation des résidents.

### Flux de revenus en relation avec la rémunération des salariés

Libellé	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Unité : Million d'EUR						
Crédit	532	549	574	589	611	627	644
Débit	1 618	1 769	1 968	2 205	2 532	2 956	3 507
Solde	-1 086	-1 220	-1 394	-1 616	-1 921	-2 329	-2 863

Les flux de revenus avec l'étranger au titre de la rémunération des salariés retracent du côté du crédit, les revenus bruts (en ce compris les cotisations sociales et impôts) touchés par des résidents travaillant à l'étranger et, du côté du débit, la somme des rémunérations brutes revenant à des salariés non résidents travaillant au Luxembourg. Ce dernier flux se rapporte donc évidemment à la rémunération du nombre important de frontaliers. La masse salariale par tête de frontalier est passée de EUR 21 150 à EUR 36 040, soit une progression annuelle moyenne de 3,6%.

Du côté *crédit*, l'on enregistre – par analogie – la rémunération des quelque (700) salariés résidents travaillant dans un pays limitrophe, ainsi que celle des fonctionnaires internationaux et agents locaux résidant au Luxembourg et travaillant dans une organisation internationale établie au Luxembourg ou à l'étranger. Parmi ces organisations prédominent évidemment les institutions européennes installées majoritairement au Kirchberg. A celles-ci il faut ajouter d'autres organisations internationales, comme la NAMSA et Eurocontrol. Pour les fonctionnaires internationaux et agents locaux résidents, la masse salariale moyenne s'élève en 2001 à EUR 77 590.

### Les transferts (de/à l'étranger) à des salariés non résidents

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Unité: Million d'EUR						
<b>Recettes (de frontaliers entrants): Cotisations et impôts</b>	<b>452.8</b>	<b>497.8</b>	<b>557.5</b>	<b>601.8</b>	<b>711.8</b>	<b>845.2</b>	<b>972.5</b>
<b>Dépenses</b>	<b>336.1</b>	<b>343.3</b>	<b>378.5</b>	<b>414.8</b>	<b>467.4</b>	<b>572.2</b>	<b>673.9</b>
Allocations familiales et d'éducation	52.5	55.0	60.2	78.0	97.4	154.8	185.8
Congé parental	0.0	0.0	0.0	0.0	4.8	13.3	15.6
Assurance Accidents	21.8	22.9	25.2	27.1	29.8	33.5	38.5
Assurance Dépendance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.5	3.3
Pensions	167.0	178.3	199.1	208.8	223.6	234.7	259.3
Assurance Maladie dont	94.8	87.1	93.9	100.8	111.8	134.4	171.4
- frontaliers:soins de santé en nature	72.0	64.6	62.6	68.5	71.9	84.6	89.6
- frontaliers:prestations maternité	3.9	3.5	3.0	3.1	3.5	4.0	3.8

Source : IGSS et calculs du Statec

Parallèlement au flux de revenus du travail, les recettes au titre de transferts des frontaliers (cotisations sociales et impôts) ont plus que doublé entre 1995 et 2001 pour se chiffrer en fin de période à près de 1 milliard d'euros.

Du côté des dépenses l'on enregistre les différentes prestations revenant à des frontaliers et à des proches de salariés étrangers résidents, ainsi qu'à des « émigrés » ayant travaillé préalablement au Luxembourg. Globalement la somme de ces prestations reste nettement inférieure aux cotisations annuelles et s'élève à quelque deux tiers du total des cotisations et impôts.

## 5. Forte croissance des exportations de biens et de services

### 5.1 Évolution des exportations de biens et de services

Au cours des sept années sous revue, les exportations de biens et de services ont plus que doublé en valeur pour s'élever en 2001 à 32.2 milliards d'euros, contre 14.1 milliards en 1995. Les exportations ont ainsi progressé beaucoup plus rapidement (14.7% en moyenne annuelle) que le PIB (8.5%). Ce décalage est également observé au plan mondial.

Au Luxembourg les exportations de services ont progressé nettement plus rapidement (18.8% en moyenne annuelle)

que les exportations de biens (8.3% en moyenne annuelle) et elles sont désormais 2.2 fois plus importantes que les exportations de biens. En 1995, l'écart était nettement plus modeste. Cette poussée des exportations de services s'explique essentiellement par le développement exceptionnel des prestations de services financiers à des non-résidents. Les autres exportations de services se sont également bien développées et leur croissance est encore plus rapide (13%) que celle des échanges de marchandises (8.3%)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation <sup>1</sup>		Part relative	
								1995-2001		1995	2001
	Unité: Milliard d'EUR										
<b>Biens et services</b>	<b>14.1</b>	<b>15.3</b>	<b>18.1</b>	<b>20.4</b>	<b>23.9</b>	<b>31.1</b>	<b>32.2</b>	<b>14.7</b>		<b>100</b>	<b>100</b>
Biens	6.3	6.1	6.9	7.7	8	9.4	10.1	8.3		44.4	31.4
Services	7.8	9.2	11.3	12.7	15.9	21.7	22.1	18.8		55.6	68.6
Services financiers	3.8	4.7	5.9	7	9.5	14	13.8	23.7		27.3	42.8
Autres services	4	4.6	5.3	5.7	6.4	7.7	8.3	13.1		28.3	25.8

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

### 5.2 Principaux groupes de biens et de services exportés

#### Exportations de biens et de services

#### Principales catégories par ordre décroissant pour l'année 2001

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Var <sup>1</sup> 95-01	PR <sup>2</sup> 1995	PR <sup>2</sup> 2001
	Unité: Million d'EUR									
	en %									
Services financiers	3 845	4 677	5 947	7 004	9 454	13 966	13 772	23.7	27.3	42.8
Métaux communs et ouvrages en ces matières	2 002	1 764	2 070	2 153	2 118	2 564	2 582	4.3	14.2	8.0
Machines et appareils	934	1 088	1 195	1 679	1 877	2 317	2 498	17.8	6.6	7.8
Voyages	1 316	1 345	1 548	1 573	1 708	1 956	2 138	8.4	9.3	6.7
Autres services aux entreprises	1 015	1 158	1 222	1 382	1 361	1 579	1 755	9.6	7.2	5.5
Services de transport	535	577	821	892	1 076	1 444	1 528	18.0	3.8	4.5
Services d'assurance	448	536	640	665	840	1 029	1 038	15.0	3.2	3.2
Matières plastiques, caoutchouc	798	779	805	856	814	869	902	2.1	5.7	2.8
Services de communication	263	383	442	468	579	734	823	20.9	1.9	2.6
Matières textiles et ouvrages en ces matières	392	291	341	409	430	448	487	3.7	2.8	1.5
<b>Sous-total</b>	<b>11 549</b>	<b>12 598</b>	<b>15 030</b>	<b>17 081</b>	<b>20 257</b>	<b>26 906</b>	<b>27 439</b>	<b>15.5</b>	<b>81.9</b>	<b>85.3</b>
Autres Biens et services	2 546	2 730	3 092	3 358	3 642	4 193	4 716	10.8	18.1	14.7
Total Biens	6 264	6 096	6 865	7 697	8 046	9 387	10 087	8.3	44.4	31.4
<b>Total Services</b>	<b>7 830</b>	<b>9 233</b>	<b>11 257</b>	<b>12 742</b>	<b>15 853</b>	<b>21 712</b>	<b>22 067</b>	<b>18.8</b>	<b>55.6</b>	<b>68.6</b>
Total Biens et Services	14094	15328	18122	20439	23900	31100	32154	14.7	100.0	100.0
Part relative du sous-total dans le total global	81.9	82.2	82.9	83.6	84.8	86.5	85.3			

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

<sup>2</sup> Part relative

Le tableau ci-contre reprend les dix principaux groupes de biens et de services exportés en 2001. En référence aux groupes retenus, il appert que la répartition entre biens et services est presque équitable en termes de nombre de groupes (4 groupes de biens, contre 6 groupes de services).

Néanmoins la pondération de chaque groupe n'est pas identique. Ainsi les *services financiers* occupent une très large part avec près de 43% des exportations totales de biens et de services en 2001, contre 27.3% en 1995. La part des services financiers est imposante tant par son ampleur (près de la moitié des exportations totales), que par sa forte expansion (l'importance relative passant de 27.3% à 42.8%).

Sous cet effet, la part relative de six des neuf autres catégories de biens et de services a reculé, même si leur valeur absolue a progressé sensiblement. Les exportations des quatre principaux groupes de marchandises arrivent aux positions 2, 3, 8 et 10 et ne couvrent qu'un quart du total des dix principaux groupes de biens et de services à l'exportation.

Les produits en *métaux* restent – derrière les services financiers – le principal groupe à l'exportation, juste devant les expéditions de *machines et appareils*. La forte progression de ce dernier type d'articles s'explique en

premier lieu par des activités de commercialisation (importation – réexportation), ainsi que par des effets de diversification industrielle (implantation de nouvelles industries spécialisées dans ce domaine d'activité).

Les exportations de matières *plastiques et de pneumatiques* – réalisées par des entreprises multinationales établies de longue date au Luxembourg et constituant le second pôle de croissance de l'industrie – ne suivent qu'en huitième position. Elles représentent moins de 3% des exportations totales de biens et de services. Elles sont d'ailleurs précédées par quatre autres activités internationales dans le domaine des services (les recettes au titre de voyage, de transport et d'assurance, ainsi que les services aux entreprises).

L'importance des recettes de *voyage* s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs: Les recettes au titre du tourisme au sens restreint (nuitées à l'hôtel et restauration de ces touristes) ne constituent qu'une frange de ce total. L'essentiel est composé par les dépenses des frontaliers<sup>1/</sup> dans l'économie ainsi que par les achats des excursionnistes et transitaires de produits soumis à accises et d'autres produits. A leur tour, les services de *transport* ont largement trait aux activités internationales de transport aérien de personnes et de fret assurées par des entreprises résidentes pour le compte de non-résidents.

### 5.3 Structure des exportations de biens et de services

Par rapport aux autres pays industrialisés, la part des exportations de services (dans les exportations totales de biens et de services) est largement prépondérante au Luxembourg.

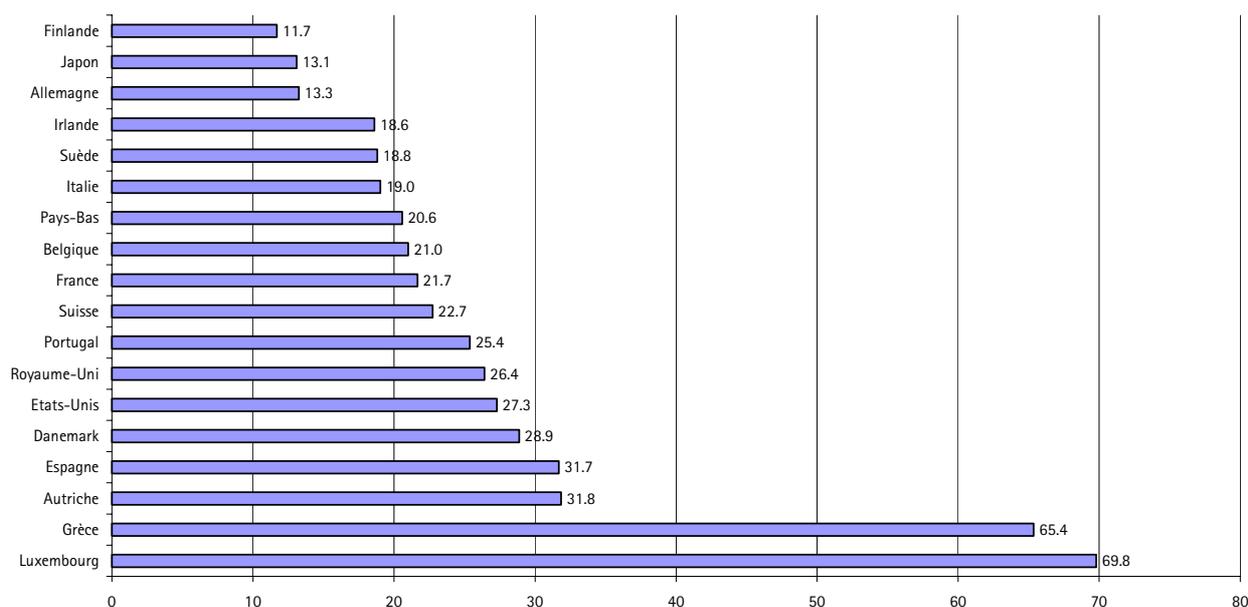
Cette situation s'explique presque exclusivement par la prédominance du secteur financier. Mais même en faisant abstraction des implications exceptionnelles liées

à la place financière, la part des exportations de services hors financiers serait de quelque 40% et donc toujours supérieure aux autres pays retenus. Seule la Grèce a également une part relative importante. Dans ce dernier pays la large couverture des services s'explique par deux facteurs: une dépendance très forte du tourisme et des transports maritimes d'une part, ainsi que le faible développement industriel d'autre part.

---

<sup>1/</sup> cf l'enquête récente CEPS/STATEC, STATNEWS n° 53 et Bulletin du Statec à paraître

## Part relative des exportations de services dans le total des exportations de biens et de services de 2000 (en %)



Source: IMF (2001) Balance of Payments Yearbook

## 5.4 L'évolution des exportations de services

Traditionnellement deux types de services ont prédominé au plan international: le tourisme et le transport. Pour les autres activités de services, les transactions internationales ont été généralement très modestes, soit pour des raisons liées intrinsèquement à leur production et/ou à leur commercialisation, soit pour des raisons réglementaires. Le phénomène de la globalisation, généré par des innovations technologiques et par des mesures de libéralisation et de déréglementation, a créé les conditions de base pour l'internationalisation de tout un ensemble d'autres activités de service. Dans les domaines bancaire et d'assurance, des mesures de libéralisation ont largement stimulé le développement d'activités au plan international. La révolution technologique, notamment dans le domaine de l'information et des communications (NTIC - nouvelles technologies de l'information et de la communication), est à l'origine de l'essor des activités directement liées à ce secteur, mais a également créé les conditions de base pour la réalisation d'un nombre

croissant d'autres transactions de service au plan international. Ainsi toute une série de services aux entreprises peuvent être réalisés au plan international, entre entreprises indépendantes, et de manière croissante, entre unités relevant d'un même groupe (relations intra-firme).

Sur le plan international, la ventilation par nature de services proposée dans le cadre de la balance des paiements permet de déceler trois catégories prédominantes: voyages, transports et autres services aux entreprises. Sur les 15 pays retenus dans la comparaison, 7 pays enregistrent les principales recettes à l'exportation dans la catégorie "voyages". Pour deux pays (Portugal et Espagne), ces recettes couvrent même plus de 60% de la valeur totale des exportations de services. Pour la majorité des pays, la part relative se situe entre un quart et un tiers de la valeur des exportations.

**Structure des exportations de services en 1998**

Services	Pourcentage par rapport au total des exportations de services par pays														
	B	D	E	F	IRL	IT	L	NL	A	P	FIN	S	UK	USA	JPN
Voyages	15.2	19.7	60.9	34.8	38.7	44.4	12.3	12.9	34.6	61.9	24.1	23.0	24.1	32.0	6.0
Transports	30.9	24.3	14.8	24.5	17.6	15.8	7.0	38.9	14.0	17.8	30.5	27.5	19.2	17.4	34.1
Services financiers	6.1	3.9	2.7	1.8	3.9	3.4	55.0	0.9	2.3	2.1	0.5	2.1	10.5	5.2	2.6
Autres services aux entreprises	29.0	30.8	12.6	24.9	25.7	19.7	10.8	30.6	15.8	8.5	21.5	24.7	26.1	14.6	27.3
Services de communication	3.2	2.1	1.1	1.0	1.7	1.0	3.7	1.6	1.3	2.6	2.4	2.7	2.0	1.5	1.9
Services de construction	3.0	5.2	1.0	5.7	4.1	6.8	0.2	5.3	2.3	2.2	1.8	4.3	0.5	1.5	12.4
Services d'assurance	1.3	1.0	1.4	1.1	0.0	0.7	5.2	0.2	2.5	1.0	0.2	2.1	5.3	1.1	0.1
Informatique et information	4.5	3.4	3.5	0.9	2.9	0.4	1.0	1.8	0.3	0.6	15.5	5.5	2.5	1.5	2.1
Redevances et droit de licence	2.1	3.9	0.5	2.7	2.6	1.1	0.7	4.6	0.3	0.5	1.6	6.1	6.8	14.0	11.8
Services personnels et culturels	0.9	0.2	0.9	1.7	1.0	0.6	2.4	0.9	0.6	1.7	1.0	0.5	1.1	2.8	0.7
Services gouvernementaux	3.9	5.4	0.7	0.9	2.0	1.4	1.7	2.2	1.6	1.1	1.0	1.5	1.9	8.3	1.0

Sources: Eurostat, BNB et Stateg; calculs de l'auteur

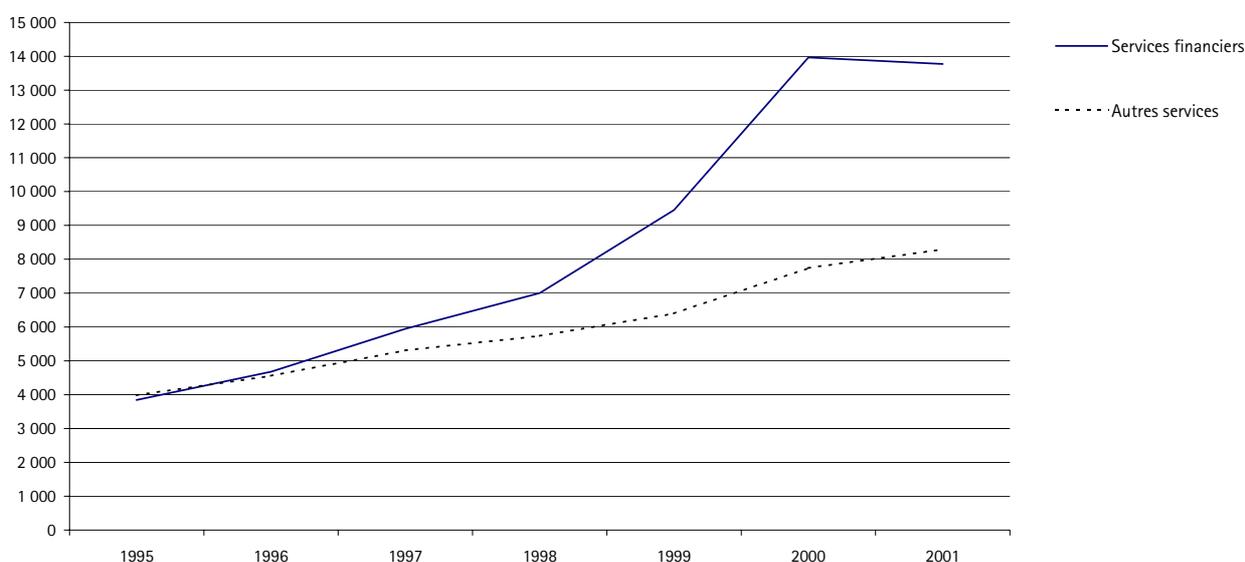
A l'exception du Luxembourg (7%), tous les autres pays réalisent plus de 14% de leurs recettes à l'exportation dans le domaine des transports. Pour quatre d'entre eux (Belgique, Pays-Bas, Japon et Finlande), cette activité couvre même plus de 30% des ventes totales de services.

Les autres activités de services rentrent également pour une part appréciable dans les recettes des exportations de chaque Etat membre (à l'exception du Portugal), en représentant entre un sixième et un bon quart des recettes totales. Pour la plupart des pays, les services financiers couvrent des parts relativement modestes ne dépassant guère les 4% des recettes totales sur exportations de services. Seuls quatre pays dégagent des taux plus importants: les Etats-Unis (5.2%), la Belgique (6.1%), le Royaume-Uni (10.5%) et le Luxembourg (55%).

Les exportations de services du Luxembourg ont progressé de quelque 18.8% en moyenne annuelle entre

1995 et 2001. En 2001, les exportations totales de services dépassent les exportations de marchandises de quelque 12 milliards d'euros, soit de 130%. Les seules exportations de services financiers représentent plus de 62% des exportations totales de services (en 2001) et ont d'ailleurs évolué très rapidement (+23.7% en moyenne annuelle) entre 1995 et 2001. L'ensemble des autres exportations de services a augmenté de 13%.

Le développement extraordinaire des activités de services financiers est bien sûr à mettre en relation avec l'expansion du domaine de gestion de patrimoine du secteur financier. Les flux bruts de services financiers ont essentiellement trait aux commissions de souscription et de gestion relatives aux transactions d'organismes de placement collectif (OPC). Rappelons que les actifs nets des OPC ont presque **quadruplé** entre 1995 et 2001.

**Exportations de services financiers (Unité: millions d'EUR)**


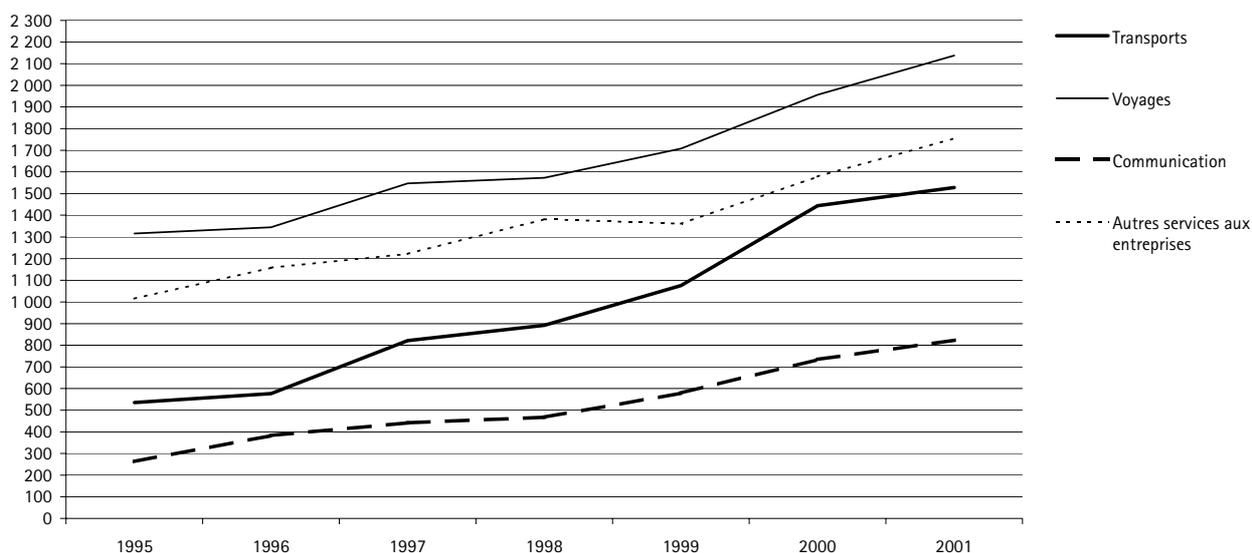
Les exportations de services hors services financiers s'élèvent en 2001 à plus de 8 milliards d'euros, soit environ 82% des exportations de marchandises. Tout en faisant abstraction des activités de services financiers, le ratio (services/biens) est donc toujours plus élevé au Luxembourg que dans la plupart des autres pays industrialisés où il varie entre un dixième et un tiers.

Les recettes au titre des activités de voyages sont la catégorie la plus importante après les services financiers. Entre 1995 et 2001, la somme totale a presque doublé. Cette rubrique n'enregistre pas seulement les dépenses de tourisme au sens strict – à savoir les dépenses des non-résidents qui séjournent au moins une nuit au Luxembourg. On y inclut également les dépenses des excursionnistes, des frontaliers et d'autres non-résidents de passage réalisant leurs emplettes sur le territoire. Les achats de produits accisables (essence, tabac, boissons alcooliques) par des non-résidents représentent une part

importante des recettes de la rubrique "voyages". Par ailleurs, les dépenses des salariés frontaliers sont également en progression constante, compte tenu de la croissance annuelle considérable du nombre des frontaliers.

Les exportations de services aux entreprises s'élèvent en 2001 à quelque 1.8 milliard d'euros, contre 1 milliard en 1995, soit une progression de 73% sur sept ans. Les recettes relatives aux services de conseil, aux activités publicitaires et de recherches, ainsi qu'aux services spécifiques entre entreprises affiliées dépassent (en 2001) pour chaque catégorie les 300 millions d'euros. Une grande partie des recettes dans le domaine publicitaire est liée au secteur de radio-télévision. Les exportations dans le domaine de la recherche sont essentiellement assurées par les unités de recherche de grandes entreprises multinationales qui se sont implantées au Luxembourg.

### Exportations de services (hors services financiers) (Unité: million d'EUR)



Les exportations de services de *transport* ont presque triplé en sept ans pour s'élever à 1.5 milliard d'euros en 2001. Depuis sept ans le fret aérien assure plus de la moitié de ces recettes. La compagnie nationale spécialisée dans ce secteur (Cargolux) a réussi des percées intéressantes sur les marchés étrangers et a sensiblement étendu et diversifié son activité.

Depuis la fin des années 90, les recettes relatives aux services d'*assurance* ne cessent d'augmenter. La mise en place d'une législation nationale en matière de réassurance en 1984 et l'assouplissement du régime de libre prestation de services (LPS) par la transposition des directives communautaires en législation nationale (loi

du 8 décembre 1994) ont sensiblement contribué au développement du secteur des assurances au Luxembourg.

Au cours des dernières années la Société Européenne des Satellites (SES) a pu étendre ses activités dans le domaine des *communications*. Etant donné que l'essentiel de la production est offert sur le marché mondial, les exportations de services de communication s'en trouvent favorablement affectées. Entre 1995 et 2001 ces recettes ont plus que triplé. En 2001, les exportations totales de services de communication s'élèvent à plus de 0.8 milliard d'euros.

## Exportations de services du Luxembourg 1995-2001

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Var. <sup>1</sup> 95-01	PR <sup>2</sup> 1995	PR <sup>2</sup> 2001
	Unité: Million d'EUR							en %		
<b>Total Services:</b>	<b>7 830</b>	<b>9 233</b>	<b>11 257</b>	<b>12 742</b>	<b>15 853</b>	<b>21 712</b>	<b>22 067</b>	<b>18.8</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
Transports	535	577	821	892	1 076	1 444	1 528	19.1	6.8	6.9
Voyages	1 316	1 345	1 548	1 573	1 708	1 956	2 138	8.4	16.8	9.7
Communication	263	383	442	468	579	734	823	20.9	3.4	3.7
Construction	15	26	52	26	34	35	50	22.3	0.2	0.2
Services d'assurance	448	536	640	665	840	1 029	1 038	15.0	5.7	4.7
Services financiers	3 845	4 677	5 947	7 004	9 454	13 966	13 772	23.7	49.1	62.4
Informatique et information	89	112	125	126	155	188	191	13.6	1.1	0.9
Redevances, droits et licence	30	45	69	88	115	146	169	33.6	0.4	0.8
Autres services aux entreprises	1 015	1 158	1 222	1 382	1 361	1 579	1 755	9.6	13.0	8.0
Services personnels, culturels	65	138	169	301	320	405	369	33.5	0.8	1.7
Services adm. publ. nca	210	235	222	218	210	230	235	1.9	2.7	1.1

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

<sup>2</sup> Part relative

## 5.5 Les exportations de biens par groupe de produits

En valeur absolue, les exportations de marchandises<sup>1/</sup> ont progressé très fortement au cours de la période sous revue pour se chiffrer en 2001 à 10,1 milliards d'euros, contre 6,7 milliards en 1995, soit une croissance de 8.3% en moyenne annuelle. Cette évolution accentuée s'explique essentiellement par la poussée des ventes à l'étranger de machines et appareils qui ont été multipliées par 2,7 pour passer de 0,9 milliard d'euro en 1995 à 2,5 milliards en 2001.

Deux facteurs expliquent cette expansion extraordinaire:

- L'activité de réexportation de certains articles de communications, surtout de téléphones portables.
- Le développement très favorable de nouvelles entreprises établies au Luxembourg et spécialisées dans la production de machines et appareils, notamment de technologie moderne.

En faisant abstraction des réexportations de téléphones portables, les exportations de machines et appareils ont connu malgré tout une progression appréciable (14,1% en moyenne annuelle)

Globalement les trois principaux groupes de produits à l'exportation (machines et appareils, métaux communs, ainsi que matières plastiques et pneumatiques) représentent les deux tiers des exportations totales. Alors que leur part relative s'est (encore) sensiblement rétrécie (de 35% en 1995 à 28% en 2001), les métaux communs ne sont, depuis 2001, plus le principal produit à l'exportation (place revenant désormais aux machines et appareils).

Finalement les produits issus de l'industrie des pneumatiques et du plastique - classiquement considérée comme le deuxième pôle de croissance industriel - ne couvrent en 2001 plus que quelque 10%, contre 14% en 1995.

Les cinq groupes de produits suivants représentent chacun entre 3 et 5,5% des exportations totales. A l'exception du matériel de transport (qui concerne également des reventes), ces produits relèvent en grande partie de la production d'entreprises industrielles nouvelles opérant dans des domaines fort différents comme le verre, la céramique, la chimie, le textile, les aliments, les boissons ou encore le tabac.

<sup>1/</sup> L'analyse des données détaillées des exportations de biens se base sur les chiffres de la statistique du commerce extérieur

## Exportations de biens

### Part relative en % du total

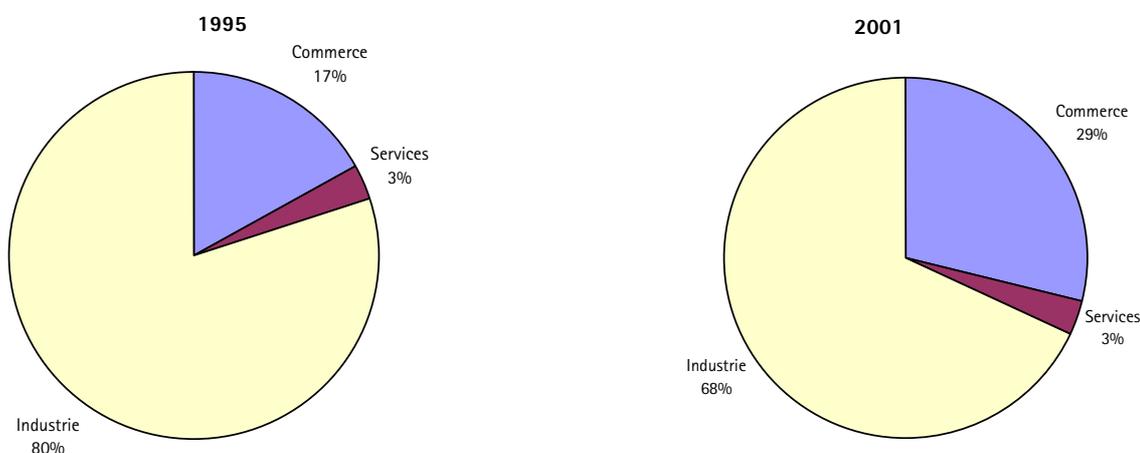
Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Animaux et produits du règne animal	2.2	2.2	2.0	1.8	1.8	1.7	2.2
Produits végétaux	1.8	1.5	1.5	1.3	1.1	1.0	0.9
Graisses et huiles	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Aliments, boissons, tabacs	2.5	2.5	2.9	2.9	3.9	4.1	3.7
Produits minéraux et énergétiques	1.3	1.0	0.9	0.7	0.8	0.8	0.8
Produits chimiques	4.7	3.5	3.6	3.5	3.9	3.2	3.1
Matières plastiques, caoutchouc	14.0	14.1	12.9	11.9	10.9	10.1	10.0
Peaux, cuir, pelleterie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Bois, liège	0.6	1.2	1.7	1.9	1.9	1.6	1.4
Papier et ses applications	1.6	3.0	2.8	2.7	2.9	2.9	2.9
Matières textiles et ouvrages en ces matières	6.9	5.3	5.5	5.7	5.8	5.2	5.3
Chaussures et accessoires de l'habillement	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Ouvrages en pierre, ciment, verre	5.7	5.1	4.7	4.1	4.4	4.2	4.2
Bijouterie, pierres gemmes	0.4	0.4	1.3	1.2	1.0	0.5	0.4
Métaux communs et ouvrages en ces matières	35.0	31.9	33.1	29.8	28.5	29.8	27.7
Machines et appareils	16.3	19.7	19.1	23.3	25.2	27.7	30.0
Matériel de transport	4.0	5.0	4.6	5.6	4.4	4.3	4.4
Instruments de précision	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.3	1.2
Armes et munitions	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Marchandises non classées ailleurs	1.6	1.6	1.8	1.9	1.7	1.5	1.4
Objets d'art, antiquités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

## 5.6 Les exportations de biens par branche d'activité

Traditionnellement ce sont les branches agricole et industrielle qui assurent la quasi-exclusivité des exportations de marchandises. En 1995 les quatre cinquièmes des expéditions de marchandises furent assurées par ces deux branches d'activité. Cependant sept ans plus tard près d'un tiers des exportations de marchandises sont réalisées par les branches d'activités de commerce et de services. Par conséquent la part de l'industrie est ramenée de 80% à un peu plus des deux tiers. Cette évolution s'explique essentiellement par le développement au Luxembourg d'activités d'importations

suivies de réexportations réalisées par des entreprises de commerce de gros et de détail. S'il y a une palette relativement large de produits concernés par ce type d'activités de réexportation, force est de constater qu'au cours des dernières années une activité commerciale très importante s'est développée au sujet d'articles de haute technologie et notamment de téléphones portables. L'expansion de la part relative de la branche de commerce de plus de dix points de pourcentage s'explique en très grande partie par la croissance notable des achats et de revente à l'étranger de ces articles.

### Exportations de biens par branche d'activité en 1995 et en 2001



## 5.7 Les exportations de biens par entreprise

En 2001 les quatre principales entreprises<sup>1/</sup> (ou groupes d'entreprises) ont assuré un quart des exportations totales de biens, ce qui reflète un degré de concentration non négligeable. Ces entreprises – relevant toutes de l'industrie – couvrent au total à peine 5% de l'emploi intérieur total du Luxembourg, mais tout de même 38% de l'emploi dans l'industrie. Sur la période 1995 à 2001, les quatre entreprises ont constamment été les principaux exportateurs et ceci même par ordre d'importance. Néanmoins au total leur part relative s'est rétrécie sensiblement – d'un tiers en 1995 à un quart en 2001.

Trois raisons sont à l'origine de ce recul relatif des quatre principaux exportateurs:

- tout d'abord une croissance de leurs exportations en valeur nettement moins accentuée que celle de l'ensemble des exportations – même de la seule industrie;
- ensuite la bonne tenue d'autres acteurs, ainsi que la percée de certaines entreprises nouvelles (effets positifs de la diversification);
- finalement, le développement des activités de réexportation de certains biens particuliers, entre autres, les téléphones portables.

Pour les dix principales entreprises, la liste est – à une exception près – également restée identique et leur part relative s'est rétrécie de quelque 9 points de pourcentage (comme celle des quatre principaux acteurs). En

conséquence les principaux exportateurs des places 5 à 10 ont su consolider leur part relative à quelque 11%, soit le niveau de 1995.

Aucune entreprise réexportatrice ne figure parmi les dix principaux exportateurs. Néanmoins, dans la liste des vingt principales entreprises exportatrices l'on en dénombre quatre. Elles ont toutes les quatre démarré leur activité après 1995. Ceci revient à dire que ces quatre entreprises figurant parmi les « Top Twenty » ne faisaient non seulement pas partie de ce groupe, mais qu'elles n'étaient même pas actives au Luxembourg en 1995. Comme les exportations des quatre principales entreprises réexportatrices de téléphones portables représentent 6% des exportations totales de marchandises du Luxembourg, ces autres entreprises couvrent plus d'un dixième des exportations des entreprises « Top Twenty » qui se chiffrent à 55% des exportations totales du Luxembourg.

Globalement, les 100 principales entreprises exportatrices assurent en 2001 quelque 85% des exportations totales du Luxembourg, alors que ces mêmes entreprises n'en ont réalisé que 78% en 1995. Par contre, sur base du classement de 1995, les 100 principales entreprises ont couvert 86% en cette année; les mêmes entreprises ne réalisent plus que 66% du commerce de l'année 2001. Ce revirement est à mettre en relation, d'une part, avec l'apparition de ces sociétés de réexportation et, d'autre part, avec la bonne performance de certaines nouvelles entreprises exportatrices de produits industriels.

## 5.8 Les exportations de biens par pays de destination

C'est vers le noyau créateur de la Communauté européenne que le Luxembourg<sup>2/</sup> exporte principalement. Ceci s'explique toutefois autant par des raisons de proximité géographique et de relations économiques générales, que par des effets particuliers liés à la création du marché intérieur.

L'orientation générale vers le marché communautaire doit toutefois être quelque peu nuancée selon les groupes de produits. Tant le niveau que l'évolution des cinq principaux groupes de produits divergent sensiblement.

Pour le principal groupe de produits – les métaux – l'on note un léger rétrécissement de sa part de marché. À

plusieurs reprises, cette industrie a tenté une orientation plus poussée vers la grande exportation (extra communautaire) pour écouler une partie de sa production.

D'autres branches d'activité très dynamiques, comme p. ex. les industries des matières plastiques et des pneumatiques ont également réussi des percées sur d'autres continents ce qui explique le recul relatif de leurs ventes dans la communauté. Par ailleurs, la diversification industrielle et notamment le développement de produits très spécialisés ont permis à certaines entreprises productrices de biens d'équipement à écouler une partie toujours grandissante en dehors de la Communauté européenne.

<sup>1/</sup> En raison du secret statistique, le Statec n'est pas autorisé à publier des données individuelles ni des données agrégées permettant une individualisation. Au regard de cette disposition, ce commentaire doit se borner à certaines considérations plus générales.

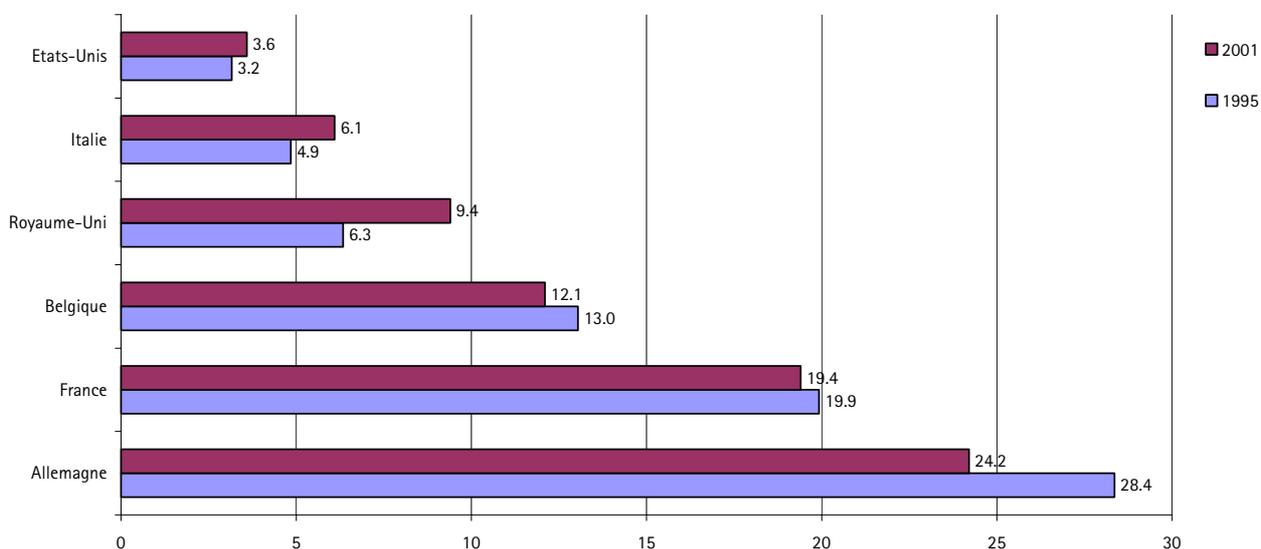
<sup>2/</sup> L'analyse des données détaillées des exportations de biens se base sur les chiffres de la statistique du commerce extérieur

En dépit de ces efforts, les trois pays limitrophes restent de loin les principaux pays clients du Luxembourg. Néanmoins au total leur part relative s'est sensiblement rétrécie (de 61.3% en 1995 à 55.7% en 2001). Ce recul relatif affecte chacun des trois pays, mais de manière plus substantielle l'Allemagne, dont la part relative baisse de 28.4% à 24.2%.

Le Royaume-Uni est avec 9.4% en 2001, contre 6.3% en 1995, le quatrième pays de destination des exportations du Luxembourg. Les exportations à destination de l'Italie ont également progressé très fortement et l'Italie est désormais le cinquième pays de destination des expéditions du Luxembourg. Près de 4% des exportations sont effectuées à destination des États-Unis, soit une

part légèrement supérieure à celle des ventes à l'Espagne. Les exportations vers tous les autres pays du monde (donc à l'exception des sept principaux pays de destination) représentent moins d'un quart des exportations totales du Luxembourg. Remarquons encore que les livraisons vers l'Europe de l'Est ont fortement augmenté et représentent au total 3.8%. Le principal pays est la Pologne, elle absorbe 1% des ventes du Luxembourg à l'étranger. L'expédition en dehors du continent européen représente moins de 10% des exportations totales: quelque 5% sont destinées au continent américain et 3% à l'Asie.

#### Part relative des pays de destination à l'exportation (en %)



## 6. Poussée des importations de biens et de services

### 6.1 Évolution des importations de biens et de services

Les importations de biens et de services ont fortement progressé (de 13.5% en moyenne annuelle) pour être multipliées par 2.1 entre 1995 et 2001. La croissance des services (18.1%) a été bien supérieure à celle de marchandises (9.4%). Une part importante de l'accélération des importations de services est à mettre en relation avec le développement de la place financière.

Le recours à des activités complémentaires dans le domaine financier au sens large explique la poussée des importations de services financiers (23.3%). Comme pour les exportations, l'on note toutefois également une expansion plus rapide des importations de services hors services financiers (13.3%) comparée aux importations de biens (9.4%).

#### Importations de biens et de services

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Variation <sup>1</sup>		Part relative	
								1995-2001	1995	2001	
	Unité: Milliard d'EUR									en %	
<b>Biens et services</b>	<b>13.0</b>	<b>14.1</b>	<b>16.4</b>	<b>18.7</b>	<b>21.3</b>	<b>26.3</b>	<b>27.7</b>	<b>13.5</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	
Biens	7.5	7.6	8.7	9.8	10.5	12.0	12.9	9.4	57.7	46.3	
Services	5.5	6.5	7.7	8.9	10.8	14.3	14.9	18.1	42.3	53.7	
Services financiers	2.3	2.9	3.7	4.5	5.9	8.3	8.2	23.3	17.9	29.6	
Autres services	3.2	3.6	4.0	4.5	4.9	6.1	6.7	13.3	24.3	24.1	

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

### 6.2 Principaux groupes de biens et de services importés

Parmi les dix principaux groupes de biens et de services à l'importation figurent cinq groupes de biens de même que cinq catégories de services. Comme à l'exportation, les importations de services financiers prédominent très largement. Derrière suivent dans l'ordre les groupes de produits suivants: machines et appareils, services aux entreprises et métaux. Un autre bien d'équipement, à savoir le matériel de transport, ne figure qu'en cinquième position. Cette structure des principaux biens et services importés vient souligner que l'économie luxembourgeoise est largement une économie de transformation. Une part importante des importations est constituée de biens et de services rentrant dans la consommation intermédiaire d'entreprises transformatrices du secteur financier (services financiers), de la sidérurgie (métaux communs) ou, de manière plus générale, de l'industrie et de branches de services (services aux entreprises).

Pour les machines et les appareils, une triple destination peut schématiquement être retenue:

- équipement de l'industrie et de certaines branches de services;
- consommation durable des ménages;
- articles destinés à l'exportation.

Pour le matériel de transport l'on peut également retenir des destinations similaires: consommation durable des ménages et biens d'équipement du secteur du transport en particulier, mais de bien d'autres branches industrielles et de services encore.

Les trois premiers groupes de biens et de services couvrent en 2001 à eux seuls presque 47% du total des biens et services importés, contre quelque 35% seulement en 1995. Cette évolution s'explique essentiellement par la poussée des services financiers qui représentent en 2001 près de 30% du total, contre 17.9% en 1995.

## Principales catégories par ordre décroissant pour l'année 2001

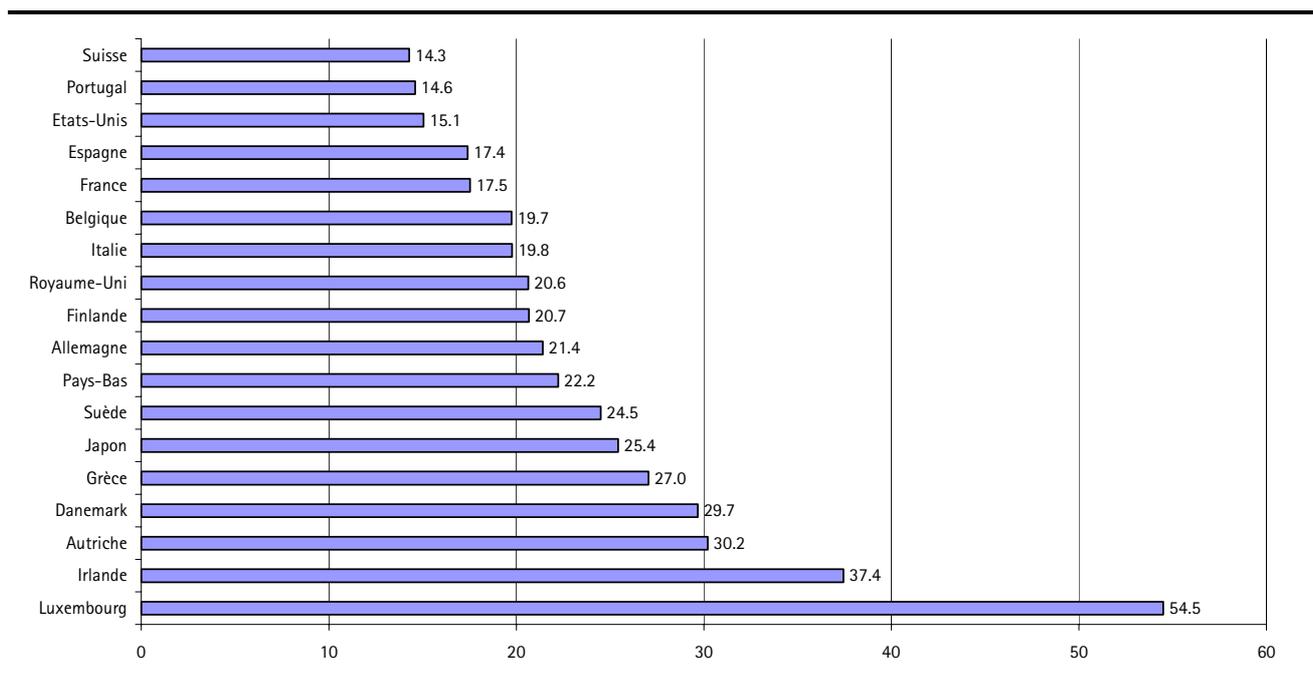
Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Var <sup>1</sup> 95-01	PR <sup>2</sup> 1995	PR <sup>2</sup> 2001
	Unité: Million d'EUR									
										en %
Services financiers	2 331	2 893	3 698	4 469	5 875	8 259	8 198	23.3	17.9	29.6
Machines et appareils	1 263	1 344	1 542	2 052	2 149	2 598	2 809	14.3	9.7	10.1
Autres services aux entreprises	936	1 100	1 187	1 272	1 308	1 720	1 947	13.0	7.2	7.0
Métaux communs et ouvrages en ces matières	1 322	1 225	1 355	1 554	1 433	1 836	1 837	5.6	10.2	6.6
Matériel de transport	1 017	1 065	1 340	1 476	2 045	1 771	1 801	10.0	7.8	6.5
Voyages	868	913	996	1 202	1 242	1 427	1 637	11.1	6.7	5.9
Produits minéraux et énergétiques	677	705	740	650	711	1 159	1 069	7.9	5.2	3.9
Services de transport	484	555	684	669	770	905	1 026	13.4	3.7	3.7
Produits chimiques	631	572	615	681	735	819	797	4.0	4.9	2.9
Services d'assurance	346	446	468	504	612	745	720	13.0	2.7	2.6
<b>Sous-total</b>	<b>9 875</b>	<b>10 818</b>	<b>12 625</b>	<b>14 529</b>	<b>16 881</b>	<b>21 239</b>	<b>21 842</b>	<b>14.1</b>	<b>76.0</b>	<b>78.8</b>
Autres Biens et services	3 118	3 272	3 763	4 161	4 374	5 041	5 890	11.2	24.0	21.2
Total Biens	7 502	7 575	8 672	9 770	10 474	11 956	12 850	9.4	57.7	46.3
<b>Total Services</b>	<b>5 491</b>	<b>6 515</b>	<b>7 716</b>	<b>8 920</b>	<b>10 780</b>	<b>14 324</b>	<b>14 881</b>	<b>18.1</b>	<b>42.3</b>	<b>53.7</b>
Total Biens et services	12 993	14 090	16 387	18 690	21 255	26 280	27 732	13.5	100.0	100.0
Part relative du sous-total dans le total global	76.0	76.8	77.0	77.7	79.4	80.8	78.8			

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

<sup>2</sup> Part relative

## 6.3 Structure des importations de biens et de services

## Part relative des importations de services dans le total des importations de biens et de services de 2000 (en %)



Sources: IMF (2001) Balance of Payments Yearbook et Statec

Depuis 1999, les importations de services sont plus importantes que les importations de biens.

Le Luxembourg est ainsi le seul pays industrialisé réalisant une part relative aussi significative de transactions sur services à l'importation. Quelques autres pays connaissent une part d'environ un tiers des importations totales de biens et de services. Il s'agit d'autres Etats membres relativement « petits » comme

l'Irlande, le Danemark ou encore l'Autriche. Dans la plupart des autres pays considérés le rapport entre services importés et approvisionnements à l'étranger de biens est de 1 à 4, voire de 1 à 6.

Notons toutefois que – comparativement aux exportations – les écarts de structure sont nettement moins marqués.

## 6.4 L'évolution des importations de services

### Structure des importations de services en 1998

Services	Pourcentage par rapport au total des exportations de services par pays														
	B	D	E	F	IRL	IT	L	NL	A	P	FIN	S	UK	USA	JPN
Voyages	28.1	37.2	18.0	26.5	11.9	27.9	13.5	23.1	31.6	34.5	26.4	35.1	41.8	32.0	25.7
Transports	24.8	19.5	27.9	30.3	11.1	21.6	7.5	31.5	10.4	27.1	26.6	20.2	28.5	27.8	25.4
Services financiers	5.8	1.2	3.6	2.4	3.6	5.0	50.1	1.3	2.4	2.1	0.5	1.3	0.4	2.1	1.9
Autres services aux entreprises	25.9	24.0	27.4	23.8	30.6	27.8	14.3	27.6	12.5	16.5	25.2	27.7	11.8	13.2	25.1
Services de communication	1.9	2.3	2.0	1.3	2.4	2.2	0.4	1.8	1.6	2.9	2.6	3.3	3.0	4.8	1.4
Services de construction	2.7	4.8	1.1	4.0	2.6	2.3	1.2	2.4	1.5	1.6	0.1	2.1	0.2	0.4	4.9
Services d'assurance	1.5	1.4	3.7	2.0	1.1	1.7	5.6	1.4	3.1	1.3	1.3	0.8	1.2	3.8	2.1
Informatique et information	3.3	2.8	3.7	0.9	2.7	1.2	1.5	1.6	0.8	2.0	8.3	4.2	0.9	0.3	3.2
Redevances et droit de licence	3.6	3.9	6.7	4.0	31.0	2.5	1.0	6.2	2.7	4.1	5.3	4.4	7.7	6.0	8.0
Services personnels et culturels	1.3	1.9	4.6	2.7	2.7	2.0	4.6	1.0	0.8	3.5	2.0	0.4	0.9	1.2	1.1
Services gouvernementaux	1.0	1.1	1.4	1.9	0.3	0.8	0.2	2.1	0.4	4.6	1.6	0.5	3.2	8.4	1.0

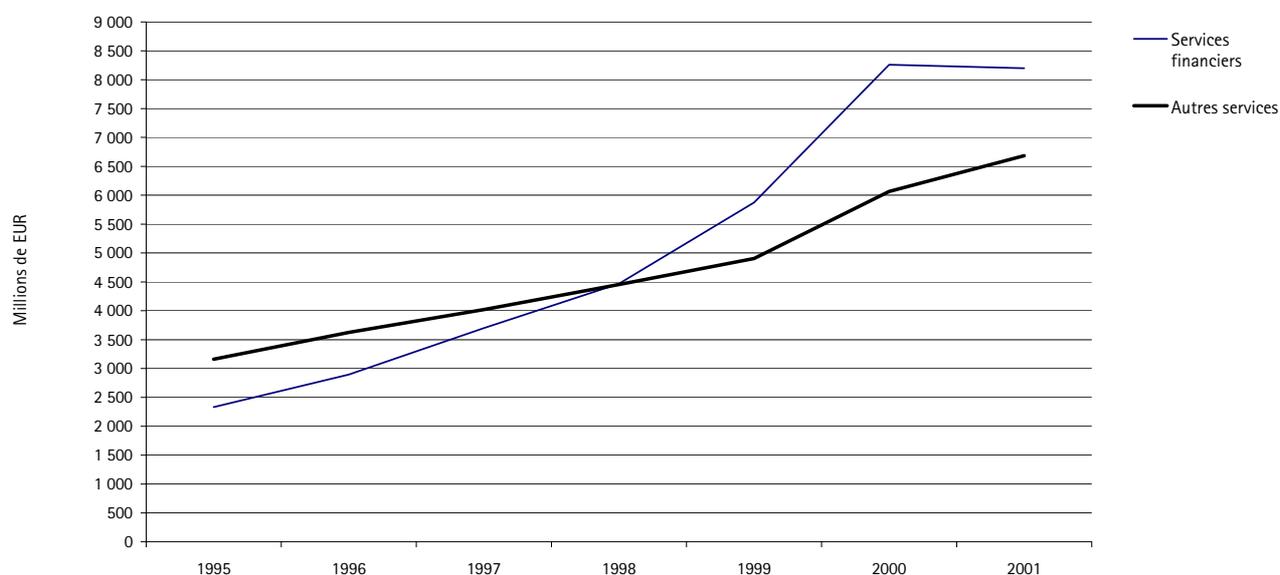
Sources: Eurostat, BNB et Statec; calculs de l'auteur

Du côté des importations, l'on retrouve quasiment les mêmes tendances structurelles que du côté des exportations avec la prédominance de trois principales catégories de services: voyage, transport, autres services aux entreprises. Contrairement aux exportations, les écarts structurels entre pays sont nettement moins prononcés. Beaucoup de pays enregistrent des parts relatives proches de la structure moyenne et l'écart entre les parts extrêmes est également moins important au

niveau de la structure des importations que du côté des exportations. C'est le Luxembourg qui constitue une exception de taille avec une structure fort différente.

Ainsi, les importations de services ont connu - parallèlement aux exportations de services - une forte poussée et ont quasiment triplé en sept ans, pour s'élever en 2001 à quelque 14.9 milliards d'euros.

### Importations de services financiers



A l'instar des exportations, les importations de *services financiers* sont de loin la principale catégorie et représentent plus de la moitié des dépenses totales. Ces importations ont presque quadruplé au cours de la période sous revue, pour passer de 2.2 milliards d'euros en 1995 à quelque 8.2 milliards en 2001. Depuis 1998 la valeur de ces importations dépasse le total des importations de tous les autres services. Cette poussée est également à mettre en relation avec le

développement des activités de gestion de patrimoine international à partir du Luxembourg. Alors que la place financière luxembourgeoise est spécialisée dans un volet de ce domaine, elle doit en complément recourir à des services assurés par des opérateurs établis à l'étranger. La rémunération de ces services complémentaires constitue l'essentiel du montant total des importations de services financiers.

### Importations de services du Luxembourg 1995-2001

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	Var <sup>1</sup> 95-01	PR <sup>2</sup> 1995	PR <sup>2</sup> 2001
	Unité: Million d'EUR							en %		
<b>Total Services:</b>	<b>5 491</b>	<b>6 515</b>	<b>7 716</b>	<b>8 920</b>	<b>10 780</b>	<b>14 324</b>	<b>14 881</b>	<b>18.1</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
Transports	484	555	684	669	770	905	1 026	13.4	8.8	6.9
Voyages	868	913	996	1 202	1 242	1 427	1 637	11.1	15.8	11.0
Communication	50	38	31	40	68	150	178	23.6	0.9	1.2
Construction	69	123	117	106	109	122	115	8.9	1.3	0.8
Services d'assurance	346	446	468	504	612	745	720	13.0	6.3	4.8
Services financiers	2 331	2 893	3 698	4 469	5 875	8 259	8 198	23.3	42.5	55.1
Informatique et information	53	70	97	136	171	303	314	34.7	1.0	2.1
Redevances, droits et licence	37	46	88	89	100	133	217	34.4	0.7	1.5
Autres services aux entreprises	936	1 100	1 187	1 272	1 308	1 720	1 947	13.0	17.0	13.1
Services personnels, culturels	308	316	325	415	478	520	485	7.8	5.6	3.3
Services adm. publ. nca	10	16	25	18	47	40	45	29.2	0.2	0.3

<sup>1</sup> Taux d'accroissement annuel moyen

<sup>2</sup> Part relative

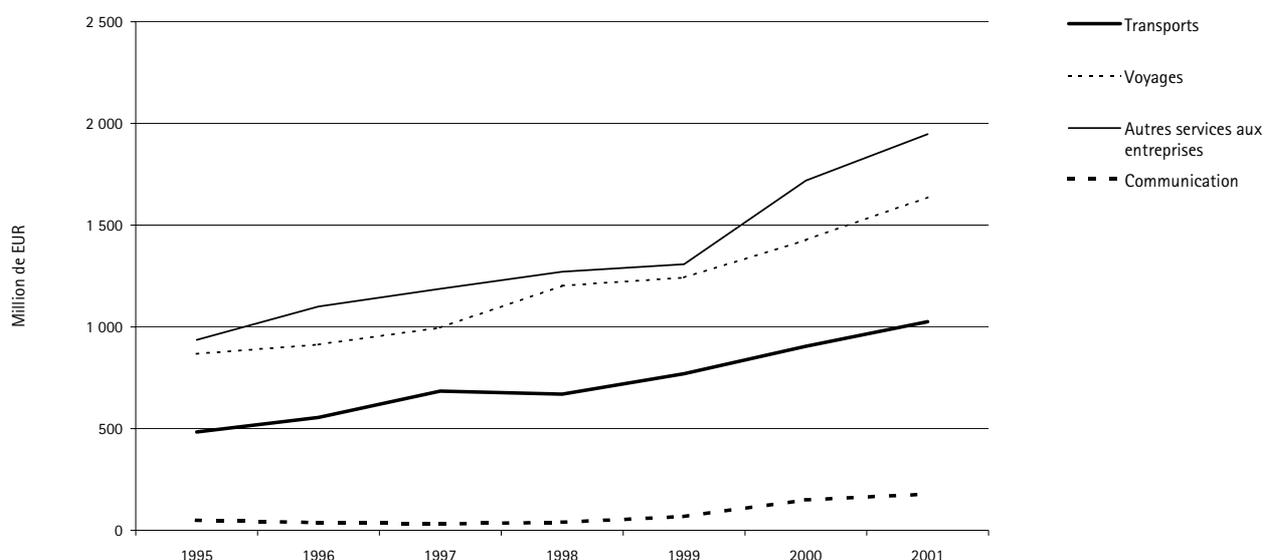
En seconde place l'on peut trouver les importations de *services aux entreprises* qui couvrent en 2001 environ 13% des importations totales de services. Les importations de cette catégorie très hétérogène ont doublé en sept ans pour se chiffrer en 2001 à 1.9 milliard d'euros. Les services échangés entre entreprises affiliées ont toujours représenté la plus grande part de ces dépenses (entre 38 et 51% du total des services aux entreprises). Vu le nombre très important de filiales d'entreprises étrangères dans l'économie luxembourgeoise, cette caractéristique ne devrait guère surprendre. En outre, l'on enregistre également des dépenses considérables au titre de services légaux, de conseil et de management. Ces dépenses ont plus que quadruplé en sept ans.

Les dépenses de *voyages* sont également en progression continue et se chiffreront à 1.6 milliard d'euros en 2001, contre 0.9 milliard en 1995. Rappelons que les dépenses

de tourisme personnel comprennent les frais d'hôtel et de restaurants des résidents à l'étranger, ainsi que toute autre dépense de consommation effectuée lors d'un séjour à l'étranger, ou lors d'un déplacement de plus courte durée dans la région limitrophe. A ces transactions s'ajoutent également les dépenses de voyages effectuées à l'étranger par des résidents en déplacement professionnel.

Les importations de services de *transport* se chiffrent en 2001 à 1 milliard d'euros, contre 0.5 milliard en 1995. Les dépenses de fret prédominent largement et concernent les différents modes de transport. En dehors des services de transport assurés dans le cadre des échanges extérieurs de marchandises par des voies plus traditionnelles (e.a. route, air, rail, mer), le Luxembourg y enregistre également les dépenses plus spécifiques, notamment celles concernant le lancement des satellites de la société SES/Astra.

## Importations de services (hors services financiers)



## 6.5 Les importations de biens par groupe de produits

La structure des importations<sup>1/</sup> a subi d'importantes mutations en 1995 par rapport aux années précédentes. La modernisation de l'équipement productif de la sidérurgie – se traduisant par la substitution des fours électriques aux fours classiques – a entraîné une baisse des importations de minerais et de coke et un accroissement des approvisionnements en ferraille et en courant électrique. Au niveau des produits minéraux, la baisse des importations de coke n'a été que partiellement compensée par un accroissement des achats de courant électrique. La baisse des acquisitions de carburants, à la suite du relèvement des prix à la pompe de certains carburants, explique l'autre partie de la baisse des importations de produits minéraux et énergétiques.

Les approvisionnements accrus en ferrailles, demi produits ferreux et de métaux non ferreux ont conduit à une nette progression des importations du groupe des

*métaux communs*. La part relative a augmenté de 2.1 points et s'établit à 18.7% en 1995. Les métaux représentent à nouveau le premier groupe de biens importés après avoir cédé temporairement cette place aux machines et appareils. Néanmoins l'évolution modeste dans la sidérurgie et l'explosion dans d'autres domaines d'activité font de nouveau régresser – en termes relatifs – les métaux. En 2001 ils ont perdu 3 points de pourcentage et reculé à la troisième place.

Depuis 1996, le groupe *des machines et appareils* est de nouveau le principal groupe à l'importation et sa part relative a progressé constamment pour passer de 17.7% en 1996 à 23.7% en 2001. Le développement d'activités d'importation et de réexportation constitue la principale raison de la progression des machines et appareils au cours de ces années.

<sup>1/</sup> L'analyse des données détaillées des importations de biens se base sur les chiffres de la statistique du commerce extérieur

### Importations de biens (Part relative en % du total)

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<b>Total</b>	<b>100.0</b>						
Animaux et produits du règne animal	2.4	2.5	2.4	2.3	2.2	2.1	2.5
Produits végétaux	2.7	2.6	2.6	2.3	2.1	2.0	2.0
Graisses et huiles	0.2	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
Aliments, boissons, tabacs	5.7	5.8	5.8	6.1	6.3	6.1	5.6
Produits minéraux et énergétiques	9.1	9.3	8.7	6.7	6.9	9.9	8.2
Produits chimiques	8.4	7.6	7.2	7.0	7.1	7.1	7.5
Matières plastiques, caoutchouc	5.9	5.9	5.7	5.8	5.0	5.1	5.3
Peaux, cuir, pelleterie	0.2	0.3	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2
Bois, liège	1.1	1.2	1.3	1.4	1.2	1.0	0.9
Papier et ses applications	3.1	3.0	2.8	2.9	2.8	2.6	2.8
Matières textiles et ouvrages en ces matières	5.0	5.0	4.8	4.7	4.5	4.1	4.3
Chaussures et accessoires de l'habillement	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4
Ouvrages en pierre, ciment, verre	2.7	2.6	2.4	2.2	1.9	1.7	1.9
Bijouterie, pierres gemmes	0.4	0.4	1.0	0.8	0.7	0.3	0.4
Métaux communs et ouvrages en ces matières	17.7	16.2	15.9	16.0	13.8	15.8	14.6
Machines et appareils	16.9	17.7	18.1	21.1	20.7	22.8	23.7
Matériel de transport	13.6	14.1	15.7	15.2	19.6	14.3	15.4
Instruments de précision	1.6	1.6	1.6	1.5	1.4	1.4	1.3
Armes et munitions	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Marchandises non classées ailleurs	2.8	3.2	3.0	3.1	2.9	2.7	2.8
Objets d'art, antiquités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

L'acquisition d'aéronefs explique en grande partie la progression et/ou la fluctuation des importations de *moyens de transport*. Compte tenu de l'extension continue du parc automobile, les importations de matériel de transport tiennent une part (15% en moyenne) importante dans les approvisionnements à l'étranger.

Selon la loi d'Engel, les biens de consommation de base (et notamment d'alimentation) ont tendance à baisser relativement en cas de relèvement du niveau de vie. Du côté des importations, les produits *alimentaires* et les boissons – à première vue en contradiction avec la loi

d'Engel – ont plutôt tendance à maintenir leur part relative au-dessus de 10%. Cette évolution s'explique surtout par la croissance démographique et par la consommation sur le territoire des non-résidents (et particulièrement les salariés frontaliers).

Finalement la brusque remontée de la part relative des approvisionnements en *produits minéraux et énergétiques* (9.9% en 2000, contre 6.9% en 1999) est essentiellement due au renchérissement des prix des produits pétroliers.

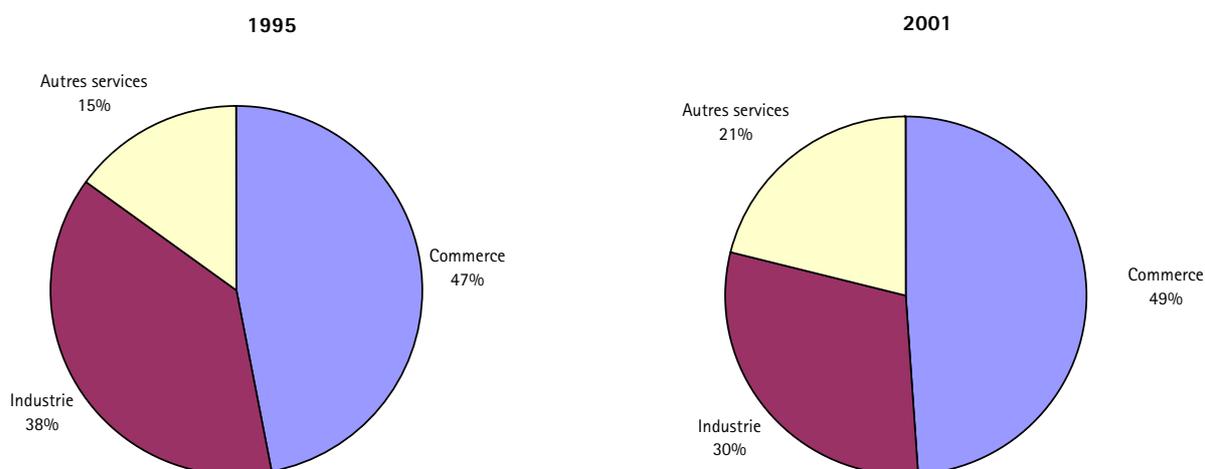
## 6.6 Les importations de biens par branche d'activité

L'analyse des importations par branche d'activité vient souligner à quel point l'économie luxembourgeoise est en mutation de l'industrie vers les services. Même si la consommation intermédiaire des branches de services est nettement moins intensive en biens (importés) que l'industrie, il est un fait que certaines branches ont un recours massif à l'acquisition de biens d'équipement (e.a. les branches de transport et de communication). Le développement très favorable de ces dernières branches explique en grande partie l'extension de la part relative de 15 à 21% des « autres services »

La nouvelle progression de la part du secteur du commerce couvrant presque la moitié des importations totales est due à deux phénomènes:

- l'explosion des activités d'importations et de réexportations de machines et appareils (notamment de téléphones portables)
- le développement démographique, le relèvement du niveau de vie et la présence accrue de non-résidents (frontaliers salariés et excursionnistes)

## Importations de biens par branche en 1995 et en 2001



## 6.7 Les importations de biens par entreprise

Comparées aux exportations, les importations de biens sont nettement moins concentrées. En réalité toute entreprise luxembourgeoise (indépendamment de son domaine d'activité) est un importateur potentiel de marchandises.

Ceci semble évident pour les entreprises industrielles qui s'approvisionnent à l'étranger pour leurs biens d'équipement, d'une part, et pour maints biens de consommation intermédiaire ou pour des matières premières, de l'autre. En raison de la proximité et/ou de l'absence de grossistes au Luxembourg, tant les artisans que les commerçants sont obligés ou ont un intérêt à acheter directement à l'étranger. Par ailleurs, même les prestataires de services sont – notamment pour l'acquisition de biens d'équipement – incités, voire contraints à s'approvisionner directement à l'étranger.

Il n'est donc guère étonnant de constater que le nombre des importateurs de biens est plus que trois fois supérieur

à celui des exportateurs. Ceci réduit d'emblée la part de chaque intervenant.

En outre, même parmi les principaux acteurs l'écart entre les cinq premiers importateurs (couvrant 12% des importations totales en 2001) et les cinq suivants (assurant 8% des importations totales) est moins prononcé que du côté des exportations.

En dépit de ces divergences, l'on note tout de même une certaine stabilité dans le groupe des dix principaux opérateurs. A deux exceptions près, le groupe des dix principaux importateurs est identique sur l'ensemble de la période sous revue. Mais contrairement aux exportations, les quatre principaux importateurs ne restent pas toujours les mêmes sur l'ensemble de la période sous revue et leur ordre de classement change d'une année à l'autre. Une cause importante de ces variations des positions est l'acquisition d'envergure à des échéances irrégulières.

## 6.8 Les importations de biens par pays de provenance

La Belgique reste de loin le premier fournisseur du Luxembourg, du fait que beaucoup de firmes étrangères disposent de filiales ou de représentations pour le marché du Benelux en Belgique. Bon nombre de marchandises<sup>17</sup> d'origine tierce destinées au marché luxembourgeois sont de ce fait importées via la Belgique. La part relative de la Belgique dans les importations totales se chiffre en 2001 à 33.8%. Rappelons que 80% des carburants vendus au

Luxembourg sont importés de Belgique. Il en est de même – mais à une proportion moindre (50%) – pour les acquisitions de voitures automobiles. Par ailleurs, les matières plastiques et pneumatiques et les métaux non ferreux ont fortement progressé et compensé ainsi partiellement les baisses enregistrées au niveau des autres catégories de marchandises.

<sup>1/</sup> L'analyse des données détaillées des importations de biens se base sur les chiffres de la statistique du commerce extérieur.

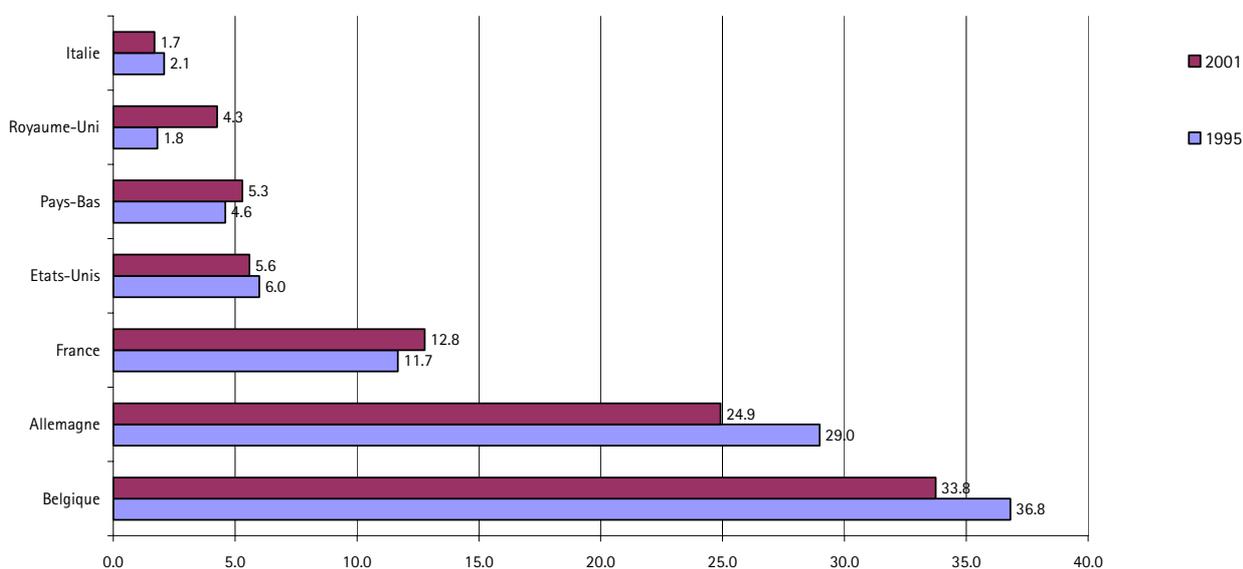
L'Allemagne, le deuxième fournisseur du Luxembourg, connaît une modification de sa part relative passant de 29% en 1995 à 24.9% en 2001. Des évolutions fort contrastées sont enregistrées au niveau des différents groupes de produits. Ainsi les importations de différentes catégories de marchandises ont affiché une stabilisation, voire un tassement dont, parmi d'autres, certains produits alimentaires. D'un autre côté, les métaux communs ont connu une progression en raison des approvisionnements accrus en ferrailles à la suite de la restructuration de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise vers la filière électrique.

L'évolution des importations en provenance de la France est caractérisée par une chute des approvisionnements en demi-produits en métaux ferreux suite à l'arrêt d'une activité d'importation de produits chimiques en

provenance de la France et de réexportation dans les autres pays de l'Union Européenne. Toutefois cette baisse a été plus que compensée par une progression considérable des importations d'autres catégories de biens, ce qui est tout particulièrement vrai pour les machines et équipements dont les acquisitions en France ont connu pour la période sous revue un taux d'accroissement annuel moyen de 21%.

La progression des fournitures des Pays-Bas résulte essentiellement d'un accroissement des approvisionnements en demi-produits ferreux et de métaux non ferreux. Au niveau des autres Etats membres, il convient de signaler la bonne performance des exportations du Royaume-Uni vers le Luxembourg.

### Part relative des importations par pays de provenance (en %)



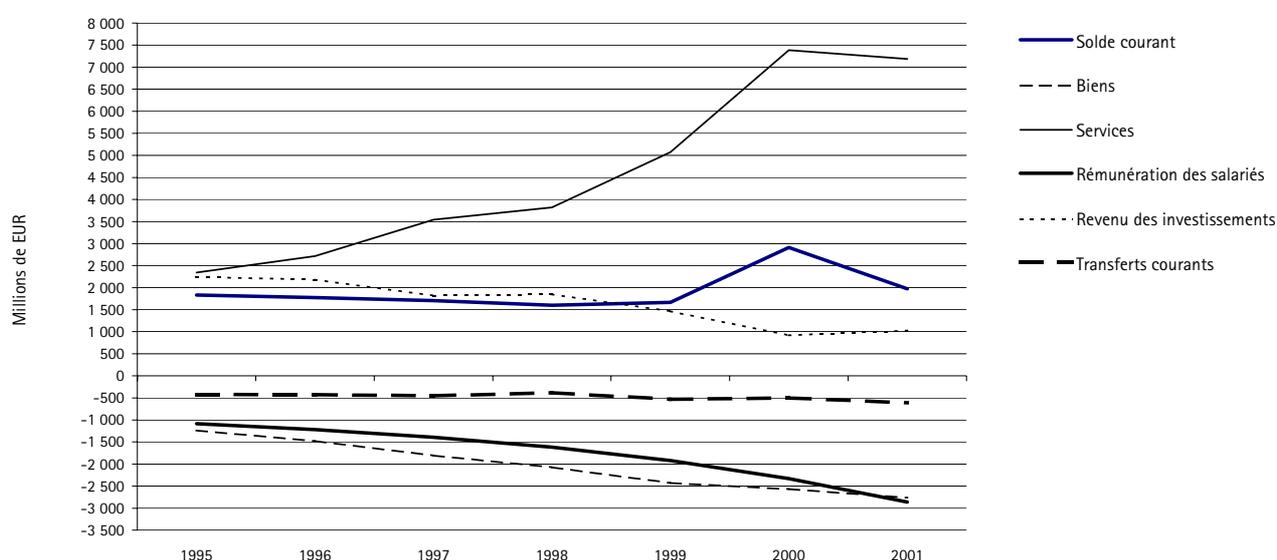
## 7. Excédent structurel de la balance courante

### 7.1 Évolution générale

Traditionnellement la balance courante du Luxembourg dégage un important excédent. Ceci revient à dire que pour la somme des transactions avec l'étranger (sur biens, services, revenus du travail et du capital, ainsi que pour les transferts courants), les recettes dépassent les dépenses. Si l'ensemble de ces transactions se solde ainsi par un surplus, ceci ne veut pas dire que pour chaque catégorie d'échange le solde soit excédentaire. Ainsi, depuis près de trois décennies, l'on enregistre des évolutions fort divergentes des différentes balances

partielles. De surcroît, les balances partielles dégageant un *déficit structurel* (échanges de biens, rémunération des salariés et transferts courants) ont vu leur solde négatif s'aggraver. Pour les balances partielles en *excédent structurel* (échanges de services et revenu des investissements) l'évolution est plus contrastée; alors que les échanges internationaux de services dégagent un solde positif toujours croissant (entre 1995 et 2000), l'excédent du revenu des investissements est en recul continu.

#### Solde de la Balance courante 1995-2001



Entre 1995 et 2001 l'excédent courant a fluctué entre 1.6 et 2.9 milliards d'euros pour atteindre le niveau moyen de 1.9 milliard d'euros par année sur cette période de sept ans. Le niveau de l'excédent reste important en termes relatifs et en comparaison à d'autres pays dégageant un excédent courant. Ainsi, pour 2001 le solde

s'élève à plus de 9% du PIB, contre 0.0% pour la zone Euro, 2.3% pour le Japon, 1.4% pour la France et quelque 5 à 7% pour la Belgique, les Pays-Bas ou la Finlande qui enregistrent les résultats proportionnellement les plus élevés derrière le Luxembourg.

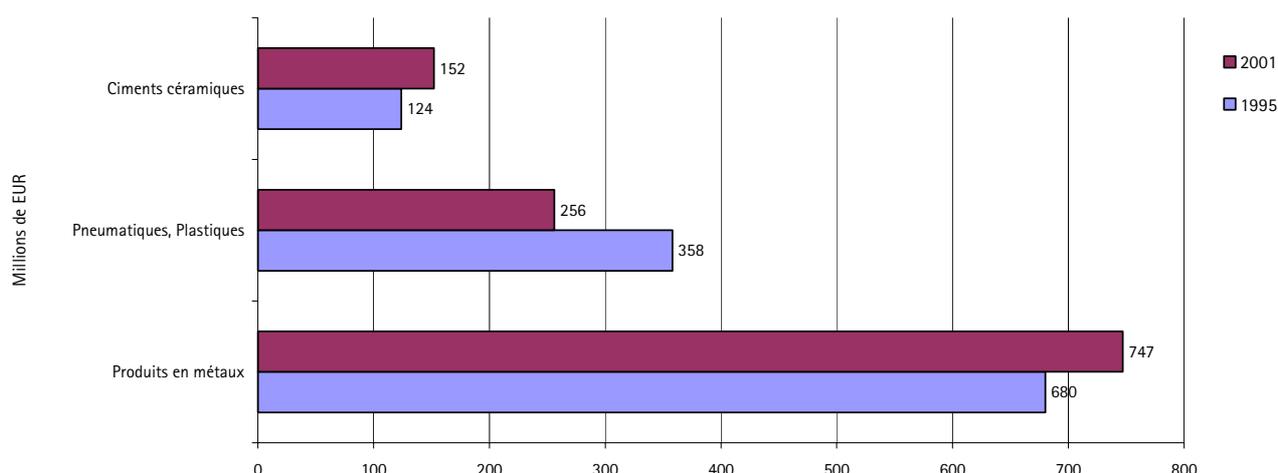
### 7.2 Déficit commercial record en 2001

Entre 1995 et 2001 le *déficit* laissé par les transactions sur «biens» enregistrées dans la balance des paiements a plus que doublé pour passer de 1,2 milliard en 1995 à 2,8 milliards en 2001. Les importants efforts d'investissement dans le transport aérien expliquent une partie de cette dégradation. En outre, les autres acquisitions nettes de biens d'équipement et de biens de consommation ont continué à progresser à un rythme soutenu sous le triple effet de l'amélioration du pouvoir d'achat, de l'évolution démographique, ainsi que de la croissance du nombre des

frontaliers (qui dépensent plus d'un cinquième de leur rémunération sur le territoire).

Au niveau des soldes par grandes catégories de produits, l'on note deux évolutions opposées fort accentuées qui expliquent d'ailleurs l'essentiel de la dégradation générale: *la stagnation de la contribution positive des catégories de produits en excédent structurel et la dégradation des postes en déficit structurel.*

## Principaux postes de marchandises en excédent structurel

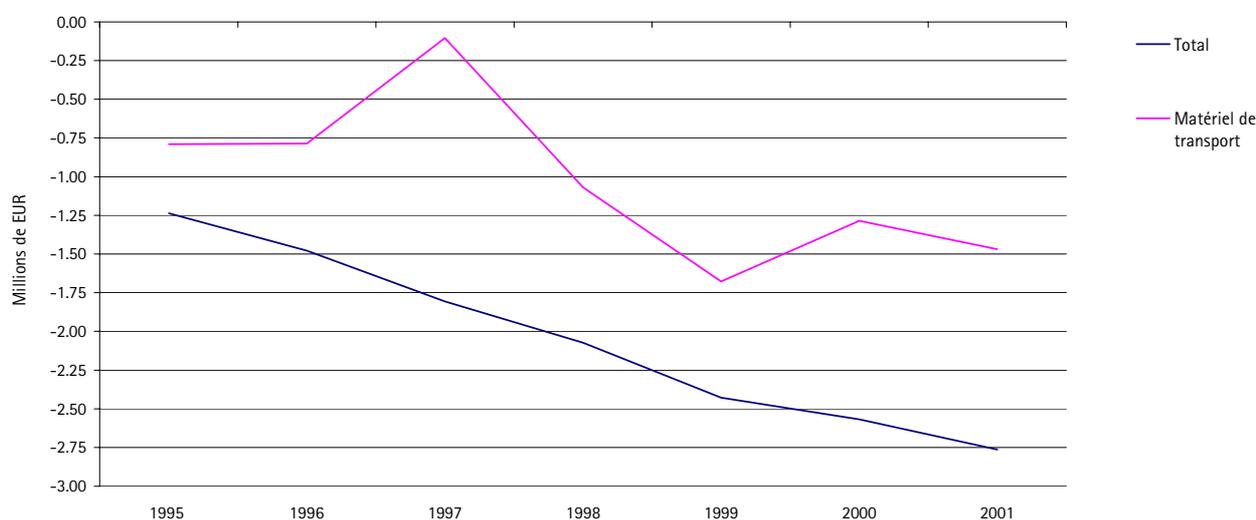


L'excédent de l'ensemble des *produits métalliques* a fortement fluctué au cours des sept années sous revue. De 1996 à 1999 le solde a été au total en retrait par rapport à 1995. Ce n'est que vers la fin de la période que le solde s'est apprécié pour dépasser légèrement le niveau de 1995.

Les groupes des produits *plastiques et de pneumatiques*

ont largement trait à l'activité du deuxième pôle industriel du Luxembourg. Même si ces activités ont continué à évoluer favorablement (croissance annuelle moyenne des exportations 2.3%) l'excédent commercial s'est sensiblement réduit (de 358 millions EUR en 1995 à 256 en 2001). Cette évolution s'explique essentiellement par une croissance plus soutenue des importations.

## Solde des échanges de biens



La poussée des importations de *matériel de transport* s'explique par deux phénomènes distincts: l'agrandissement continu du parc automobile, ainsi que l'extension et la rénovation de la flotte aérienne. Sous l'effet conjugué de ces deux évolutions le déficit de la balance de matériel de transport s'est quasiment doublé (passant de quelque 0.8 milliard en 1995 à 1.5 milliard en 2001). Au cours des dix dernières années le parc

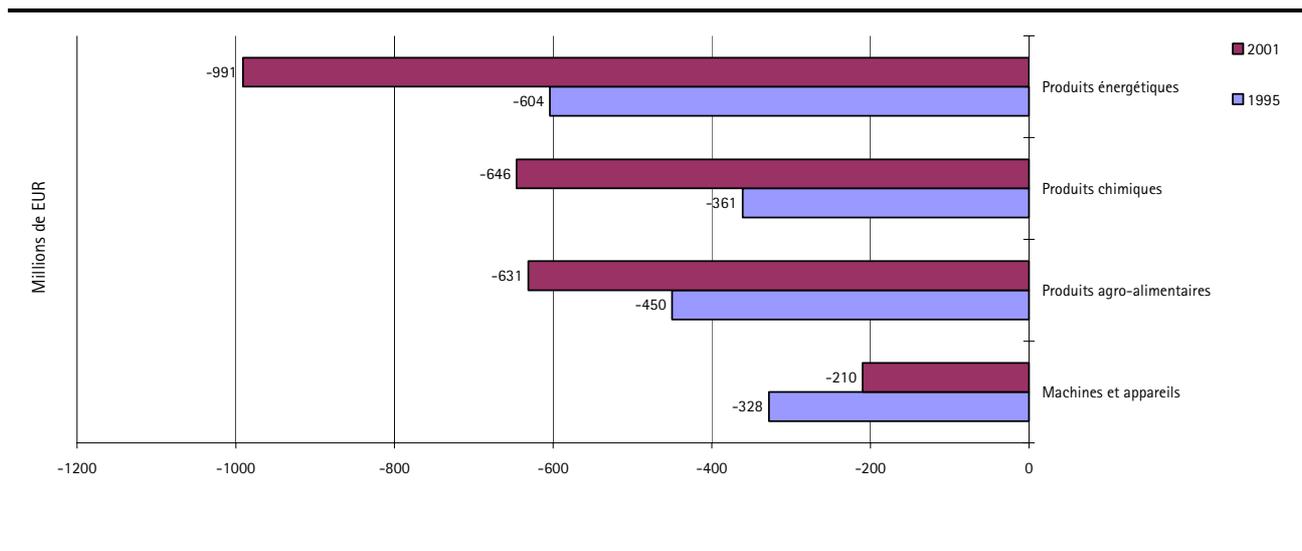
automobile s'est élargi de plus de 30% (passant de quelque 219 000 voitures en 1990 à plus de 320 000 unités en 2000). Cette extraordinaire extension et les efforts permanents de remplacement du parc automobile ont entraîné un doublement de la valeur des importations. A ce phénomène plus récurrent et structurel s'ajoute le besoin d'investissements plus sporadiques et espacés dans le secteur de l'aviation. Au

cours des années 1990 et 2001 ces efforts ont été particulièrement importants.

La forte croissance économique de la fin des années 90 a engendré, entre autres, un relèvement des salaires. En dépit de la forte propension à l'épargne des ménages résidents, l'on enregistre une progression certaine de la consommation courante, dont une grande partie des biens doit être importée. La demande pour des biens de consommation a également augmenté sous l'effet de

facteurs démographiques. La population résidente est passée de 406 600 personnes au 1er janvier 1995 à 440 000 personnes début 2001, soit une progression de 1.3% par année. Par ailleurs, le nombre des frontaliers est passé de 55 500 en janvier 1995 à plus de 100 000 à la fin de 2001. Même si les frontaliers retournent tous les jours dans leur pays de résidence et y dépensent une très large partie de leur salaire, ils réalisent toutefois certains achats de biens et de services dans le pays d'emploi. Une grande partie de cette consommation est importée.

### Principaux postes en déficit structurel



Notons encore que les importants et perpétuels efforts d'investissement et de modernisation ne se sont pas traduits par une aggravation de la balance des autres biens d'équipement, en dépit d'une forte poussée (+157%) des importations de biens d'équipements (autres que matériel de transport). Ceci s'explique par le fait que l'industrie et le commerce du Luxembourg se sont également orientés vers ces domaines porteurs et qu'ils réalisent de bonnes performances à l'exportation. Au cours de la période sous revue, les livraisons à l'étranger de machines et appareils sont passées de 0.9 milliard d'euros en 1995 à 2.8 milliards en 2001. Globalement le déficit des biens d'équipement autres que matériel de transport a légèrement reculé de 0.3 milliard d'euros à 0.2 milliard en 2001.

*Ces quelques caractéristiques structurelles soulignent à quel point la balance commerciale n'est plus le seul reflet de l'évolution et de la performance de la fabrication de produits tangibles (agriculture et industrie). Tant la consommation courante et durable des ménages que la consommation intermédiaire et d'équipement des activités de services affectent de manière croissante l'évolution de la balance commerciale. Dans la perspective d'une orientation prononcée vers une société des services et d'une amélioration continue du niveau de vie, le déficit commercial structurel risque de s'accroître. Par contre, dans la mesure où les activités de services s'avèrent compétitives sur les marchés étrangers, la balance des services devrait continuer à dégager un excédent compensant (avec le solde des revenus d'investissement) le déficit commercial.*

### 7.3 Excédent croissant de la balance des services

Entre 1995 et 2001, l'excédent de la balance des services a été multiplié par 3 pour passer de 2.3 milliards d'euros en 1995 à 7.2 milliards en 2001.

Les services financiers, dont l'excédent s'élève à environ 5.6 milliards d'euros (contre 1.5 milliard en 1995), assurent à eux seuls l'essentiel de l'excédent des échanges de services en 2001. Cette évolution très favorable s'explique en premier lieu par le développement

extraordinaire de l'activité de gestion des organismes de placement collectif (OPC).

Deux autres domaines d'activité génèrent un excédent structurel important: le transport aérien (notamment le fret) et les services de communication. Mentionnons dans ce dernier domaine porteur, la société d'exploitation de satellites (SES/Astra), qui réalise plus de 80% de son chiffre d'affaires à l'étranger.

### 7.4 Réduction de l'excédent structurel du revenu des investissements

Grâce au développement dynamique de la place financière, le Luxembourg a traditionnellement dégagé un excédent structurel de la balance des revenus du capital et du travail. Toutefois au cours des sept années analysées, cet excédent (de quelque 1.2 milliard d'euros en 1995), s'est transformé en déficit (de 1.8 milliard en 2001). Trois phénomènes sont à l'origine de cette évolution. Le premier a trait au revenu du travail et les deux autres concernent l'évolution des revenus nets du capital.

Au cours de la période sous revue, le nombre de frontaliers est passé de 55 500 personnes en 1995 à plus de 100 000 à la fin de l'année 2001. Aussi leur rémunération brute totale a-t-elle plus que doublé pour s'élever en 2001 à 3.5 milliards d'euros. Comme le nombre des fonctionnaires internationaux résidant au Luxembourg est resté relativement stable, le solde négatif se rapportant à la rémunération des salariés est passé de 1.1 milliard d'euros en 1995 à 2.9 milliards en 2001.

Entre 1995 et 2001 l'excédent du revenu des investissements s'est amenuisé de quelque 1.2 milliard d'euros pour ne plus s'élever qu'à 1 milliard d'euros en 2001. L'essentiel de cet excédent du revenu des investissements provient de la contribution positive de la place financière internationale. Toutefois la réorientation vers le « private banking » affecte la structure de la balance des paiements. Alors que les retombées de l'activité d'intermédiation du secteur bancaire (flux

d'intérêts) se répercutent au niveau de la balance du revenu des investissements, les activités de gestion de fortune sont enregistrées comme des services financiers dans la balance des services. En dépit du dynamisme continu de la place financière, cette restructuration a amené donc une certaine stagnation des flux de revenus et une extension rapide de l'excédent des services financiers. Au cours des sept dernières années l'excédent du revenu des investissements – autres que de l'investissement direct – s'est stabilisé à un niveau élevé, oscillant entre 4 et 6.5 milliards d'euros.

Par contre, le déficit dégagé au niveau du revenu des investissements directs est passé de 2 milliards d'euros en 1995 à 5.5 milliards en 2001. Les revenus bruts revenant aux investisseurs non-résidents (y compris donc les bénéfices réinvestis<sup>1/</sup>) ont plus que doublé pour passer de 2.3 milliards d'euros en 1995 à 6 milliards en 2001. Cette évolution traduit la bonne performance et, partant, la rentabilité des investissements étrangers dans l'économie luxembourgeoise. Le secteur bancaire y contribue substantiellement, compte tenu de son expansion continue et du fait que plus de 90% des encours d'investissements dans ce secteur sont d'origine étrangère. Parallèlement, l'on enregistre une nette appréciation du revenu des investissements directs à l'étranger. Au cours des dernières années ces investissements – effectués à l'étranger par des entreprises résidentes – ont fortement progressé et ont, de surcroît, généré des résultats très positifs.

### 7.5 Stabilisation du déficit des transferts courants

Les transferts courants nets avec l'étranger s'élèvent en 2001 à près de 0.6 milliard d'euros. L'essentiel des flux bruts (en recette et en dépense) ont trait aux transferts en relation avec les assurances et réassurances, dont le solde n'est qu'en léger déséquilibre.

Par ailleurs, les transferts concernant principalement les frontaliers (en recette, les cotisations sociales et impôts

et en dépense, les prestations sociales) se soldent actuellement par un excédent de quelque 0.3 milliard d'euros. Les autres transferts des administrations (notamment les contributions au budget de l'UE et l'aide au développement) et des autres secteurs accusent un déficit de même ampleur.

<sup>1/</sup> Pour des précisions méthodologiques concernant la notion de bénéfices réinvestis, cf Bulletin du STATEC n° 7-2000 p. 302.

## Partie IV. Méthodologie

### 8. Aspects méthodologiques concernant la balance des paiements courants

#### 8.1 Définition de la balance des paiements

*La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques que les agents économiques d'un pays ont réalisées avec le reste du monde.*

Une **transaction économique** se définit comme un *flux économique* faisant intervenir le *transfert de propriété* de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de travail et de capital.

Tous les **agents économiques** sont définis en fonction du territoire géographique où ils ont leur *pôle d'intérêt économique*, c'est-à-dire à partir duquel ils exercent leurs activités économiques. Ils sont considérés comme

*résidents* de ce territoire. Ainsi la filiale d'une société américaine ou une succursale d'une banque allemande établies au Luxembourg sont considérées comme résidents luxembourgeois.

Les transactions sont enregistrées selon les principes de la *comptabilité en partie double*: chaque écriture portée au crédit sous une rubrique est enregistrée du côté du débit sous une autre rubrique. Dès lors, les deux côtés, crédit et débit, s'égalisent et on appelle ce tableau «balance».

Les transactions sont enregistrées pour une **période donnée**: le mois, le trimestre, l'année.

#### 8.2 Le système de collecte au niveau UEBl

Depuis 1921 le Luxembourg forme ensemble avec la Belgique une union économique (UEBl) – union qui par ailleurs était complétée par une association monétaire. Après la deuxième guerre mondiale un contrôle des changes commun aux deux pays fut introduit. Au Luxembourg, la législation en matière de contrôle des changes trouve son origine dans l'arrêté grand-ducal du 10 novembre 1944 qui en fixe les principes généraux, notamment en définissant les grandes catégories d'actes ou d'opérations susceptibles d'être soumis au contrôle. Un arrêté subséquent, celui du 20 juillet 1945, a confié à **l'Institut belgo-luxembourgeois du change (IBLC)** la mission d'exercer ce contrôle. Des textes fondamentalement identiques ont existé en Belgique.

Dans le cadre de la surveillance du respect de la réglementation du change, les établissements de crédit et les entreprises résidents étaient tenus de transmettre à l'IBLC des informations quant à la nature des transactions réalisées avec des cocontractants établis à l'extérieur de l'UEBl. L'exercice de sa mission de contrôle a permis à l'IBLC de recueillir de nombreux éléments d'information qui furent également exploités à des fins statistiques.

Ainsi, dans un contexte de politique monétaire et de change commune, la Banque Nationale de Belgique

(BNB) établissait depuis 1948 une **balance des paiements de l'UEBl** avec le reste du monde en se basant sur les données collectées par l'IBLC.

Par suite de la mise en veilleuse du contrôle des changes (5 mars 1990), la mission statistique devenait la tâche principale de l'IBLC, à savoir la collecte et le traitement des informations utiles à l'établissement de la balance des paiements de l'UEBl.

Toutefois, il résulte des exigences découlant du Traité de Maastricht que la Belgique et le Luxembourg tiennent chacun une balance courante séparée. Les instances compétentes des deux pays (BNB, IBLC, IML<sup>1/</sup>, STATEC) ont coordonné les travaux afin d'assurer une cohérence entre les balances courantes séparées respectivement de la Belgique et du Luxembourg et de la balance complète de l'UEBl.

C'est ainsi que le règlement grand-ducal du 12 janvier 1993 modifiant l'arrêté grand-ducal modifié du 10 novembre 1944 relatif au contrôle des changes, a chargé le STATEC de l'établissement de la balance des paiements du Luxembourg et a conféré à l'IBLC une nouvelle délégation consistant à collecter et à traiter, au nom et pour compte du STATEC, les informations utiles à l'établissement de la balance des paiements.

<sup>1/</sup> La Banque centrale du Luxembourg (BCL) étant son successeur légal.

Dès lors – afin de recenser les transactions courantes intra-UEBL et d'adapter la méthodologie aux normes du Fonds Monétaire International (Manuel de la Balance des Paiements, cinquième édition) – un nouveau système de collecte IBLC était entré en vigueur au **premier janvier 1995**. Au Luxembourg les dispositions réglementaires en la matière sont reprises dans le règlement grand-ducal du 19 juillet 1997 relatif au recensement des paiements extérieurs et de la balance des paiements. Les règlements d'application ont été publiés sur base de l'arrêté ministériel du 13 novembre 1998.

Ainsi, à partir de 1995, les informations collectées par l'IBLC ont servi de base principale à l'établissement de la **balance courante du Luxembourg**. Le recensement des données s'est effectué par le biais d'un système de déclaration qui vise à recenser l'intégralité des paiements avec l'étranger. Il repose sur deux piliers:

- les institutions financières monétaires (IFM) résidentes et
- les entreprises résidentes (rapporteurs directs).

Les IFM étaient tenues de communiquer sur une base journalière à l'IBLC les paiements avec l'étranger, effectués soit pour compte propre, soit pour compte de leur clientèle résidente. Le degré de détail à communiquer dépendait de différents seuils liés aux montants engagés.

Quant aux entreprises résidentes, elles devaient notifier directement à l'IBLC toutes leurs transactions à caractère professionnel dénouées par *l'intermédiaire de comptes*

*détenus à l'étranger* ou réglées par compensations dans le cadre d'un clearing bi- ou multilatéral.

Le système de collecte, basé sur la communication des paiements, était complété par des enquêtes spécifiques et plus précisément par:

- l'enquête annuelle sur les **investissements directs**, notamment en vue de déceler les transactions qui ne donnent pas lieu à des flux financiers (bénéfices réinvestis) et
- l'enquête mensuelle sur l'évolution des **créances et dettes commerciales** réalisée auprès d'un échantillon d'entreprises.

En dépit des qualités indéniables de ce système de collecte, force est de signaler toutefois quelques facteurs d'imprécisions tenant plus particulièrement au seuil de simplification et aux transactions réalisées par les agents économiques en billets de banque.

Ainsi, l'encours des paiements d'un montant inférieur au seuil de simplification (€ 9 000) a été ventilé dans les différentes composantes de la balance des paiements en fonction de clés de répartition. Des clés de répartition distinctes ont été établies en fonction du type d'IFM: une première clé a été appliquée aux transactions des IFM à guichets accueillant un nombre important de clients résidents; une autre clé a été retenue pour les euro-banques dont la quasi-totalité des clients sont des non-résidents et dont les paiements avec des résidents sont concentrés dans certains domaines.

### 8.3 Précisions concernant certaines rubriques

Pour la période allant de 1995 à 2001, les données collectées par l'IBLC ont constitué la principale source d'informations utilisée pour l'établissement de la balance courante du Luxembourg. Ce système de collecte – qui permet de mesurer une à une les transactions qui affectent la balance des paiements – a consisté dans la communication à l'IBLC de la nature économique des transactions.

Les informations ainsi recueillies ont été transposées, après vérification, directement dans les composantes respectives de la balance des paiements.

Toutefois, comme un système qui repose sur l'enregistrement des flux de paiement n'est pas toujours en mesure de refléter dans sa totalité les opérations économiques sous-jacentes et, de plus, ne permet pas de rejoindre toutes les normes d'enregistrement préconisées par le FMI, il a été fait appel à des sources exogènes pour compléter et améliorer les données de base issues du système de collecte général.

Dans la suite sont commentées succinctement les rubriques pour lesquelles des résultats sont publiés. Ces rubriques sont les composantes essentielles du schéma standard proposé par le FMI<sup>1/</sup>.

<sup>1/</sup> En plus des rubriques reprises dans ce bulletin, les pays sont tenus de fournir aux organisations internationales (FMI, Eurostat, BCE) des renseignements complémentaires sur certains postes.

## Biens

Dans la classification proposée par le FMI la composante «biens» se subdivise en cinq sous-postes.

### *Marchandises générales*

Sur recommandation des organisations européennes, ce sont les données de la statistique du commerce extérieur qui servent de base principale pour compiler la présente composante de la balance des paiements. Toutefois, un certain nombre de retraitements s'imposent, et ce en raison des *différences méthodologiques* qui séparent les deux statistiques.

Les deux principales discordances sont les suivantes:

- Alors que la balance des paiements se base sur le concept du changement de propriété (que les marchandises fassent oui ou non l'objet d'un passage des frontières nationales), la statistique du commerce extérieur pour sa part prend en considération le mouvement physique des biens qui entrent ou quittent le territoire national. Ainsi les opérations sur biens sans changement de propriété sont écartées des chiffres de base fournis par la statistique du commerce extérieur, alors que les transactions avec changement de propriété mais sans passage des frontières nationales, y sont ajoutées. L'encours de ces dernières est dérivé des données IBLC.
- La balance des paiements évalue tant les exportations que les importations de biens sur une base *fob* frontière pays exportateur, alors que tel n'est pas le cas pour les importations (valeur *caf* – prise en compte des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière douanière du pays importateur) dans les statistiques concernant le commerce extérieur. Afin d'adapter les chiffres des importations aux normes d'enregistrement pertinentes en matière de balance des paiements, la part estimée des frais de transports (et d'assurance) afférente au trajet de la frontière du pays exportateur jusqu'à la frontière douanière nationale est déduite des chiffres émanant de la statistique du commerce extérieur. Ainsi aucun retraitement ne s'impose pour les importations en provenance des pays limitrophes.

Une fois retraitées, les données émanant de la statistique du commerce extérieur sont intégrées dans les résultats de la balance des paiements.

### *Biens importés ou exportés pour transformation*

Conformément aux normes d'enregistrement préconisées par le FMI ces transactions sont enregistrées sur une base brute, c'est-à-dire qu'il y a comptabilisation de la valeur totale des marchandises avant et après la transformation.

Il est tenu compte des données de la statistique du commerce extérieur pour effectuer ces enregistrements

ce qui permet de respecter les recommandations énoncées par le FMI.

### *Réparations de biens*

A la différence de la transformation, la valeur enregistrée dans ce cas doit correspondre à celle des réparations et non à la valeur brute des biens avant et après réparation. Ce sont les données collectées par l'IBLC qui sont prises en compte pour évaluer l'encours de ce poste, en raison du fait que la statistique du commerce extérieur reprend ces transactions sur une base brute.

### *Achats de biens dans les ports par les transporteurs*

Cette rubrique recouvre les achats de biens (carburants, approvisionnements, provisions et fournitures) par les transporteurs. Par ailleurs, elle englobe les achats de gasoil routier sur le territoire national par des transporteurs professionnels non-résidents. Pour ce dernier point on peut retenir que les données fournies par l'Office commercial du ravitaillement constituent la base essentielle d'une estimation qui sert à compléter les données IBLC.

### *Or non monétaire*

Cette composante reprend la totalité des transactions internationales portant sur or non détenu comme avoir de réserve (or monétaire) par les autorités. L'or non monétaire est traité comme n'importe quel autre produit. Conformément au concept général, les transactions sur or sans mouvement physique au-delà des frontières nationales, doivent ainsi être prises en considération – du moment qu'il y a transfert de propriété.

## Transports

D'une façon générale cette rubrique couvre tous les services de transport (maritime, aérien, autre) fournis par les résidents d'une économie à ceux d'une autre économie. Il peut s'agir du transport de passagers, de l'acheminement de marchandises (fret) et des services auxiliaires et annexes qui s'y rapportent.

Les transactions qui ont trait aux frais de transport occasionnés par la mise sur orbite de satellites, sont reprises dans la sous-composante: transport de marchandises – autres modes de transport.

## Voyages

La rubrique des «voyages» recouvre les biens et services acquis par le voyageur (ou qui lui sont fournis sans contrepartie), à l'exclusion des transactions afférentes au transport international qui elles sont reprises sous la rubrique «transports».

Parmi les voyageurs figurent les touristes, c'est-à-dire les voyageurs qui passent au moins une nuit dans le pays visité et les voyageurs d'un jour (excursionnistes) – que les déplacements se fassent à titre professionnel

(réunions, missions, congrès) ou à titre personnel (loisirs, vacances, emplettes). Il importe de noter que les achats personnels de produits «accisables» (fuel<sup>2</sup>, tabac, spiritueux) par des non-résidents sur le territoire national (en ce compris les frontaliers), représentent une part importante des flux au crédit (recettes).

L'estimation des transactions en relation avec les services de «voyages» est liée à une multitude de paramètres «touristiques» (Sources: statistiques d'hébergement, enquêtes spécifiques (dont l'enquête trimestrielle «Tourismusvolumen und Reiseverhalten der Wohnbevölkerung des Großherzogtums Luxemburg»), sources administratives, ONT («Compendium»), Syndicats d'Initiative, ...).

#### Services de communication

Ces services comprennent tant les télécommunications que les services de poste et de courrier.

#### Services de bâtiment et travaux publics

Le FMI recommande d'enregistrer sous cette composante les transactions liées aux ouvrages exécutés dans le cadre de projets de construction et d'installation réalisés par les salariés d'une entreprise en dehors de son territoire économique.

#### Services d'assurance

Conformément à la méthodologie de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du FMI, seule une partie des primes perçues et versées est reprise en rubrique des services d'assurance, le reste des primes ainsi que les indemnités perçues et versées étant enregistré à la rubrique des transferts courants (assurances générales<sup>3</sup> et assurances du fret) respectivement au compte d'opérations financières (assurance-vie et réassurance).

- Assurances générales, assurances du fret et assurance-vie

Les services exportés sont égaux à la somme des commissions, frais généraux et résultats techniques se rapportant à des contrats d'assurances souscrites par des étrangers auprès de compagnies d'assurances luxembourgeoises, tel qu'il ressort des données individuelles (par société, branche et pays du cocontractant) recensées par le Commissariat aux assurances.

Les services importés sont déterminés en appliquant aux primes d'assurances payées à l'étranger un coefficient établi pour chaque branche d'assurances

directes (assurances générales, assurances du fret et assurance-vie). Ce coefficient est établi pour une période de moyen à long terme.

- Réassurances

Le montant des services exportés ou importés en matière de réassurances est déterminé en appliquant aux primes de réassurances encaissées de l'étranger respectivement versées à l'étranger le ratio «(Commissions + Frais généraux + Solde de l'activité) / Primes».

- Services auxiliaires

Sous ce libellé sont reprises les commissions des agents liées aux transactions d'assurances.

#### Services financiers

Les services financiers comprennent les services d'intermédiation financière entre résidents et non-résidents ainsi que les services auxiliaires y afférents.

Les transactions recensées via le système de collecte sont complétées par une estimation des services imputés aux détenteurs non-résidents de parts d'OPC luxembourgeois.

En effet, les frais et commissions (de gestion notamment) que les OPC luxembourgeois imputent à des détenteurs de parts non-résidents sont, en pratique, soustraites des revenus accumulés.

Ainsi, afin de tenir compte de cette situation, le montant estimé des frais et commissions imputables à des non-résidents est enregistré comme une recette sous la rubrique des «services financiers».

#### Services d'informatique et d'information

Les services d'informatique comprennent notamment le traitement informatique de données, la programmation de systèmes répondant aux besoins particuliers des clients, la maintenance des équipements informatiques etc.

Les services d'information englobent e.a. ceux fournis par les agences de presse et les abonnements directs aux journaux et périodiques.

#### Redevances et droits de licence

Sont reprises sous cette rubrique les transactions liées à l'utilisation légale de droits de propriété (brevets, licences, droits d'auteur).

Afin de suivre les recommandations d'Eurostat, les royalties et droits de licence relatifs à des films cinématographiques sont classés dans le poste «services personnels, culturels et relatifs aux loisirs».

<sup>2</sup> Comme précisé ailleurs les achats de gasoil routier sur le territoire national par les transporteurs professionnels non-résidents, figurent sous la rubrique des «biens».

<sup>3</sup> Les assurances générales englobent les assurances contre les dommages ou les accidents, les assurances médicales, responsabilité civile, incendie, l'assurance maritime et aérienne, etc.

### Autres services aux entreprises

La rubrique reprend e.a. les transactions suivantes:

- services liés au commerce (en ce compris le résultat laissé par les opérations de négoce international)
- frais de recherche et de développement
- services juridiques, comptables et d'audit, de conseil en gestion, en matières fiscales et en relations publiques
- frais de gestion et de fonctionnement de maisons-mère, de filiales et de succursales
- services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques
- publicité, études de marché et sondages d'opinion
- services liés à l'agriculture et à l'industrie minière
- frais de traitement des déchets et d'assainissement
- services de leasing opérationnel et services de location.

### Rémunération des salariés

La rémunération des salariés à enregistrer dans la balance des paiements comprend les salaires et traitements bruts ainsi que les cotisations sociales à la charge des employeurs. Comme en pratique les versements de salaires recensés par l'IBLC ne concernent que la rémunération nette il a été fait appel à des sources externes pour respecter la norme d'enregistrement. De surcroît, les données exogènes ont servi à ajuster les versements nets recensés par le système de collecte IBLC

- la rémunération des salariés résidents des institutions internationales est dégagée par voie d'enquête directe auprès des institutions implantées au Luxembourg.
- le nombre total des frontaliers luxembourgeois est évalué sur base des recensements de la population les plus récents; leur rémunération est estimée en multipliant le nombre de personnes par la rémunération moyenne des employés de l'économie luxembourgeoise de l'année respective.
- les indications sur la rémunération des agents locaux des ambassades étrangères au Luxembourg se basent sur les données figurant dans les statistiques de la Sécurité sociale.
- les données relatives à la rémunération des frontaliers non-résidents sont issues des statistiques mensuelles des institutions de la Sécurité sociale relatives à l'emploi salarié.
- le montant ayant trait à la rémunération des agents locaux des ambassades, consulats et représentations permanentes du Luxembourg à l'étranger est repris des comptes de l'Etat.

### Revenu des investissements

Les données obtenues par voie du système de collecte se sont avérées inappropriées et il a été décidé d'estimer les revenus des investissements à partir des encours recensés dans la position extérieure nette. Cette approche permet notamment d'évaluer les flux des revenus (en l'occurrence les intérêts) sur la base des droits et obligations constatés, comme le recommande le FMI<sup>4</sup>.

La méthode d'estimation des revenus retenue, consiste à appliquer des taux de rendements, calculés à partir des taux observés sur différents marchés financiers, aux encours d'avoirs et d'engagements extérieurs selon le schéma des composantes standard du FMI.

Par suite de l'application de cette méthode, les revenus capitalisés par des OPC pour le compte de non-résidents (qui ne donnent pas lieu à des paiements et qui de ce fait ne sont pas recensés par le système général) sont imputés aux ayants droit non-résidents et intégrés dans le résultat.

Par ailleurs, le montant du revenu des investissements tient compte des bénéfices réinvestis des investissements directs et des bénéfices non distribués des succursales sur base des résultats de l'enquête annuelle sur les investissements directs étrangers.

### Transferts courants<sup>5</sup>

Les transferts courants des *administrations publiques* comprennent essentiellement les contributions aux organisations internationales ainsi que les impôts et respectivement les cotisations et prestations sociales.

Outre les impôts ainsi que les cotisations et prestations sociales des fonctionnaires internationaux et des frontaliers luxembourgeois, les transferts courants des *autres secteurs* englobent les envois de fonds des migrants, à titre de soutien de famille, destinés à un parent ou à un proche. Pour les assurances non-vie les indemnités et une partie des primes perçues et versées sont enregistrées dans les transferts courants. (cf. plus haut: assurances).

En fonction des données reçues de sources externes:

- les cotisations à la sécurité sociale et les impôts concernant les frontaliers sont ajoutés aux données de base,
- le montant des prestations sociales (pensions, allocations, ...) issu du système de collecte est ajusté.

<sup>4</sup> Il y a en effet lieu de comptabiliser dans la balance les intérêts courus non échus qui se rapportent à la période statistique, alors que ces transactions ne donnent pas lieu à un enregistrement dans le système général de collecte visant à recenser les paiements extérieurs.

<sup>5</sup> Les transferts de capital (exemple: remise de dettes) ne sont pas repris dans la balance courante.

# 9. Aspects méthodologiques concernant l'investissement direct étranger (IDE)

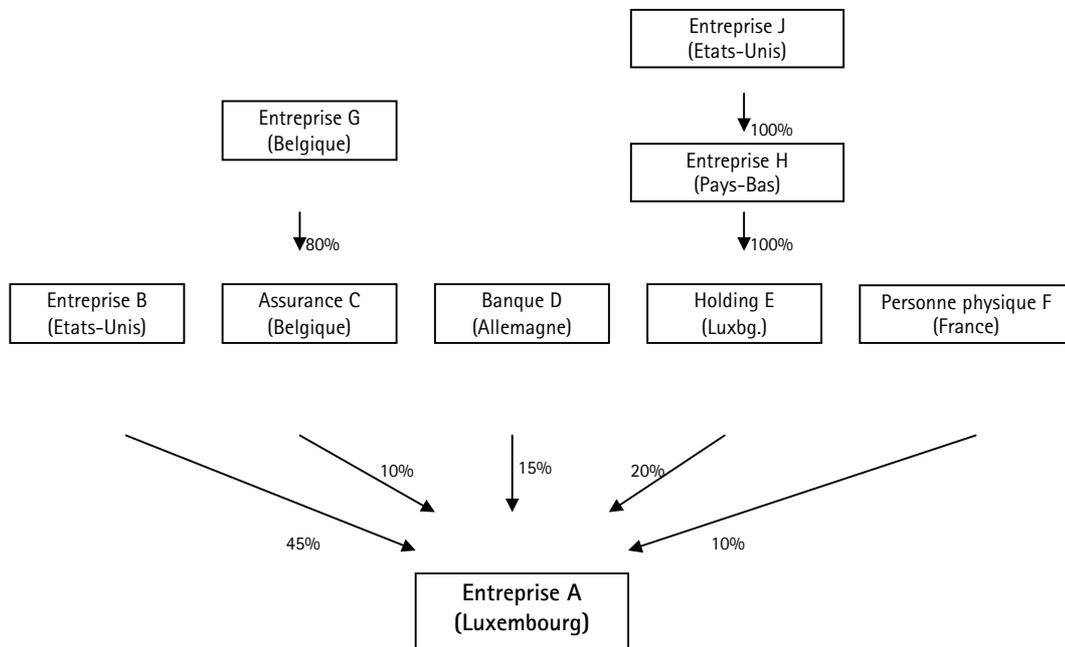
## 9.1 Définition générale de l'investissement direct étranger (IDE)

Le Fonds Monétaire International (FMI) définit l'investissement direct étranger (IDE) comme "les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que

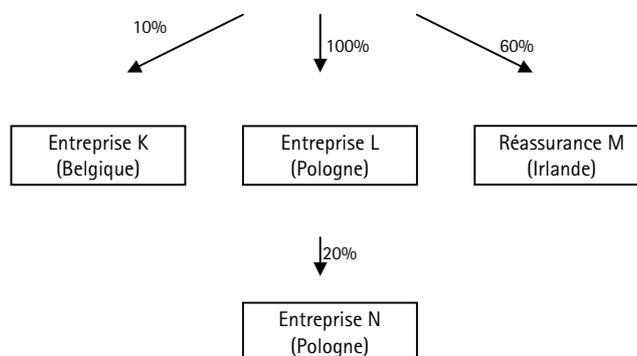
*l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte"*<sup>1/</sup>.

EXEMPLE:

IDE DE l'étranger



IDE A l'étranger



<sup>1/</sup> Fonds Monétaire International (1993) "Manuel de la Balance des Paiements"; paragraphe 359.

## 9.2 Définitions et explications de certaines notions de base

En référence aux définitions du FMI, de l'OCDE<sup>1/</sup> et de l'arrêté ministériel du 13 novembre 1998 portant publication aux règlements L4 et L5 de l'IBLC, les notions de base sont définies comme suit:

### *Relation d'investissement direct avec l'étranger*

Tout lien direct ou indirect - respectivement entre un résident et une entreprise établie sur le territoire étranger ou entre un non-résident et une entreprise établie sur le territoire national - qui permet à ce résident ou à ce non-résident (l'investisseur direct) d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (l'entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans ladite entreprise.

Il existe une présomption de relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient -directement ou indirectement- au moins 10% du capital. Le critère de détention de 10% du capital peut être remplacé, soit par le critère de détention de 10% des actions ordinaires ou des droits de vote, soit par la notion du droit d'ingérence dans les processus de décision et de gestion détenu par l'investisseur direct.

### *Investisseur direct*

Un investisseur direct est une entreprise publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, un groupe d'entreprises liées entre elles ayant ou non la personnalité morale, un gouvernement, une personne physique ou un groupe de personnes physiques liées entre elles, possédant une entreprise d'investissement direct qui opère dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs direct(s).

### *Entreprise d'investissement direct*

Entreprise dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote, dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée, ou l'équivalent s'il s'agit d'une succursale ou d'un siège d'exploitation.

### *Investissement direct*

L'investissement direct couvre l'ensemble des ressources (capitaux propres; dotations; prêts; mise à disposition de trésorerie, de crédits commerciaux ou de bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises avec lesquelles il est en relation d'investissement direct .  
L'investissement direct comprend en outre tout bien ou partie de bien mobilier qui est la propriété d'un résident

et qui est situé en territoire étranger, ainsi que tout bien ou partie de bien immobilier qui est la propriété d'un non-résident et qui est situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

### *Résident*

- toute personne morale de droit public national et tous ses services sur le territoire national;
- toute personne morale de droit privé national, pour les activités de son siège social, de ses filiales, sociétés affiliées et succursales établis sur le territoire national;
- toute personne morale de droit étranger, pour les activités de ses succursales établies sur le territoire national.

### *Non-résident*

Toute personne physique ou toute personne morale qui n'est pas considérée comme résident.

### *Filiale*

Entreprise dotée de la personnalité morale, dont l'investisseur direct

- possède plus de 50% des actions ordinaires ou des droits de vote ou
- a le droit de désigner ou de révoquer une majorité des membres du Conseil d'Administration de cette entreprise.

### *Société affiliée*

Entreprise dans laquelle l'investisseur direct possède entre 10% et 50% inclus des actions ordinaires ou des droits de vote ou détient un pouvoir de décision effectif dans la gestion de cette entreprise.

### *Succursale*

Entreprise n'ayant pas la personnalité morale selon le droit du pays d'accueil. Elle peut être un établissement stable ou un bureau, une société de personnes ou une entreprise commune.

### *Participation*

Détention d'une catégorie d'actions ou de droits de vote représentant 10% ou plus du capital social ou du fonds social de l'entreprise d'investissement direct.

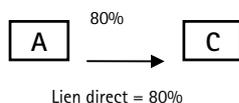
---

<sup>1/</sup> Organisation de Coopération et de Développement Economique (1995) "Définition de Référence de l'OCDE pour les Investissements Directs Internationaux".

**Lien direct / Lien indirect**

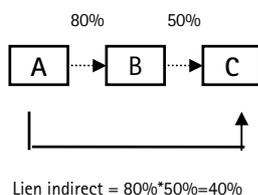
- On parle de **lien direct** lorsqu'un investisseur direct détient directement une entreprise d'investissement direct.

exemple:



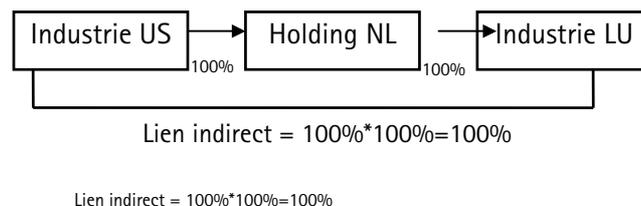
- On parle de **lien indirect** lorsqu'un investisseur direct détient une filiale ou une société affiliée, qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct. Le taux de participation indirecte se calcule par simple multiplication des taux directs respectifs:

exemple:



Dans l'analyse des données de l'enquête IDE, l'on s'est basé essentiellement sur le lien direct; le lien indirect n'a été pris en compte que dans des cas exceptionnels, notamment pour ne pas s'arrêter au niveau d'un holding et chaque fois que les détenteurs des holdings étaient identifiés.

Ainsi, un investissement direct en provenance des Etats-Unis et passant par une société holding -ou une société de participations financières- basée aux Pays-Bas, est enregistré sous forme de lien "direct" à 100%: US → LU, et non pas avec NL.



La prise en compte du lien indirect permet ainsi d'obtenir une ventilation géographique et sectorielle reflétant davantage la réalité économique.

**9.3 L'enquête – IDE****9.31 But de l'enquête**

L'enquête a pour but de collecter des informations sur les encours (stocks) et les flux d'investissements directs réalisés:

- dans le Grand-Duché de Luxembourg par des non-résidents (ID de l'étranger),
- en dehors du Grand-Duché de Luxembourg par des résidents (ID à l'étranger).

Ainsi, l'enquête sert à établir la position extérieure globale du Luxembourg (au niveau des investissements directs) ainsi que la statistique des flux d'investissements internationaux. Par ailleurs, l'enquête permet de compléter les données de la balance courante du Luxembourg et du compte du reste du monde en comptabilité nationale en fournissant des informations sur les revenus d'investissements (dividendes, bénéfices réinvestis, intérêts). Enfin, l'enquête IDE s'inscrit dans le cadre des obligations statistiques du Luxembourg envers les organismes internationaux dont il est membre, notamment le FMI, l'OCDE, Eurostat et la BCE.

Il est à noter que les enquêtés sont soumis à l'obligation de communiquer les informations requises au STATEC. Leurs réponses individuelles sont uniquement utilisées à

des fins statistiques et ne sont en aucun cas divulguées à l'extérieur des enceintes du Statec et de l'IBLC.

**9.32 Population recensée**

L'échantillon de l'enquête, mis à jour annuellement, regroupe trois branches d'activité. Pour l'enquête 2000, l'on a retenu 762 unités résidentes qui se sont réparties comme suit:

- les banques (186 unités résidentes),
- les compagnies d'assurances et de réassurances (283 unités résidentes),
- les autres branches d'activité (293 unités résidentes).

L'échantillon regroupe de manière quasiment exhaustive le secteur des banques et des assurances. Par contre, pour les entreprises des branches d'activité autres que banques et assurances, l'enquête couvre sans doute que les principales entreprises du point de vue des capitaux propres (respectivement actif net) et ce pour chaque branche d'activité (industrie, construction, transport...). Les sociétés holdings et les sociétés de participations financières n'ont pas été incluses dans l'échantillon.

Une entreprise résidente, incluse dans l'échantillon, est sujette à l'enquête:

- si sa maison-mère est établie à l'étranger ou si un ou plusieurs actionnaires étrangers détiennent directement ou indirectement au moins 10% de ses actions ordinaires ou de ses droits de vote (ID de l'étranger → questionnaire no 2).
- si elle détient directement ou indirectement une ou plusieurs filiales, sociétés affiliées ou succursales à l'étranger (ID à l'étranger → questionnaire no 3).

### 9.33 Les questionnaires

Pour les enquêtes 1995 à 2001, les questionnaires, leurs notices explicatives et leurs exemples, ont été conjointement conçus par l'IBLC et par le STATEC. L'enquête IDE regroupe quatre questionnaires, dont les variables sont requises par les organismes internationaux.

L'enquête est expédiée annuellement aux enquêtés résidents qui renvoient au Statec leurs questionnaires dûment complétés et signés et ce avant le 30 juin de l'année qui suit l'année de référence. L'enquête se compose d'un jeu de quatre questionnaires, qui peuvent

être consultés sur le site internet du Statec: [www.statec.lu](http://www.statec.lu) (informations pour les déclarants, balance des paiements, IDE).

Questionnaire 1: Structure de l'actionnariat et structure des participations de l'entité résidente. Cette structure est, de préférence, à fournir sous forme d'organigramme.

Questionnaire 2: Données relatives aux relations existant entre l'entité résidente et sa maison-mère ou ses actionnaires non résidents (Investissements directs de l'étranger).

Questionnaire 3: Données relatives aux relations existant entre l'entité résidente et ses filiales, sociétés affiliées ou succursales établies à l'étranger (Investissements directs à l'étranger).

Questionnaire 4: Ce questionnaire est désigné aux entités ne tombant pas sous les critères de l'enquête (c.-à-d. n'ayant aucun lien direct ou indirect avec l'étranger, supérieur ou égal à 10%).

# 10. Bibliographie

- ARTHUR Andersen (1993) *Luxembourg Situations et Défis, Visions pour demain*, Luxembourg, Editions Promoculture
- ALS Georges (1991) "Histoire quantitative du Luxembourg 1839-1990", Cahiers économiques du STATEC, no 79, Luxembourg
- BALDWIN Richard E, MARTIN Philippe (1999) "Two Waves of globalisation: superficial similarities, fundamental differences" NBER Working Paper Series 6904, Cambridge
- BAULER ANDRÉ (2000) *Les fruits de la souveraineté nationale*, Caisse Centrale Raiffeisen, Luxembourg
- DE GRAUWE Paul (2002) « Globalisation et sécurité sociale » in *Reflets et perspectives* Tome XLI, 2002/2 pp 63-69
- EUROSTAT (2003) "Les entreprises sous contrôle étranger" par Michaela Schneider in *Statistiques en bref*, Thème 4-3/2003, 8 pages, Luxembourg
- FEENSTRA Robert C. (1998) "Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy" *Journal of Economic Perspectives* (Fall), pp. 31-50
- Fondation Alphonse WEICKER (1997) "Europe 2012. Globalisation et cohésion sociale: les scénarios luxembourgeois" (étude réalisée par Albert Bressand, Bruce Scott, Manuel Baldauff, Léon Helbach, Gérard Hoffmann, Thierry Wolter), Paris, Economica
- Fonds Monétaire International (FMI) (1993) *Manuel de la balance des paiements*, cinquième édition, Washington
- GILDAS Simon (2002) « Les migrations internationales » *Population Et Sociétés*, Numéro 382, Septembre 2002
- HEMMER Carlo (1948) "L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. 1ère partie: Les conditions naturelles et sociales". *La production primaire*, Luxembourg
- HEMMER Carlo (1953) "L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. 2e partie: La production secondaire: L'industrie sidérurgique", Luxembourg
- KIRSCH Raymond (1971) "La croissance de l'économie luxembourgeoise" *Statec, Cahier économique* no 48 – 1971 XIV (250p)
- LIPSEY, Robert E. (1998) « Internationalized Production in Developed and developing countries and in Industry sectors » NBER Working Paper N°6405 February
- LIPSEY, Robert E (2001) « Foreign Production by U.S. Firms and Parent Firm Employment » in Robert E. Lipsey and Jean Louis Mucchielli, Editions, *Multinational Firms and Impacts on Employment, Trade and Technology: New perspectives for a New Century*, London Routledge
- MARTIN Philip and Jonas WIDGREN (2002) « International Migration: Facing the Challenge » *Population Bulletin* Vol. 57, No 1 (March)
- MICHALET Charles-Albert (1999) *La séduction des nations ou comment attirer les investissements*, Paris, Economica
- MUCCHIELLI Jean-Louis (1998) *Multinationales et mondialisation*, Editions du Seuil (Points économie), Paris
- OECD (1996) *Benchmark Definition of Foreign Direct Investment*, Third edition, Paris
- OHMAE, Kenichi (1995) *De l'Etat-nation aux Etats-régions* Dunod, Paris
- Cahier n° 94

- PIERETTI Patrice et REINESCH Gaston (1994) "La croissance d'une très petite économie ouverte est-elle import-driven?" in Centre Universitaire du Luxembourg – *Cahiers d'économie* Fascicule IX pp.99-113
- PORTER Michael (1999) *La concurrence selon Porter*, Editions Village Mondial, Paris
- POULAIN Michel, Anne HERM (2002) « Les flux migratoires internationaux en Europe » *Futuribles*, pp 5-28, numéro 279, octobre.
- REINESCH Gaston (1985) "Fonctionnement d'une micro-économie", in *"Théories économiques des petits espaces économiques"*, Institut Universitaire internationale Luxembourg, Luxembourg
- REINESCH Gaston (1989) "La très petite dimension constitue-t-elle un désavantage économique?" Centre universitaire du Luxembourg, *Cahiers d'économie* Fascicule V, Luxembourg
- RODRIK Dany (1998) *"The Debate over Globalization:how to move forward by looking backward"*, A paper prepared for a conference on the Future of the World Trading System, IIE, Washington DC, April 15 (<http://www.ksg.harvard.edu/rodrrik/papers.html>)
- SCHULLER Guy (1999) "Une économie ouverte" pp 78-111, in Gilbert Trausch *"Le Luxembourg au tournant du siècle et du millénaire"* Éditions Schortgen Luxembourg
- SCHULLER Guy (2000) "Des origines et des conséquences de la globalisation", in *Forum* no 200, pp 14-19
- SCHULLER Guy (2000) "L'économie de très petit espace face à la globalisation", *Institut Grand-Ducal, Actes de la Section des sciences morales et politiques*, pp 117-205
- SIMON Gildas 2002 "Les migrations internationales" in *Population Et sociétés* (septembre)
- UNITED NATIONS (2001) "Measures of the Transnationalization of Economic Activity", UNCTAD/ITE/IIA/1, New York
- UNITED NATIONS (2000, 2001a, 2001) *World Investment Report*, Geneva
- VON KUNITZKI Norbert (1991) "Le Luxembourg, pays de Cocagne?" *Fédérations des Jeunes Dirigeants d'entreprises du Luxembourg*
- WICKHAM Sylvain (2000) "Sur la compétition entre territoires: implications européennes" in *Economie appliquée*, tome L III, no 4, pp 191-197
- WOLF MARTIN (2002) « Location, location, location, equals the wealth of nations » in *Financial Times*, 25 september 2002 p15
- YEATS A. (1999) "Just how big is global production sharing" *Working Paper*, Banque Mondiale

# Partie V. Tableaux statistiques

## 1. Soldes partiels de la balance courante 1960–2001

Période	Solde courant	Biens	Services	Rémunération des salariés	Revenu des investissements	Transferts courants
en millions d'EUR						
1960	79	67	17	-2	2	-5
1961	42	25	20	-2	5	-5
1962	7	-17	22	-2	7	-2
1963	0	-25	22	-2	7	-2
1964	0	-22	25	-2	5	-5
1965	17	-15	35	-5	10	-7
1966	47	-5	37	-5	22	-2
1967	117	55	35	-2	37	-7
1968	146	79	37	-5	45	-10
1969	211	141	45	-2	40	-12
1970	191	119	55	-10	40	-12
1971	74	-20	67	-15	55	-12
1972	121	12	77	-20	64	-12
1973	285	129	109	-22	82	-12
1974	583	342	144	-35	146	-15
1975	258	-79	166	-27	216	-17
1976	402	-89	223	-22	310	-20
1977	392	-169	260	-22	352	-30
1978	367	-253	280	-15	369	-15
1979	513	-213	325	-5	441	-35
1980	451	-421	402	-15	535	-50
1981	429	-548	449	-7	597	-62
1982	597	-538	476	10	724	-74
1983	692	-595	605	2	773	-94
1984	858	-565	649	5	880	-112
1985	1 133	-446	714	-10	987	-112
1986	1 100	-523	766	-17	1 014	-139
1987	819	-783	736	-47	1 073	-160
1988	1 102	-719	687	-74	1 403	-194
1989	1 575	-771	944	-169	1 701	-131
1990	1 453	-1 049	801	-325	2 172	-146
1991	1 250	-1 537	935	-481	2 553	-220
1992	1 550	-1 373	1 071	-635	2 722	-235
1993	1 506	-1 562	1 130	-778	2 938	-222
1994	1 688	-1 455	1 143	-930	3 228	-298
1995	1 835	-1 238	2 340	-1 086	2 242	-422
1996	1 772	-1 479	2 717	-1 220	2 181	-427
1997	1 707	-1 806	3 541	-1 394	1 818	-452
1998	1 598	-2 074	3 822	-1 616	1 849	-383
1999	1 663	-2 428	5 073	-1 921	1 468	-530
2000	2 909	-2 569	7 388	-2 329	918	-500
2001	1 976	-2 763	7 186	-2 863	1 026	-609

## 2. Balance courante du Luxembourg 1985-2001

Période	COMPTE COURANT			Biens			Services			Rémunération des salariés			Revenu des investissements			Transferts courants		
	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net
	en millions d'EUR																	
1985	19 756	18 624	1 133	4 182	4 628	-446	1 346	632	714	327	337	-10	13 763	12 776	987	138	250	-112
1986	18 505	17 405	1 100	4 140	4 663	-523	1 438	672	766	364	382	-17	12 415	11 401	1 014	149	288	-139
1987	18 689	17 869	819	4 065	4 849	-783	1 487	751	736	392	439	-47	12 593	11 520	1 073	151	311	-160
1988	20 992	19 889	1 102	4 636	5 355	-719	1 544	858	687	431	506	-74	14 214	12 811	1 403	166	360	-194
1989	28 792	27 217	1 575	5 295	6 066	-771	1 792	848	944	461	630	-169	21 006	19 306	1 701	237	367	-131
1990	34 744	33 291	1 453	5 243	6 292	-1 049	1 968	1 168	801	449	773	-325	26 827	24 655	2 172	257	403	-146
1991	36 642	35 392	1 250	5 330	6 867	-1 537	2 310	1 376	935	459	940	-481	28 267	25 714	2 553	276	496	-220
1992	38 950	37 400	1 550	5 178	6 552	-1 373	2 444	1 373	1 071	478	1 113	-635	30 523	27 801	2 722	326	561	-235
1993	38 721	37 215	1 506	4 988	6 549	-1 562	2 764	1 634	1 130	496	1 274	-778	30 082	27 144	2 938	392	613	-222
1994	36 451	34 763	1 688	5 369	6 825	-1 455	3 017	1 874	1 143	513	1 443	-930	27 112	23 885	3 228	439	737	-298
1995	51 055	49 220	1 835	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	532	1 618	-1 086	35 121	32 879	2 242	1 309	1 731	-422
1996	48 042	46 270	1 772	6 096	7 575	-1 479	9 233	6 515	2 717	549	1 769	-1 220	30 488	28 307	2 181	1 677	2 104	-427
1997	53 938	52 231	1 707	6 865	8 672	-1 806	11 257	7 716	3 541	574	1 968	-1 394	33 483	31 665	1 818	1 759	2 211	-452
1998	64 475	62 877	1 598	7 697	9 770	-2 074	12 742	8 920	3 822	589	2 205	-1 616	41 489	39 640	1 849	1 958	2 341	-383
1999	71 002	69 340	1 663	8 046	10 474	-2 428	15 853	10 780	5 073	611	2 532	-1 921	44 348	42 880	1 468	2 143	2 673	-530
2000	88 827	85 918	2 909	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	627	2 956	-2 329	54 127	53 208	918	2 974	3 474	-500
2001	93 439	91 463	1 976	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	644	3 507	-2 863	57 760	56 734	1 026	2 881	3 490	-609

## 3. Balance courante et de capital

### 3.1. Balance courante et de capital: crédit

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Compte des transactions courantes	51 055	48 042	53 938	64 475	71 002	88 827	93 439
Biens et Services	14 094	15 328	18 122	20 439	23 900	31 100	32 154
Biens	6 264	6 096	6 865	7 697	8 046	9 387	10 087
Services	7 830	9 233	11 257	12 742	15 853	21 712	22 067
Transports	535	577	821	892	1 076	1 444	1 528
Voyages	1 316	1 345	1 548	1 573	1 708	1 956	2 138
Communication	263	383	442	468	579	734	823
Construction	15	26	52	26	34	35	50
Services d'assurance	448	536	640	665	840	1 029	1 038
Services financiers	3 845	4 677	5 947	7 004	9 454	13 966	13 772
Informatique et information	89	112	125	126	155	188	191
Redevances, droits de licence	30	45	69	88	115	146	169
Autres services aux entreprises	1 015	1 158	1 222	1 382	1 361	1 579	1 755
Services personnels, culturels	65	138	169	301	320	405	369
Services des adm. publiques nca	210	235	222	218	210	230	235
Revenus	35 652	31 037	34 057	42 078	44 960	54 754	58 404
Rémunération des salariés	532	549	574	589	611	627	644
Revenu des investissements	35 121	30 488	33 483	41 489	44 348	54 127	57 760
Transferts courants	1 309	1 677	1 759	1 958	2 143	2 974	2 881
Administrations publiques	558	642	687	719	830	952	1 071
Autres secteurs	751	1 035	1 072	1 240	1 312	2 021	1 810
Compte de capital	221	109	63	90	96	46	50

**3.2. Balance courante et de capital: débit**

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Compte des transactions courantes	49 220	46 270	52 231	62 877	69 340	85 918	91 463
Biens et Services	12 993	14 090	16 387	18 690	21 255	26 280	27 732
Biens	7 502	7 575	8 672	9 770	10 474	11 956	12 850
Services	5 491	6 515	7 716	8 920	10 780	14 324	14 881
Transports	484	555	684	669	770	905	1 026
Voyages	868	913	996	1 202	1 242	1 427	1 637
Communication	50	38	31	40	68	150	178
Construction	69	123	117	106	109	122	115
Services d'assurance	346	446	468	504	612	745	720
Services financiers	2 331	2 893	3 698	4 469	5 875	8 259	8 198
Informatique et information	53	70	97	136	171	303	314
Redevances, droits de licence	37	46	88	89	100	133	217
Autres services aux entreprises	936	1 100	1 187	1 272	1 308	1 720	1 947
Services personnels, culturels	308	316	325	415	478	520	485
Services des adm. publiques nca	10	16	25	18	47	40	45
Revenus	34 497	30 076	33 633	41 846	45 412	56 165	60 241
Rémunération des salariés	1 618	1 769	1 968	2 205	2 532	2 956	3 507
Revenu des investissements	32 879	28 307	31 665	39 640	42 880	53 208	56 734
Transferts courants	1 731	2 104	2 211	2 341	2 673	3 474	3 490
Administrations publiques	596	628	708	833	948	978	1 188
Autres secteurs	1 135	1 476	1 503	1 508	1 724	2 496	2 302
Compte de capital	89	128	90	160	177	121	139

**3.3. Balance courante et de capital: net**

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Compte des transactions courantes	1 835	1 772	1 707	1 598	1 663	2 909	1 976
Biens et Services	1 101	1 238	1 735	1 749	2 645	4 819	4 423
Biens	-1 238	-1 479	-1 806	-2 074	-2 428	-2 569	-2 763
Services	2 340	2 717	3 541	3 822	5 073	7 388	7 186
Transports	51	22	137	223	306	539	502
Voyages	447	432	552	370	466	529	500
Communication	213	345	411	428	511	583	645
Construction	-54	-96	-64	-80	-75	-87	-64
Services d'assurance	102	90	172	161	228	284	318
Services financiers	1 514	1 785	2 249	2 535	3 579	5 707	5 574
Informatique et information	36	42	29	-10	-16	-115	-123
Redevances, droits de licence	-7	-1	-20	-1	15	13	-48
Autres services aux entreprises	79	58	35	110	53	-141	-192
Services personnels, culturels	-243	-178	-156	-114	-158	-115	-116
Services des adm. publiques nca	200	219	197	199	164	190	190
Revenus	1 156	961	424	232	-453	-1 411	-1 838
Rémunération des salariés	-1 086	-1 220	-1 394	-1 616	-1 921	-2 329	-2 863
Revenu des investissements	2 242	2 181	1 818	1 849	1 468	918	1 026
Transferts courants	-422	-427	-452	-383	-530	-500	-609
Administrations publiques	-38	14	-21	-114	-118	-25	-117
Autres secteurs	-384	-441	-431	-269	-412	-475	-492
Compte de capital	131	-19	-27	-69	-80	-74	-88

## 4. Balance courante: principales composantes

## Montants

Spécification	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	51 055	49 220	48 042	46 270	53 938	52 231	64 475	62 877	71 002	69 340	88 827	85 918	93 439	91 463
Biens et Services	14 094	12 993	15 328	14 090	18 122	16 387	20 439	18 690	23 900	21 255	31 100	26 280	32 154	27 732
Biens	6 264	7 502	6 096	7 575	6 865	8 672	7 697	9 770	8 046	10 474	9 387	11 956	10 087	12 850
Services	7 830	5 491	9 233	6 515	11 257	7 716	12 742	8 920	15 853	10 780	21 712	14 324	22 067	14 881
Revenus	35 652	34 497	31 037	30 076	34 057	33 633	42 078	41 846	44 960	45 412	54 754	56 165	58 404	60 241
Rémunération des salariés	532	1 618	549	1 769	574	1 968	589	2 205	611	2 532	627	2 956	644	3 507
Revenu des investissements	35 121	32 879	30 488	28 307	33 483	31 665	41 489	39 640	44 348	42 880	54 127	53 208	57 760	56 734
Transferts courants	1 309	1 731	1 677	2 104	1 759	2 211	1 958	2 341	2 143	2 673	2 974	3 474	2 881	3 490

## Parts relatives en %

Spécification	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Crédit	Débit												
Compte des transactions courantes	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Biens et Services	28	26	32	30	34	31	32	30	34	31	35	31	34	30
Biens	12	15	13	16	13	17	12	16	11	15	11	14	11	14
Services	15	11	19	14	21	15	20	14	22	16	24	17	24	16
Revenus	70	70	65	65	63	64	65	67	63	65	62	65	63	66
Rémunération des salariés	1	3	1	4	1	4	1	4	1	4	1	3	1	4
Revenu des investissements	69	67	63	61	62	61	64	63	62	62	61	62	62	62
Transferts courants	3	4	3	5	3	4	3	4	3	4	3	4	3	4

## 5. Échanges internationaux de services

## Montants

Spécification	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit
	en millions d'EUR													
Services	7 830	5 491	9 233	6 515	11 257	7 716	12 742	8 920	15 853	10 780	21 712	14 324	22 067	14 881
Transports	535	484	577	555	821	684	892	669	1 076	770	1 444	905	1 528	1 026
Voyages	1 316	868	1 345	913	1 548	996	1 573	1 202	1 708	1 242	1 956	1 427	2 138	1 637
Communication	263	50	383	38	442	31	468	40	579	68	734	150	823	178
Construction	15	69	26	123	52	117	26	106	34	109	35	122	50	115
Services d'assurance	448	346	536	446	640	468	665	504	840	612	1 029	745	1 038	720
Services financiers	3 845	2 331	4 677	2 893	5 947	3 698	7 004	4 469	9 454	5 875	13 966	8 259	13 772	8 198
Informatique et information	89	53	112	70	125	97	126	136	155	171	188	303	191	314
Redevances, droits de licence	30	37	45	46	69	88	88	89	115	100	146	133	169	217
Autres services aux entreprises	1 015	936	1 158	1 100	1 222	1 187	1 382	1 272	1 361	1 308	1 579	1 720	1 755	1 947
Services personnels, culturels	65	308	138	316	169	325	301	415	320	478	405	520	369	485
Services des adm. publiques nca	210	10	235	16	222	25	218	18	210	47	230	40	235	45

## Parts relatives en %

Spécification	1995		1996		1997		1998		1999		2000		2001	
	Crédit	Débit												
Services	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Transports	7	9	6	9	7	9	7	8	7	7	7	6	7	7
Voyages	17	16	15	14	14	13	12	13	11	12	9	10	10	11
Communication	3	1	4	1	4	0	4	0	4	1	3	1	4	1
Construction	0	1	0	2	0	2	0	1	0	1	0	1	0	1
Services d'assurance	6	6	6	7	6	6	5	6	5	6	5	5	5	5
Services financiers	49	42	51	44	53	48	55	50	60	54	64	58	62	55
Informatique et information	1	1	1	1	1	1	1	2	1	2	1	2	1	2
Redevances, droits de licence	0	1	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Autres services aux entreprises	13	17	13	17	11	15	11	14	9	12	7	12	8	13
Services personnels, culturels	1	6	1	5	2	4	2	5	2	4	2	4	2	3
Services des adm. publiques nca	3	0	3	0	2	0	2	0	1	0	1	0	1	0

## 6. Balance courante trimestrielle

## 6.1. Balance courante trimestrielle: crédit

Spécification	1995				1996				1997				1998	
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	13 235	12 833	12 088	12 899	12 705	12 233	11 530	11 574	12 984	13 367	13 418	14 170	16 112	16 242
Biens et Services	3 619	3 530	3 427	3 519	3 896	3 753	3 683	3 997	4 243	4 434	4 600	4 845	5 085	5 015
Biens	1 619	1 620	1 506	1 518	1 576	1 535	1 419	1 566	1 591	1 752	1 687	1 835	1 975	1 986
Services	2 000	1 909	1 921	2 000	2 319	2 218	2 264	2 431	2 652	2 682	2 913	3 010	3 109	3 030
Transports	133	134	132	136	144	132	135	166	188	192	215	226	202	225
Voyages	298	320	371	326	290	325	383	347	327	381	460	381	355	398
Communication	89	54	58	62	118	72	106	89	148	100	86	109	161	102
Construction	4	3	5	3	5	4	5	12	11	10	15	17	11	4
Services d'assurance	147	116	91	94	185	122	99	130	150	187	139	163	172	165
Services financiers	1 012	912	918	1 003	1 174	1 131	1 121	1 251	1 459	1 356	1 547	1 584	1 760	1 674
Informatique et information	22	21	23	23	29	26	29	28	19	45	30	31	24	29
Redevances, droits de licence	7	9	7	7	9	10	12	14	14	13	18	23	19	18
Autres services aux entreprises	218	275	251	271	290	292	283	293	243	304	306	369	308	296
Services personnels, culturels	19	16	13	17	17	45	33	43	35	42	41	51	47	72
Services des adm. publiques nca	51	50	52	58	59	58	59	59	58	53	56	56	51	46
Revenus	9 273	8 975	8 378	9 027	8 320	8 092	7 469	7 156	8 361	8 453	8 405	8 839	10 592	10 708
Rémunération des salariés	131	133	133	134	135	137	137	139	141	144	144	146	145	147
Revenu des investissements	9 141	8 842	8 245	8 892	8 185	7 955	7 332	7 017	8 219	8 309	8 262	8 693	10 447	10 561
Transferts courants	344	328	284	353	489	389	378	421	380	480	412	486	436	519
Administrations publiques	136	137	136	149	156	161	158	167	157	159	176	194	164	171
Autres secteurs	207	191	148	204	333	228	220	254	223	321	236	292	272	348

## 6.1. Balance courante trimestrielle: crédit

Spécification	1998		1999				2000				2001			
	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	15 704	16 417	17 300	17 170	17 140	19 391	21 254	21 206	22 602	23 765	24 330	23 725	22 514	22 869
Biens et Services	5 020	5 319	5 547	5 782	6 000	6 571	7 793	7 583	7 705	8 018	8 382	8 239	7 675	7 858
Biens	1 828	1 907	1 818	2 047	2 028	2 154	2 258	2 355	2 225	2 549	2 655	2 631	2 430	2 372
Services	3 191	3 412	3 729	3 735	3 972	4 418	5 535	5 229	5 480	5 469	5 728	5 609	5 246	5 485
Transports	216	249	254	222	294	307	359	340	357	388	390	390	364	383
Voyages	465	354	396	415	502	396	460	477	571	448	514	532	607	483
Communication	100	105	196	124	122	137	244	163	180	146	228	270	123	201
Construction	6	6	4	8	9	13	10	5	5	15	8	9	19	15
Services d'assurance	149	178	215	193	201	231	291	294	220	224	303	283	216	235
Services financiers	1 739	1 831	2 182	2 217	2 357	2 698	3 494	3 354	3 550	3 568	3 615	3 506	3 242	3 409
Informatique et information	35	39	36	33	42	44	32	51	48	56	40	48	51	51
Redevances, droits de licence	20	30	20	20	23	52	35	30	33	49	42	37	22	68
Autres services aux entreprises	358	420	319	330	295	418	435	360	378	407	446	366	475	468
Services personnels, culturels	52	130	55	119	76	70	121	99	84	101	82	113	75	100
Services des adm. publiques nca	51	70	52	54	53	52	53	56	53	67	61	53	51	70
Revenus	10 246	10 533	11 244	10 896	10 618	12 202	12 712	12 792	14 207	15 043	15 302	14 752	14 129	14 221
Rémunération des salariés	148	149	149	151	154	156	153	155	158	160	158	159	163	164
Revenu des investissements	10 099	10 383	11 095	10 745	10 463	12 045	12 558	12 637	14 049	14 883	15 144	14 593	13 966	14 057
Transferts courants	438	565	510	492	522	618	749	831	690	703	645	734	710	791
Administrations publiques	183	201	199	202	198	231	214	232	236	270	244	260	250	317
Autres secteurs	256	364	311	290	324	387	535	599	455	433	401	473	460	475

## 6.2. Balance courante trimestrielle: débit

Spécification	1995				1996				1997				1998	
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	12 755	12 223	11 648	12 594	12 145	11 890	10 837	11 399	12 591	12 920	12 891	13 830	15 494	15 661
Biens et Services	3 213	3 212	3 265	3 303	3 463	3 514	3 358	3 756	3 699	3 862	4 244	4 582	4 518	4 524
Biens	1 916	1 914	1 842	1 830	1 949	1 971	1 717	1 938	1 976	2 071	2 180	2 445	2 382	2 425
Services	1 297	1 298	1 422	1 473	1 514	1 543	1 641	1 818	1 723	1 791	2 063	2 138	2 136	2 099
Transports	103	129	118	135	118	143	137	157	164	156	177	187	159	157
Voyages	161	186	346	176	170	196	361	186	184	213	396	203	262	254
Communication	10	8	22	10	12	5	10	11	8	7	10	7	5	7
Construction	21	14	15	18	17	47	29	30	34	22	21	40	23	21
Services d'assurance	110	81	79	76	153	96	88	109	110	126	103	128	122	117
Services financiers	555	552	545	680	644	667	673	909	809	876	926	1 087	1 086	1 065
Informatique et information	13	11	11	18	17	15	18	20	21	23	26	28	33	30
Redevances, droits de licence	9	12	7	8	9	11	12	13	15	25	31	17	19	28
Autres services aux entreprises	223	222	203	288	286	273	235	306	282	269	295	341	295	319
Services personnels, culturels	88	81	74	65	84	84	75	73	91	71	74	89	128	93
Services des adm. publiques nca	4	2	2	2	4	5	2	4	6	5	5	10	4	7
Revenus	9 046	8 620	7 932	8 899	8 114	7 822	6 988	7 152	8 329	8 529	8 096	8 680	10 444	10 567
Rémunération des salariés	368	402	394	454	405	439	428	496	451	487	478	553	501	544
Revenu des investissements	8 679	8 218	7 537	8 445	7 709	7 383	6 559	6 656	7 878	8 043	7 618	8 126	9 943	10 023
Transferts courants	495	392	452	392	568	554	491	491	563	528	552	568	531	571
Administrations publiques	148	157	144	147	172	171	134	152	182	164	172	190	199	224
Autres secteurs	348	235	307	245	397	383	357	339	381	364	380	377	332	346

## 6.2. Balance courante trimestrielle: débit

Spécification	1998		1999				2000				2001			
	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	15 316	16 406	16 922	16 821	16 387	19 209	20 196	20 321	21 653	23 748	23 227	23 611	22 156	22 468
Biens et Services	4 700	4 948	4 751	5 226	5 331	5 946	6 379	6 284	6 531	7 087	6 582	7 280	6 956	6 914
Biens	2 382	2 581	2 417	2 632	2 498	2 927	2 852	2 888	2 871	3 345	3 047	3 420	3 181	3 202
Services	2 318	2 367	2 335	2 594	2 833	3 019	3 527	3 396	3 659	3 742	3 535	3 860	3 775	3 712
Transports	175	178	152	196	205	217	221	200	237	247	247	287	251	240
Voyages	494	192	201	258	499	285	249	317	541	320	346	395	614	283
Communication	13	15	14	19	17	18	32	23	58	36	38	46	36	58
Construction	23	39	16	17	40	37	36	18	36	31	22	35	24	34
Services d'assurance	131	134	165	150	134	164	206	229	149	161	213	196	153	157
Services financiers	1 058	1 259	1 263	1 406	1 451	1 754	2 134	1 971	2 020	2 134	1 958	2 173	1 998	2 069
Informatique et information	33	41	43	42	43	43	37	75	77	113	73	82	84	74
Redevances, droits de licence	22	20	25	23	22	30	30	24	39	40	64	46	37	69
Autres services aux entreprises	302	355	335	315	322	337	412	419	377	513	423	454	483	588
Services personnels, culturels	62	131	111	153	84	130	155	111	117	137	135	129	89	132
Services des adm. publiques nca	4	3	10	16	14	6	15	7	7	11	16	16	6	7
Revenus	10 001	10 834	11 379	10 947	10 525	12 562	12 929	13 143	14 311	15 782	15 708	15 429	14 426	14 677
Rémunération des salariés	537	623	572	622	613	725	671	720	721	844	797	867	847	996
Revenu des investissements	9 463	10 211	10 807	10 325	9 912	11 837	12 258	12 422	13 589	14 938	14 911	14 563	13 579	13 681
Transferts courants	616	623	792	649	531	701	888	894	812	879	937	902	774	877
Administrations publiques	199	211	235	239	189	285	231	244	251	252	318	274	305	291
Autres secteurs	417	413	556	409	342	416	658	650	561	627	619	628	469	586

## 6.3. Balance courante trimestrielle: net

Spécification	1995				1996				1997				1998	
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	480	609	440	305	559	344	693	176	393	448	527	340	619	581
Biens et Services	406	318	162	216	433	239	325	242	544	572	356	263	567	491
Biens	-297	-293	-336	-311	-373	-436	-298	-372	-385	-319	-493	-609	-407	-440
Services	703	611	498	527	805	675	623	614	929	891	850	872	973	931
Transports	30	6	14	1	26	-12	-2	9	24	36	38	38	43	68
Voyages	138	134	25	151	120	129	22	161	143	168	63	178	94	143
Communication	79	46	36	52	105	67	95	77	140	93	76	102	156	96
Construction	-17	-12	-11	-14	-12	-43	-25	-17	-23	-12	-6	-23	-12	-17
Services d'assurance	36	35	12	19	32	26	11	21	40	61	36	35	50	49
Services financiers	458	360	373	323	530	464	448	342	650	480	621	498	674	609
Informatique et information	9	10	12	5	12	11	11	9	-2	22	5	4	-10	-1
Redevances, droits de licence	-2	-3	-1	-1	0	-1	0	1	-1	-11	-13	6	0	-10
Autres services aux entreprises	-5	53	48	-17	4	18	48	-13	-38	35	11	28	13	-24
Services personnels, culturels	-69	-65	-61	-48	-66	-38	-42	-31	-56	-30	-33	-38	-81	-22
Services des adm. publiques nca	47	47	49	56	55	53	56	55	52	48	51	45	47	39
Revenus	226	356	446	128	205	270	481	4	32	-77	309	159	147	141
Rémunération des salariés	-236	-269	-262	-320	-270	-302	-291	-357	-309	-343	-334	-407	-356	-397
Revenu des investissements	462	624	707	448	476	572	773	361	341	266	644	566	503	538
Transferts courants	-151	-64	-167	-39	-79	-165	-113	-70	-183	-48	-139	-82	-95	-51
Administrations publiques	-11	-20	-9	2	-15	-10	24	15	-24	-5	5	3	-35	-53
Autres secteurs	-140	-44	-159	-41	-64	-155	-137	-86	-159	-43	-144	-85	-60	2

## 6.3. Balance courante trimestrielle: net

Spécification	1998		1999				2000				2001			
	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
	en millions d'EUR													
Compte des transactions courantes	387	11	379	349	753	182	1 058	885	949	17	1 103	114	358	401
Biens et Services	320	371	796	556	669	625	1 414	1 299	1 174	932	1 800	960	719	944
Biens	-554	-674	-599	-585	-470	-774	-594	-533	-646	-796	-393	-789	-751	-830
Services	873	1 045	1 394	1 141	1 139	1 399	2 008	1 832	1 820	1 727	2 193	1 749	1 471	1 774
Transports	41	71	103	25	88	90	139	139	120	141	143	103	113	143
Voyages	-29	162	195	157	3	111	212	159	30	128	169	138	-6	200
Communication	87	90	181	105	105	119	212	140	122	110	190	224	87	144
Construction	-17	-33	-12	-9	-31	-24	-26	-14	-31	-16	-14	-26	-6	-19
Services d'assurance	19	44	50	43	67	67	85	65	71	63	90	87	63	78
Services financiers	681	571	919	811	906	944	1 360	1 383	1 530	1 434	1 657	1 332	1 245	1 340
Informatique et information	2	-2	-7	-9	-1	1	-5	-24	-29	-57	-33	-34	-33	-23
Redevances, droits de licence	-2	11	-5	-3	1	22	5	6	-6	9	-23	-9	-16	-1
Autres services aux entreprises	56	64	-16	14	-27	82	22	-58	1	-106	23	-87	-8	-120
Services personnels, culturels	-10	-1	-55	-33	-9	-60	-34	-13	-33	-35	-53	-16	-14	-33
Services des adm. publiques nca	46	67	42	38	38	46	38	49	46	57	44	37	45	63
Revenus	246	-302	-135	-50	93	-360	-217	-351	-104	-739	-406	-677	-297	-457
Rémunération des salariés	-390	-473	-423	-471	-458	-569	-518	-565	-563	-684	-639	-707	-684	-833
Revenu des investissements	635	172	288	420	551	208	300	214	459	-55	233	30	387	376
Transferts courants	-178	-58	-282	-156	-9	-82	-139	-63	-122	-176	-291	-168	-64	-86
Administrations publiques	-16	-10	-36	-37	9	-53	-16	-12	-16	19	-74	-14	-55	26
Autres secteurs	-162	-48	-246	-119	-18	-29	-123	-52	-106	-195	-218	-154	-8	-112

## 7. Échanges de biens et de services par zone

### 7.1. Échanges de biens et de services par zone: pays limitrophes – Crédit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	7 414	8 045	9 089	10 178	11 601	14 185	14 864	52.6	46.2	100.0	100.0
Biens	3 663	3 617	3 940	4 391	4 602	5 230	5 490	58.5	54.4	49.4	36.9
Services	3 751	4 428	5 150	5 787	6 999	8 954	9 374	47.9	42.5	50.6	63.1
Transports	225	218	339	305	379	512	542	42.0	35.5	3.0	3.6
Voyages	1 040	1 069	1 244	1 269	1 383	1 609	1 769	79.0	82.7	14.0	11.9
Communication	121	172	200	233	292	375	398	46.1	48.4	1.6	2.7
Construction	14	24	29	15	27	23	12	93.7	24.2	0.2	0.1
Services d'assurance	238	317	354	398	551	679	621	53.0	59.9	3.2	4.2
Services financiers	1 490	1 859	2 289	2 792	3 562	4 883	5 051	38.7	36.7	20.1	34.0
Informatique et information	11	13	19	37	51	50	51	12.6	26.5	0.2	0.3
Redevances, droits de licence	3	0	3	27	0	55	8	8.9	4.8	0.0	0.1
Autres services aux entreprises	558	703	549	533	572	569	775	55.0	44.1	7.5	5.2
Services personnels, culturels	14	26	96	149	151	162	114	21.3	30.8	0.2	0.8
Services des adm. publiques nca	38	27	28	27	30	37	35	18.1	14.7	0.5	0.2

### 7.1. Échanges de biens et de services par zone: pays limitrophes – Débit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	8 225	8 671	9 452	10 840	11 284	13 467	14 573	63.3	52.6	100.0	100.0
Biens	5 787	5 910	6 595	7 483	7 398	8 552	9 084	77.1	70.7	70.4	62.3
Services	2 437	2 761	2 857	3 357	3 886	4 915	5 489	44.4	36.9	29.6	37.7
Transports	299	302	270	290	345	337	402	61.9	39.1	3.6	2.8
Voyages	429	455	500	557	614	732	889	49.4	54.3	5.2	6.1
Communication	19	23	22	22	33	113	123	37.5	69.2	0.2	0.8
Construction	62	118	95	82	70	86	89	90.9	77.5	0.8	0.6
Services d'assurance	194	261	276	286	395	495	433	56.1	60.2	2.4	3.0
Services financiers	821	948	1 042	1 396	1 664	2 228	2 481	35.2	30.3	10.0	17.0
Informatique et information	28	35	48	69	90	176	164	52.5	52.2	0.3	1.1
Redevances, droits de licence	2	0	4	6	0	31	23	5.8	10.6	0.0	0.2
Autres services aux entreprises	476	526	508	500	509	577	757	50.9	38.9	5.8	5.2
Services personnels, culturels	104	89	81	142	140	118	108	33.6	22.3	1.3	0.7
Services des adm. publiques nca	3	4	10	7	27	23	20	32.0	44.2	0.0	0.1

### 7.1. Échanges de biens et de services par zone: pays limitrophes – Net

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Biens et Services	-810	-626	-363	-662	317	718	290
Biens	-2 124	-2 292	-2 656	-3 092	-2 796	-3 321	-3 594
Services	1 314	1 667	2 293	2 430	3 113	4 039	3 885
Transports	-75	-84	69	15	34	175	140
Voyages	611	614	744	712	769	877	879
Communication	102	149	178	211	259	262	275
Construction	-48	-94	-67	-67	-43	-63	-77
Services d'assurance	44	56	79	113	157	183	188
Services financiers	669	910	1 248	1 396	1 898	2 655	2 569
Informatique et information	-16	-22	-30	-32	-39	-126	-113
Redevances, droits de licence	1	0	-1	21	0	24	-15
Autres services aux entreprises	82	177	41	34	63	-8	18
Services personnels, culturels	-90	-63	14	7	11	44	6
Services des adm. publiques nca	35	23	18	20	4	14	15

## 7.2. Échanges de biens et de services par zone: intra-UEM – Crédit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	9 389	10 144	11 647	13 064	15 101	19 320	20 331	66.6	63.2	100.0	100.0
Biens	4 579	4 551	5 005	5 628	5 841	6 875	7 376	73.1	73.1	48.8	36.3
Services	4 810	5 593	6 642	7 436	9 261	12 445	12 955	61.4	58.7	51.2	63.7
Transports	291	289	430	410	483	672	705	54.4	46.1	3.1	3.5
Voyages	1 201	1 228	1 450	1 464	1 593	1 826	2 002	91.3	93.7	12.8	9.8
Communication	142	220	250	285	354	456	470	54.2	57.1	1.5	2.3
Construction	15	24	29	18	30	25	18	97.1	35.2	0.2	0.1
Services d'assurance	268	367	423	476	663	765	741	59.7	71.4	2.9	3.6
Services financiers	1 947	2 379	3 042	3 538	4 825	7 289	7 478	50.6	54.3	20.7	36.8
Informatique et information	12	14	20	38	68	66	69	13.2	36.2	0.1	0.3
Redevances, droits de licence	8	1	5	60	44	63	39	26.5	23.3	0.1	0.2
Autres services aux entreprises	828	916	805	839	867	894	1 120	81.6	63.8	8.8	5.5
Services personnels, culturels	58	126	160	281	304	352	279	89.0	75.4	0.6	1.4
Services des adm. publiques nca	41	28	28	27	30	37	35	19.5	14.9	0.4	0.2

## 7.2. Échanges de biens et de services par zone: intra-UEM – Débit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	9 586	10 231	11 270	12 999	14 002	17 086	18 405	73.8	66.4	100.0	100.0
Biens	6 409	6 587	7 270	8 297	8 315	9 598	10 268	85.4	79.9	66.9	55.8
Services	3 177	3 644	3 999	4 702	5 687	7 489	8 137	57.9	54.7	33.1	44.2
Transports	332	360	332	346	411	423	485	68.6	47.3	3.5	2.6
Voyages	686	720	787	943	978	1 124	1 340	79.0	81.9	7.2	7.3
Communication	24	31	25	27	41	130	151	47.5	85.2	0.2	0.8
Construction	65	120	113	92	98	97	96	95.1	84.1	0.7	0.5
Services d'assurance	215	297	324	353	463	571	507	62.0	70.4	2.2	2.8
Services financiers	1 012	1 199	1 459	1 831	2 411	3 686	3 947	43.4	48.1	10.6	21.4
Informatique et information	29	39	53	76	105	192	192	56.0	61.4	0.3	1.0
Redevances, droits de licence	15	3	6	16	34	36	55	41.9	25.2	0.2	0.3
Autres services aux entreprises	522	600	630	647	690	786	964	55.8	49.5	5.4	5.2
Services personnels, culturels	272	269	257	361	425	419	376	88.3	77.6	2.8	2.0
Services des adm. publiques nca	5	5	12	9	29	24	22	50.3	48.8	0.1	0.1

## 7.2. Échanges de biens et de services par zone: intra-UEM – Net

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Biens et Services	-196	-87	378	65	1 099	2 234	1 926
Biens	-1 829	-2 036	-2 265	-2 669	-2 475	-2 722	-2 892
Services	1 633	1 949	2 643	2 734	3 574	4 956	4 818
Transports	-41	-71	98	64	72	249	219
Voyages	515	508	663	522	615	702	662
Communication	119	188	225	258	312	326	318
Construction	-51	-96	-83	-74	-68	-71	-79
Services d'assurance	53	71	99	123	200	194	234
Services financiers	934	1 180	1 582	1 706	2 414	3 602	3 530
Informatique et information	-18	-25	-33	-37	-37	-126	-123
Redevances, droits de licence	-7	-2	-1	44	9	27	-15
Autres services aux entreprises	306	316	175	191	177	108	155
Services personnels, culturels	-214	-142	-98	-81	-121	-67	-98
Services des adm. publiques nca	36	22	16	18	2	13	13

**7.3. Échanges de biens et de services par zone: extra-UEM – Crédit**

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	4 705	5 184	6 475	7 375	8 799	11 779	11 823	33.4	36.8	100.0	100.0
Biens	1 685	1 545	1 860	2 069	2 206	2 512	2 711	26.9	26.9	35.8	22.9
Services	3 020	3 640	4 614	5 306	6 593	9 267	9 112	38.6	41.3	64.2	77.1
Transports	244	288	390	482	594	772	823	45.6	53.9	5.2	7.0
Voyages	115	116	98	108	115	129	136	8.7	6.3	2.4	1.1
Communication	121	164	193	183	225	277	353	45.8	42.9	2.6	3.0
Construction	0	2	23	9	4	10	33	2.9	64.8	0.0	0.3
Services d'assurance	181	168	217	189	177	264	297	40.3	28.6	3.8	2.5
Services financiers	1 899	2 298	2 905	3 466	4 629	6 678	6 294	49.4	45.7	40.4	53.2
Informatique et information	77	98	105	88	88	122	121	86.8	63.8	1.6	1.0
Redevances, droits de licence	22	44	64	28	71	83	130	73.5	76.7	0.5	1.1
Autres services aux entreprises	187	242	416	543	494	685	635	18.4	36.2	4.0	5.4
Services personnels, culturels	7	12	9	20	16	53	91	11.0	24.6	0.2	0.8
Services des adm. publiques nca	169	207	194	190	180	193	200	80.5	85.1	3.6	1.7

**7.3. Échanges de biens et de services par zone: extra-UEM – Débit**

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	3 407	3 859	5 118	5 692	7 253	9 194	9 326	26.2	33.6	100.0	100.0
Biens	1 094	988	1 401	1 473	2 159	2 359	2 582	14.6	20.1	32.1	27.7
Services	2 314	2 871	3 716	4 219	5 094	6 835	6 744	42.1	45.3	67.9	72.3
Transports	152	195	352	323	359	482	541	31.4	52.7	4.5	5.8
Voyages	183	193	209	259	264	303	297	21.0	18.1	5.4	3.2
Communication	26	7	6	13	27	20	26	52.5	14.8	0.8	0.3
Construction	3	2	4	14	11	25	18	4.9	15.9	0.1	0.2
Services d'assurance	131	149	143	151	149	174	213	38.0	29.6	3.9	2.3
Services financiers	1 319	1 694	2 238	2 638	3 463	4 573	4 251	56.6	51.9	38.7	45.6
Informatique et information	23	31	44	61	66	111	121	44.0	38.6	0.7	1.3
Redevances, droits de licence	21	43	82	72	66	96	162	58.1	74.8	0.6	1.7
Autres services aux entreprises	414	500	557	625	618	934	983	44.2	50.5	12.1	10.5
Services personnels, culturels	36	47	68	53	52	101	109	11.7	22.4	1.1	1.2
Services des adm. publiques nca	5	11	13	9	18	16	23	49.7	51.2	0.1	0.2

**7.3. Échanges de biens et de services par zone: extra-UEM – Net**

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Biens et Services	1 298	1 326	1 357	1 683	1 546	2 586	2 497
Biens	591	557	459	596	47	154	129
Services	707	769	898	1 088	1 499	2 432	2 368
Transports	92	93	39	159	234	290	282
Voyages	-68	-76	-111	-151	-149	-174	-161
Communication	94	157	187	170	198	257	326
Construction	-3	0	19	-6	-7	-15	14
Services d'assurance	49	19	73	38	28	91	84
Services financiers	580	604	667	829	1 165	2 105	2 043
Informatique et information	54	68	61	27	21	11	0
Redevances, droits de licence	0	1	-18	-44	6	-13	-33
Autres services aux entreprises	-227	-258	-141	-82	-124	-249	-347
Services personnels, culturels	-29	-35	-59	-33	-36	-48	-18
Services des adm. publiques nca	164	197	180	181	162	177	177

## 7.4. Échanges de biens et de services par zone: intra-UE – Crédit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	10 562	11 485	13 140	14 736	17 176	21 937	23 251	74.9	72.3	100.0	100.0
Biens	5 197	5 143	5 685	6 389	6 821	7 864	8 448	83.0	83.7	49.2	36.3
Services	5 365	6 342	7 455	8 347	10 355	14 073	14 804	68.5	67.1	50.8	63.7
Transports	318	340	477	432	511	738	771	59.6	50.5	3.0	3.3
Voyages	1 247	1 273	1 491	1 510	1 642	1 879	2 055	94.8	96.2	11.8	8.8
Communication	232	357	416	441	540	685	733	88.0	89.1	2.2	3.2
Construction	15	24	31	19	32	25	18	98.1	35.9	0.1	0.1
Services d'assurance	345	461	530	581	738	870	874	76.9	84.3	3.3	3.8
Services financiers	2 190	2 712	3 414	3 977	5 437	8 266	8 545	57.0	62.0	20.7	36.8
Informatique et information	13	14	21	42	82	101	108	15.0	56.7	0.1	0.5
Redevances, droits de licence	12	10	5	70	53	67	40	39.9	23.6	0.1	0.2
Autres services aux entreprises	889	989	879	963	979	1 042	1 327	87.6	75.6	8.4	5.7
Services personnels, culturels	63	132	161	285	311	363	297	96.6	80.4	0.6	1.3
Services des adm. publiques nca	41	28	29	28	31	37	35	19.5	14.9	0.4	0.2

## 7.4. Échanges de biens et de services par zone: intra-UE – Débit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	10 267	11 054	12 260	14 345	15 467	19 165	20 747	79.0	74.8	100.0	100.0
Biens	6 579	6 728	7 450	8 596	8 634	10 111	11 034	87.7	85.9	64.1	53.2
Services	3 689	4 326	4 810	5 749	6 833	9 054	9 713	67.2	65.3	35.9	46.8
Transports	357	387	380	386	449	512	589	73.8	57.4	3.5	2.8
Voyages	748	785	857	1 036	1 073	1 213	1 417	86.2	86.5	7.3	6.8
Communication	28	33	26	36	61	139	162	55.5	90.9	0.3	0.8
Construction	66	121	114	101	103	98	111	95.7	96.8	0.6	0.5
Services d'assurance	295	401	409	438	535	647	629	85.4	87.3	2.9	3.0
Services financiers	1 225	1 526	1 922	2 454	3 117	4 600	4 729	52.5	57.7	11.9	22.8
Informatique et information	38	43	60	92	132	252	251	72.4	80.1	0.4	1.2
Redevances, droits de licence	19	9	7	33	57	46	58	51.4	26.8	0.2	0.3
Autres services aux entreprises	628	735	753	792	843	1 092	1 345	67.1	69.1	6.1	6.5
Services personnels, culturels	279	279	271	371	432	430	399	90.6	82.3	2.7	1.9
Services des adm. publiques nca	6	6	13	10	30	25	23	60.0	51.9	0.1	0.1

## 7.4. Échanges de biens et de services par zone: intra-UE – Net

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	en millions d'EUR			
Biens et Services	295	431	880	392	1 709	2 772	2 505				
Biens	-1 382	-1 585	-1 765	-2 206	-1 813	-2 247	-2 586				
Services	1 677	2 016	2 645	2 598	3 522	5 019	5 091				
Transports	-38	-46	97	47	62	226	183				
Voyages	499	487	635	475	569	666	639				
Communication	204	324	390	404	479	546	571				
Construction	-51	-96	-82	-82	-72	-73	-93				
Services d'assurance	50	60	122	142	203	223	246				
Services financiers	965	1 186	1 493	1 523	2 320	3 666	3 816				
Informatique et information	-25	-28	-39	-50	-50	-151	-143				
Redevances, droits de licence	-7	1	-2	38	-4	22	-18				
Autres services aux entreprises	261	254	127	171	135	-50	-18				
Services personnels, culturels	-216	-147	-110	-86	-121	-68	-103				
Services des adm. publiques nca	35	22	16	18	1	12	12				

## 7.5. Échanges de biens et de services par zone: extra-UE – Crédit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	3 532	3 843	4 982	5 703	6 724	9 163	8 903	25.1	27.7	100.0	100.0
Biens	1 067	952	1 180	1 307	1 226	1 523	1 640	17.0	16.3	30.2	18.4
Services	2 465	2 891	3 801	4 395	5 498	7 639	7 263	31.5	32.9	69.8	81.6
Transports	216	237	344	460	565	706	756	40.4	49.5	6.1	8.5
Voyages	69	72	57	62	66	77	82	5.2	3.8	1.9	0.9
Communication	32	26	26	27	38	49	90	12.0	10.9	0.9	1.0
Construction	0	2	21	8	2	10	32	1.9	64.1	0.0	0.4
Services d'assurance	103	75	109	84	103	159	163	23.1	15.7	2.9	1.8
Services financiers	1 655	1 966	2 532	3 027	4 017	5 700	5 227	43.0	38.0	46.9	58.7
Informatique et information	75	98	104	84	73	87	83	85.0	43.3	2.1	0.9
Redevances, droits de licence	18	34	64	18	62	79	129	60.1	76.4	0.5	1.4
Autres services aux entreprises	126	169	342	419	383	538	428	12.4	24.4	3.6	4.8
Services personnels, culturels	2	6	8	16	9	43	73	3.4	19.6	0.1	0.8
Services des adm. publiques nca	169	207	193	190	180	193	200	80.5	85.1	4.8	2.2

## 7.5. Échanges de biens et de services par zone: extra-UE – Débit

Spécification	en millions d'EUR							Parts dans Total		Structure	
	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	1995	2001	1995	2001
Biens et Services	2 725	3 037	4 127	4 346	5 788	7 115	6 985	21.0	25.2	100.0	100.0
Biens	923	847	1 221	1 174	1 840	1 845	1 816	12.3	14.1	33.9	26.0
Services	1 802	2 190	2 906	3 172	3 947	5 270	5 168	32.8	34.7	66.1	74.0
Transports	127	169	304	283	322	393	437	26.2	42.6	4.6	6.3
Voyages	120	128	140	167	169	214	221	13.8	13.5	4.4	3.2
Communication	22	5	5	3	7	11	16	44.5	9.1	0.8	0.2
Construction	3	2	3	5	6	24	4	4.3	3.2	0.1	0.1
Services d'assurance	51	45	59	65	78	97	91	14.6	12.7	1.9	1.3
Services financiers	1 107	1 367	1 776	2 014	2 757	3 659	3 469	47.5	42.3	40.6	49.7
Informatique et information	15	27	36	45	39	52	62	27.6	19.9	0.5	0.9
Redevances, droits de licence	18	37	82	56	43	87	159	48.6	73.2	0.7	2.3
Autres services aux entreprises	308	365	435	480	465	628	602	32.9	30.9	11.3	8.6
Services personnels, culturels	29	36	54	44	46	90	86	9.4	17.7	1.1	1.2
Services des adm. publiques nca	4	10	12	8	17	15	22	40.0	48.1	0.1	0.3

## 7.5. Échanges de biens et de services par zone: extra-UE – Net

Spécification	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Biens et Services	807	807	855	1 357	936	2 047	1 918
Biens	144	105	-41	133	-614	-322	-177
Services	663	701	896	1 224	1 551	2 369	2 095
Transports	90	68	40	177	244	313	319
Voyages	-51	-56	-83	-105	-103	-137	-139
Communication	9	21	21	24	32	37	74
Construction	-3	0	18	3	-4	-14	29
Services d'assurance	53	29	50	19	25	61	72
Services financiers	549	599	757	1 012	1 260	2 041	1 758
Informatique et information	61	71	68	40	34	36	20
Redevances, droits de licence	0	-2	-18	-38	19	-8	-30
Autres services aux entreprises	-182	-196	-92	-61	-82	-90	-174
Services personnels, culturels	-27	-31	-46	-28	-37	-47	-13
Services des adm. publiques nca	165	197	181	182	163	178	178

**8. Échanges de biens par pays****8.1. Échanges de biens par pays: Crédit (exportations)****Montants**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Total	6 264	6 096	6 865	7 697	8 046	9 387	10 087
Allemagne	1 752	1 703	1 790	1 859	1 925	2 216	2 432
France	1 163	1 139	1 255	1 530	1 646	1 877	1 904
Belgique	749	776	895	1 002	1 032	1 138	1 154
Royaume-Uni	391	380	454	485	672	709	840
Italie	289	294	354	426	408	510	634
Pays-Bas	343	341	366	425	419	567	506
Etats-Unis d'Amérique	269	205	247	400	288	361	315
Espagne	118	119	155	174	190	267	300
Suisse	150	147	128	125	111	143	134
Autriche	90	89	94	108	115	134	129
Autres	951	904	1 130	1 163	1 241	1 464	1 740

**Parts relatives**

Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Allemagne	28.0	27.9	26.1	24.2	23.9	23.6	24.1
France	18.6	18.7	18.3	19.9	20.5	20.0	18.9
Belgique	11.9	12.7	13.0	13.0	12.8	12.1	11.4
Royaume-Uni	6.2	6.2	6.6	6.3	8.4	7.6	8.3
Italie	4.6	4.8	5.2	5.5	5.1	5.4	6.3
Pays-Bas	5.5	5.6	5.3	5.5	5.2	6.0	5.0
Etats-Unis d'Amérique	4.3	3.4	3.6	5.2	3.6	3.8	3.1
Espagne	1.9	1.9	2.3	2.3	2.4	2.8	3.0
Suisse	2.4	2.4	1.9	1.6	1.4	1.5	1.3
Autriche	1.4	1.5	1.4	1.4	1.4	1.4	1.3
Autres	15.2	14.8	16.5	15.1	15.4	15.6	17.3

**8.2. Échanges de biens par pays: Débit (importations)****Montants**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Total	7 502	7 575	8 672	9 770	10 474	11 956	12 850
Belgique	2 728	2 839	3 200	3 611	3 557	4 182	4 283
Allemagne	2 213	2 226	2 431	2 690	2 646	2 920	3 201
France	846	844	965	1 182	1 195	1 449	1 601
Etats-Unis d'Amérique	427	334	622	476	1 034	619	756
Royaume-Uni	129	105	135	212	256	424	675
Pays-Bas	326	363	363	439	480	542	626
Suisse	149	134	117	118	229	469	245
Italie	148	156	172	203	219	220	211
Autriche	57	60	48	55	80	110	119
Japon	96	87	115	134	122	122	119
Autres	384	427	504	650	655	898	1 014

**Parts relatives**

Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Belgique	36.4	37.5	36.9	37.0	34.0	35.0	33.3
Allemagne	29.5	29.4	28.0	27.5	25.3	24.4	24.9
France	11.3	11.1	11.1	12.1	11.4	12.1	12.5
Etats-Unis d'Amérique	5.7	4.4	7.2	4.9	9.9	5.2	5.9
Royaume-Uni	1.7	1.4	1.6	2.2	2.4	3.5	5.3
Pays-Bas	4.3	4.8	4.2	4.5	4.6	4.5	4.9
Suisse	2.0	1.8	1.3	1.2	2.2	3.9	1.9
Italie	2.0	2.1	2.0	2.1	2.1	1.8	1.6
Autriche	0.8	0.8	0.6	0.6	0.8	0.9	0.9
Japon	1.3	1.2	1.3	1.4	1.2	1.0	0.9
Autres	5.1	5.6	5.8	6.6	6.3	7.5	7.9

**8.3. Échanges de biens par pays: Net (solde)****Montants**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	en millions d'EUR						
Total	-1 238	-1 479	-1 806	-2 074	-2 428	-2 569	-2 763
Allemagne	-461	-523	-641	-831	-721	-704	-769
France	316	294	290	349	450	428	303
Belgique	-1 980	-2 063	-2 305	-2 609	-2 524	-3 045	-3 129
Royaume-Uni	262	276	319	272	416	286	165
Italie	140	138	182	223	189	290	423
Pays-Bas	17	-22	2	-14	-61	25	-120
Etats-Unis d'Amérique	-157	-129	-376	-76	-747	-258	-442
Espagne	77	79	115	118	121	173	179
Suisse	1	14	11	7	-118	-326	-111
Autriche	33	1	-22	-27	-8	12	10
Japon	-60	-62	-72	-105	-81	-65	-65
Autres	572	520	690	620	657	615	793

**9. Échanges de services par pays****9.1. Échanges de services par pays: Crédit (exportations)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	7 830	9 233	11 257	12 742	15 853	21 712	22 067
Allemagne	1 442	1 718	1 943	2 377	2 849	3 740	4 305
Suisse	954	1 136	1 385	1 808	2 308	2 955	2 962
Belgique	1 282	1 568	1 871	2 064	2 403	3 050	2 900
France	1 027	1 141	1 336	1 346	1 747	2 164	2 169
Italie	339	394	572	509	829	1 731	1 835
Etats-Unis d'Amérique	575	676	1 018	1 181	1 366	1 960	1 668
Royaume-Uni	376	509	610	661	801	1 203	1 381
Pays-Bas	539	556	640	771	926	1 231	1 089
Japon	178	215	277	299	466	772	592
Suède	112	164	142	184	202	313	382
Autres	1 006	1 155	1 462	1 542	1 958	2 595	2 784
	Parts relatives en %						
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Allemagne	18.4	18.6	17.3	18.7	18.0	17.2	19.5
Suisse	12.2	12.3	12.3	14.2	14.6	13.6	13.4
Belgique	16.4	17.0	16.6	16.2	15.2	14.0	13.1
France	13.1	12.4	11.9	10.6	11.0	10.0	9.8
Italie	4.3	4.3	5.1	4.0	5.2	8.0	8.3
Etats-Unis d'Amérique	7.3	7.3	9.0	9.3	8.6	9.0	7.6
Royaume-Uni	4.8	5.5	5.4	5.2	5.0	5.5	6.3
Pays-Bas	6.9	6.0	5.7	6.0	5.8	5.7	4.9
Japon	2.3	2.3	2.5	2.3	2.9	3.6	2.7
Suède	1.4	1.8	1.3	1.4	1.3	1.4	1.7
Autres	12.8	12.5	13.0	12.1	12.3	11.9	12.6

**9.2. Échanges de services par pays: Débit (importations)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Montants (en millions d'EUR)							
Total	5 491	6 515	7 716	8 920	10 780	14 324	14 881
Allemagne	970	1 055	1 129	1 418	1 482	1 870	2 155
Suisse	814	981	1 123	1 387	1 570	2 044	2 049
France	784	898	879	956	1 176	1 623	1 716
Belgique	683	808	848	983	1 228	1 422	1 618
Etats-Unis d'Amérique	465	669	1 011	925	1 092	1 457	1 466
Royaume-Uni	369	489	657	810	873	1 245	1 248
Italie	190	258	415	404	656	1 167	1 248
Pays-Bas	273	321	374	470	623	846	677
Japon	114	122	159	148	252	404	307
Suède	93	124	103	164	172	223	276
Autres	737	792	1 017	1 256	1 657	2 024	2 122
Parts relatives en %							
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Allemagne	17.7	16.2	14.6	15.9	13.7	13.1	14.5
Suisse	14.8	15.0	14.6	15.5	14.6	14.3	13.8
France	14.3	13.8	11.4	10.7	10.9	11.3	11.5
Belgique	12.4	12.4	11.0	11.0	11.4	9.9	10.9
Etats-Unis d'Amérique	8.5	10.3	13.1	10.4	10.1	10.2	9.8
Royaume-Uni	6.7	7.5	8.5	9.1	8.1	8.7	8.4
Italie	3.5	4.0	5.4	4.5	6.1	8.1	8.4
Pays-Bas	5.0	4.9	4.8	5.3	5.8	5.9	4.5
Japon	2.1	1.9	2.1	1.7	2.3	2.8	2.1
Suède	1.7	1.9	1.3	1.8	1.6	1.6	1.9
Autres	13.4	12.2	13.2	14.1	15.4	14.1	14.3

**9.3. Échanges de services par pays: Net (solde)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Montants (en millions d'EUR)							
Total	2 340	2 717	3 541	3 822	5 073	7 388	7 186
Allemagne	472	663	814	959	1 367	1 870	2 149
Suisse	140	155	262	421	738	911	913
Belgique	599	760	1 023	1 081	1 175	1 628	1 282
France	243	243	456	390	571	541	453
Italie	149	137	157	105	174	564	587
Etats-Unis d'Amérique	110	8	8	257	274	502	202
Royaume-Uni	7	20	-48	-149	-72	-42	133
Pays-Bas	267	235	266	301	302	384	412
Japon	64	93	118	151	214	369	285
Suède	20	40	39	20	30	90	106

## 10. Échanges de services financiers par pays

### 10.1. Échanges de services financiers par pays: Crédit (exportations)

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	3 845	4 677	5 947	7 004	9 454	13 966	13 772
Allemagne	791	965	1 188	1 444	1 723	2 513	2 884
Suisse	831	1 021	1 245	1 586	2 038	2 574	2 591
Italie	278	305	457	402	658	1 560	1 611
Belgique	498	653	791	983	1 270	1 638	1 485
Etats-Unis d'Amérique	379	425	568	697	815	1 222	988
Royaume-Uni	142	211	248	279	403	656	732
France	201	240	310	364	570	732	682
Japon	164	198	255	247	449	736	531
Pays-Bas	88	95	137	155	308	478	391
Suède	74	100	100	128	162	250	290
Autres	398	465	647	718	1 058	1 607	1 587
	Parts relatives en %						
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Allemagne	20.6	20.6	20.0	20.6	18.2	18.0	20.9
Suisse	21.6	21.8	20.9	22.6	21.6	18.4	18.8
Italie	7.2	6.5	7.7	5.7	7.0	11.2	11.7
Belgique	13.0	14.0	13.3	14.0	13.4	11.7	10.8
Etats-Unis d'Amérique	9.9	9.1	9.5	10.0	8.6	8.7	7.2
Royaume-Uni	3.7	4.5	4.2	4.0	4.3	4.7	5.3
France	5.2	5.1	5.2	5.2	6.0	5.2	5.0
Japon	4.3	4.2	4.3	3.5	4.8	5.3	3.9
Pays-Bas	2.3	2.0	2.3	2.2	3.3	3.4	2.8
Suède	1.9	2.1	1.7	1.8	1.7	1.8	2.1
Autres	10.3	9.9	10.9	10.3	11.2	11.5	11.5

### 10.2. Échanges de services financiers par pays: Débit (importations)

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	2 331	2 893	3 698	4 469	5 875	8 259	8 198
Suisse	567	731	847	1 043	1 280	1 600	1 656
Allemagne	444	520	578	757	795	1 146	1 373
Italie	112	149	272	216	452	920	997
Etats-Unis d'Amérique	269	360	536	539	653	925	874
Belgique	244	279	292	405	533	617	714
Royaume-Uni	154	245	389	498	566	768	609
France	133	150	171	234	336	465	394
Pays-Bas	32	44	63	111	160	352	233
Japon	93	109	135	119	216	351	232
Suède	48	66	63	114	120	110	147
Autres	235	241	351	433	765	1 004	968
	Parts relatives en %						
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Suisse	24.3	25.3	22.9	23.3	21.8	19.4	20.2
Allemagne	19.0	18.0	15.6	16.9	13.5	13.9	16.7
Italie	4.8	18.0	7.3	4.8	7.7	11.1	12.2
Etats-Unis d'Amérique	11.5	18.0	14.5	12.1	11.1	11.2	10.7
Belgique	10.5	18.0	7.9	9.1	9.1	7.5	8.7
Royaume-Uni	6.6	18.0	10.5	11.1	9.6	9.3	7.4
France	5.7	18.0	4.6	5.2	5.7	5.6	4.8
Pays-Bas	1.4	18.0	1.7	2.5	2.7	4.3	2.8
Japon	4.0	18.0	3.6	2.7	3.7	4.3	2.8
Suède	2.1	18.0	1.7	2.5	2.0	1.3	1.8

**10.3. Échanges de services financiers par pays: Net (solde)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	1 514	1 785	2 249	2 535	3 579	5 707	5 574
Allemagne	347	445	610	687	928	1 367	1 511
Suisse	264	290	398	543	758	975	935
Italie	166	156	186	186	206	640	613
Belgique	254	374	499	578	736	1 022	770
Etats-Unis d'Amérique	110	65	31	158	162	297	114
Royaume-Uni	-11	-34	-141	-219	-163	-113	123
France	68	91	139	131	234	267	288
Japon	71	89	120	128	234	385	299
Pays-Bas	56	51	74	44	148	125	158
Suède	26	34	37	14	42	140	143

**11. Échanges de services autres que financiers par pays****11.1. Échanges de services autres que financiers par pays: Crédit (exportations)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	3 985	4 555	5 310	5 739	6 399	7 746	8 295
France	826	901	1 026	982	1 177	1 432	1 487
Allemagne	651	753	755	933	1 126	1 227	1 420
Belgique	784	915	1 080	1 081	1 133	1 412	1 416
Pays-Bas	451	461	503	616	618	753	698
Etats-Unis d'Amérique	195	252	451	484	550	738	680
Royaume-Uni	233	298	362	383	397	547	649
Suisse	123	115	140	222	270	380	371
Organisations européennes	276	335	329	292	253	286	288
Italie	61	89	115	107	171	170	224
Espagne	35	50	66	70	74	75	95
Autres	349	386	485	571	629	726	967
	Parts relatives en %						
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Allemagne	20.7	19.8	19.3	17.1	18.4	18.5	17.9
Suisse	16.3	16.5	14.2	16.3	17.6	15.8	17.1
Italie	19.7	20.1	20.3	18.8	17.7	18.2	17.1
Belgique	11.3	10.1	9.5	10.7	9.7	9.7	8.4
Etats-Unis d'Amérique	4.9	5.5	8.5	8.4	8.6	9.5	8.2
Royaume-Uni	5.9	6.6	6.8	6.7	6.2	7.1	7.8
France	3.1	2.5	2.6	3.9	4.2	4.9	4.5
Japon	6.9	7.4	6.2	5.1	3.9	3.7	3.5
Pays-Bas	1.5	2.0	2.2	1.9	2.7	2.2	2.7
Suède	0.9	1.1	1.2	1.2	1.2	1.0	1.1
Autres	8.8	8.5	9.1	9.9	9.8	9.4	11.7

**11.2. Échanges de services autres que financiers par pays: Débit (importations)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	3 160	3 622	4 018	4 451	4 906	6 065	6 683
France	651	748	708	722	841	1 158	1 322
Belgique	439	528	556	577	694	805	904
Allemagne	527	536	551	661	687	724	782
Royaume-Uni	215	244	268	312	307	476	639
Etats-Unis d'Amérique	196	309	474	385	439	532	591
Pays-Bas	240	278	311	359	464	494	444
Suisse	247	250	276	344	290	444	393
Italie	78	108	143	188	204	247	250
Espagne	95	102	106	149	145	152	176
Suède	44	58	39	50	52	113	129
Autres	426	462	585	703	784	919	1 053
	Parts relatives en %						
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Suisse	20.6	20.7	17.6	16.2	17.1	19.1	19.8
Allemagne	13.9	14.6	13.8	13.0	14.1	13.3	13.5
Italie	16.7	14.8	13.7	14.8	14.0	11.9	11.7
Etats-Unis d'Amérique	6.8	6.7	6.7	7.0	6.3	7.9	9.6
Belgique	6.2	8.5	11.8	8.7	8.9	8.8	8.8
Royaume-Uni	7.6	7.7	7.7	8.1	9.5	8.1	6.6
France	7.8	6.9	6.9	7.7	5.9	7.3	5.9
Pays-Bas	2.5	3.0	3.6	4.2	4.2	4.1	3.7
Japon	3.0	2.8	2.6	3.3	3.0	2.5	2.6
Suède	1.4	1.6	1.0	1.1	1.1	1.9	1.9
Autres	13.5	12.7	14.5	15.8	16.0	15.2	15.8

**11.3. Échanges de services autres que financiers par pays: Net (solde)**

Pays	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	Montants (en millions d'EUR)						
Total	826	933	1 292	1 287	1 493	1 681	1 612
France	175	153	318	260	336	273	165
Allemagne	125	218	204	272	439	503	638
Belgique	345	386	523	503	439	607	512
Pays-Bas	211	183	192	257	154	259	254
Etats-Unis d'Amérique	0	-57	-24	99	112	206	88
Royaume-Uni	18	55	94	70	91	71	9
Suisse	-124	-135	-136	-122	-20	-64	-23
Organisations européennes	276	334	321	288	251	282	287
Italie	-17	-19	-29	-81	-32	-76	-26
Espagne	-61	-52	-40	-79	-70	-77	-81
Suède	-6	6	3	6	-12	-50	-36
Autres	-121	-133	-131	-179	-205	-302	-213

**12. Principales devises utilisées pour le paiement de biens et services**

Spécification	EUR (1)	USD	GBP	Autres	Nombre de devises
<b>Recettes</b>					
1995	73.1	18.4	3.5	5.0	61
1996	72.6	18.0	4.7	4.7	74
1997	72.8	17.6	5.3	4.3	80
1998	73.0	17.1	5.0	4.9	78
1999	71.6	18.1	5.5	4.8	81
2000	72.5	18.0	4.6	4.9	81
2001	72.0	18.8	4.0	5.2	76
<b>Dépenses</b>					
1995	70.4	19.2	2.3	8.1	66
1996	71.0	20.0	2.7	6.3	78
1997	70.1	20.7	2.8	6.4	79
1998	70.3	20.0	2.9	6.8	80
1999	68.9	20.5	3.3	7.3	78
2000	68.0	21.3	3.6	7.1	79
2001	69.2	21.0	3.4	6.4	79

(1) EUR, XEU et monnaies composantes